

*Département de la Drôme*

**Commune d'ORIOLE-EN-ROYANS**  
(26190)

**DECLARATION D'INTERET GENERAL  
DU PROJET D'EXTENSION  
DE LA CARRIERE DES BELLES  
(SOCIETE PEYSSON SABLES)  
ET  
MISE EN COMPATIBILITE DU PLU**

**0 – Note d'information sur l'Enquête**



Claude BARNERON Urbaniste O.P.Q.U.  
10 rue Condorcet – 26100 ROMANS-SUR-ISERE  
Tel : 04.75.72.42.

# INFORMATIONS SUR LE DOSSIER SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE :

## Note de présentation :

**Le présent dossier est soumis à enquête publique par la commune d'ORIOLE-EN-ROYANS (26) en vue de procéder à la mise en compatibilité du PLU (Plan Local d'Urbanisme) avec une Déclaration de Projet, en application des articles L.123-14, L123-14-2 et R.123-23-2 du code de l'urbanisme.**

Cette mise en compatibilité du PLU a pour objectifs :

✓ d'étendre la trame « richesses naturelles du sous-sol », présente sur la zone N au quartier des Belles, afin de permettre la réalisation du projet d'extension de la carrière de l'entreprise E. PEYSSON ;

✓ d'ajuster le règlement pour préciser que les installations classées liées et nécessaires aux activités de carrières sont autorisées dans le secteur concerné par la trame « richesses naturelles du sous-sol »

Les modifications proposées dans le cadre de cette procédure visent à rendre compatible le PLU avec un projet qui sera déclaré d'intérêt général par la commune d'Oriol-en-Royans.

La commune d'Oriol-en-Royans est compétente en matière de PLU.

Elles relèvent donc bien de la procédure de mise en compatibilité avec une Déclaration de Projet prévue par les articles L.123-14, L.123-14-2 et R.123-23-2 du code de l'urbanisme.

Pour information, cette procédure ne nécessite pas d'évaluation environnementale systématique mais au cas par cas. A ce sujet, suite à la demande au cas par cas déposée auprès de l'autorité environnementale le 30 avril 2015, la DREAL, dans sa décision n°08215U0218 du 30 juin 2015, a décidé que cette déclaration de projet n'est pas soumise à évaluation environnementale.

La décision en question est jointe en annexe du présent dossier d'enquête.

## Textes régissant l'enquête publique :

L'enquête publique est régie par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

## Place de l'enquête dans la procédure :

Le lancement de la procédure de mise en compatibilité du PLU a fait l'objet d'une délibération du conseil municipal du 18 mars 2014.

Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU de la commune d'Oriol-en-Royans avec le projet d'extension de la carrière E. Peysson au quartier des Belles ont fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint en date du 27 avril 2015, dont le procès-verbal sera joint au dossier d'enquête publique.

L'enquête publique est préalable à la **déclaration d'intérêt général** par le conseil municipal d'Oriol en Royans du projet d'extension de carrière. Cette déclaration d'intérêt général emportera la **mise en compatibilité** du PLU d'Oriol-en-Royans.

La procédure de mise en compatibilité du PLU a fait, en outre, l'objet d'une demande au cas par cas auprès de l'autorité environnementale qui a décidé que le dossier ne doit pas faire l'objet d'une évaluation environnementale.

## Décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et autorités compétentes :

A l'issue de l'enquête publique, pourra être adoptée la décision suivante : le conseil municipal d'Oriol-en-Royans pourra se prononcer sur l'intérêt général du projet d'extension de la carrière des Belles par une Déclaration de Projet, sous la forme d'une délibération du Conseil Municipal d'ORIOLE EN ROYANS.

Cette Déclaration de Projet emportera mise en compatibilité du PLU d'Oriol-en-Royans.

## Autres informations :

Le présent dossier n'a pas fait l'objet de concertation publique préalable.

*Département de la Drôme*

**Commune d'ORIOLE-EN-ROYANS**  
(26190)

**DECLARATION D'INTERET GENERAL  
DU PROJET D'EXTENSION  
DE LA CARRIERE DES BELLES  
(SOCIETE PEYSSON SABLES)  
ET  
MISE EN COMPATIBILITE DU PLU**

**1 – Notice explicative**

Comprenant :

- Informations sur le dossier soumis à l'enquête publique
- Projet d'extension de carrière
- Mise en compatibilité du PLU



Claude BARNERON Urbaniste O.P.Q.U.  
10 rue Condorcet – 26100 ROMANS-SUR-ISERE  
Tel : 04.75.72.42.

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>INFORMATIONS SUR L'ENQUETE</b>	<b>2</b>
1.1	Objet de l'enquête publique .....	2
1.2	Textes régissant l'enquête publique .....	2
1.3	Place de l'enquête dans la procédure.....	2
1.4	Décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et autorités compétentes.....	3
1.5	Autres informations.....	3
<b>2</b>	<b>LE DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>PRÉSENTATION DU PROJET D'EXTENSION DE LA CARRIÈRE PEYSSON AU QUARTIER DES BELLES</b>	<b>5</b>
3.1	Consistance du projet.....	5
3.2	L'Exploitation de la carrière .....	6
3.3	La Localisation du site .....	7
3.4	La Société Carrières E. Peysson .....	9
3.5	La carrière des Belles – Historique .....	10
3.6	Motivations du projet .....	11
3.7	Le périmètre du projet d'extension.....	12
3.8	Choix de l'emplacement du projet.....	12
<b>4</b>	<b>INTERET GENERAL DU PROJET</b>	<b>14</b>
4.1	Intérêt général du projet .....	14
4.2	Etat Initial de l'environnement.....	16
4.3	Impacts Potentiels du projet et mesures compensatoires.....	17
<b>5</b>	<b>PRÉSENTATION DE LA MISE EN COMPATIBILITÉ</b>	<b>20</b>
5.1	Objet de la mise en compatibilité .....	20
5.2	Traduction réglementaire.....	21
<b>6</b>	<b>LES PIECES MODIFIEES DU PLU</b>	<b>23</b>

# 1

# INFORMATIONS SUR L'ENQUETE

## 1.1 Objet de l'enquête publique

Le présent dossier est présenté à l'enquête publique par la commune d'Oriol-en-Royans avec pour objectif de :

- déclarer d'intérêt général le projet d'extension de la carrière Peysson au quartier des Belles,
- mettre en compatibilité le PLU de la commune d'Oriol-en-Royans avec ce projet,

En application des articles L.123-14, L123-14-2 et R.123-23-2 du code de l'urbanisme.

## 1.2 Textes régissant l'enquête publique

L'enquête publique est régie par le chapitre III du titre II du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement.

## 1.3 Place de l'enquête dans la procédure

Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU de la commune d'Oriol-en-Royans avec le projet d'extension de la carrière Peysson au quartier des Belles ont fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint en date du 27 avril 2015, dont le procès-verbal est joint au présent dossier d'enquête.

L'enquête publique est préalable à la **déclaration d'intérêt général** par le conseil municipal d'Oriol en Royans du projet d'extension de carrière. Cette déclaration d'intérêt général emportera la **mise en compatibilité** du PLU d'Oriol-en-Royans.

## 1.4 Décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et autorités compétentes

Après enquête publique, pourront être adoptées les décisions suivantes :

- **Déclaration de projet** prononçant l'intérêt général de l'extension de la carrière Peysson au quartier des Belles sous la forme d'une délibération du Conseil Municipal de la commune d'Oriol-en-Royans ;
- **Approbation de la mise en compatibilité du PLU** sous la forme d'une délibération du conseil municipal de la commune d'Oriol-en-Royans,

Une fois le PLU adapté, le projet d'extension de carrière devra faire l'objet d'une demande d'extension d'exploitation au titre de la réglementation sur les Installation Classée Pour l'Environnement (ICPE). Ce n'est qu'à l'issue de la procédure ICPE, si celle-ci est positive, que l'extension de la carrière pourra être réalisée.

## 1.5 Autres informations

Evaluation Environnementale :

Comme le prévoit le code de l'environnement, le présent dossier a fait l'objet d'une demande au cas par cas auprès de l'autorité environnementale afin de savoir si le projet de mise en compatibilité du PLU doit faire l'objet d'une évaluation environnementale. La DREAL, dans sa décision n°08215U0218 du 30 juin 2015, a décidé que cette déclaration de projet n'est pas soumise à évaluation environnementale.

La décision en question est jointe en annexe du présent dossier d'enquête.

## 2

# LE DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE

La commune d'Oriol-en-Royans dispose d'un PLU approuvé le 22 octobre 2013.

La présente procédure est mise en œuvre par la commune d'Oriol en Royans afin de déclarer l'intérêt général du projet d'extension de la Carrière Peysson au quartier des Belles sur la commune d'Oriol-en-Royans et mettre en comptabilité le PLU d'Oriol-en-Royans avec ce projet.

Cette mise en compatibilité consistera à étendre le secteur de la zone N où sont autorisées les carrières et activités d'exploitation de matériaux (trame « zone de richesse du sous-sol » - R123-11 c) du code de l'urbanisme).

La procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet par une collectivité compétente en matière de PLU, est prévue par les articles L.123-14, L123-14-2 et R.123-23-2 du Code de l'urbanisme.



# 3

## PRÉSENTATION DU PROJET D'EXTENSION DE LA CARRIÈRE PEYSSON AU QUARTIER DES BELLES

### 3.1 Consistance du projet

La société CARRIERES E.PEYSSON exploite à Oriol en Royans, au lieudit « Les Belles », une carrière de sables siliceux. Cette carrière a été autorisée par arrêté préfectoral n°14802 du 4 septembre 1987 au profit de monsieur Béguin Marcel sur une surface de 3,9 hectares et pour une durée de 30 ans.

Par arrêté préfectoral n°7218 du 26 novembre 1997, la société CARRIERES E.PEYSSON a été autorisée à se substituer à monsieur Béguin ; La production annuelle moyenne est de 45.000 tonnes avec une production maximale autorisée de 60.000 tonnes.

Par arrêté préfectoral n°3065 du 11 juin 1999, l'autorisation d'exploitation est modifiée : la production maximale annuelle autorisée est limitée à 45.000 tonnes.

Par arrêté préfectoral n°07-3375 du 28 juin 2007, les conditions d'exploitation de la carrière sont modifiées suite à une demande présentée par la société CARRIERES E.PEYSSON.

Les activités autorisées sont les suivantes:

- Exploitation d'une carrière de sables siliceux pour 45.000 tonnes par an ;
- Criblage de produits minéraux naturels pour une puissance de 82 kWh.

L'autorisation d'exploitation de la carrière arrivant à échéance en 2017, la société CARRIERES E.PEYSSON souhaite continuer et pérenniser l'activité d'exploitation des matériaux avec pour objectifs :

- Exploiter le sable siliceux restant sur la surface de 3,9 ha en cours d'exploitation et sur une extension de 8,7 ha, soit sur une surface totale de 12,6 ha, avec une surface exploitable de 9,577 ha pour une production annuelle moyenne de 50.000 tonnes ;
- Poursuivre l'utilisation d'un groupe mobile de criblage d'une puissance de 82 kWh ;
- Mettre en service une installation de traitement des matériaux sableux de la carrière par criblage ;
- Exploiter le calcaire sous-jacent aux sables siliceux.

Ces objectifs sont ceux qui étaient présentés dans le dossier de demande d'autorisation au titre des ICPE déposé par la société CARRIERES E. PEYSSON le **22 novembre 2011** et qui a été soumis à enquête publique **en juin et juillet de l'année 2013**.

Cette procédure conduite par la société CARRIERES E. PEYSSON, bien qu'ayant reçu l'avis favorable du commissaire enquêteur (assorti de réserves) et l'avis favorable de l'Autorité Environnementale n'a pas pu aboutir à l'obtention de l'arrêté préfectoral autorisant la poursuite de l'exploitation et son extension du fait de l'incompatibilité du projet avec le PLU de la commune d'Oriol en Royans.

Après plusieurs mois de discussions sur la base des remarques formulées lors de l'enquête publique (par la population et par la commune) et sur la base des réserves et observations formulées par le commissaire enquêteur, l'exploitant de la carrière et la commune d'Oriol sont parvenus à un accord sur la consistance et sur l'étendue du projet d'extension de la carrière des Belles.

**Le nouveau projet d'extension de la carrière, validé par la commune, est donc le suivant :**

Le périmètre de l'extension a été fortement réduit (30.810 m<sup>2</sup> au lieu de 87.000 m<sup>2</sup>), notamment pour protéger les parcelles agricoles à l'ouest et au nord, et la production annuelle maximale sera limitée à 50.000 tonnes (au lieu des 120.000 tonnes initialement demandées dans le dossier déposé fin 2011), afin de limiter les nuisances et de contenir le trafic des poids-lourds dans le village d'Oriol. En fait, dans le cadre du nouveau projet, l'exploitation actuelle n'est pas modifiée, elle est déplacée géographiquement.

## 3.2 L'Exploitation de la carrière

La demande d'extension de l'entreprise Carrières E. Peysson vise :

- le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de sables et graviers des Belles à Oriol-en-Royans et l'extension du site vers le sud et vers l'ouest ;
- le renouvellement de l'autorisation d'exploiter des installations de traitement des matériaux issus du site.

L'exploitation de la carrière, menée dans le cadre du présent projet, sera réalisée dans la continuité de l'exploitation actuelle, avec les mêmes moyens et dans les mêmes conditions.

L'exploitation du gisement sableux se déroulera, comme aujourd'hui, à ciel ouvert et en terre ferme (à sec) à l'aide d'engins mécaniques (1 pelle mécanique et 1 chargeuse) et d'une cribreuse mobile directement au front, pour enlever les quelques cailloux présents dans les sables. Sera utilisée en plus, une installation mobile de criblage pour valoriser les matériaux sableux extraits sur place et les expédier directement sur les lieux d'utilisation.

L'exploitation se fera comme aujourd'hui, de manière quasi continue sur l'année, à raison de 220 jours ouvrés en moyenne à l'année.

Elle sera accompagnée de la remise en état des lieux effectuée, autant que possible, de manière coordonnée à l'exploitation. De même, le défrichage et le décapage des terres et stériles de couverture sera fait au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation, en fonction du besoin.

L'exploitation se tiendra à 10 mètres au moins du périmètre d'autorisation.

La méthode d'exploitation retenue, identique à l'actuelle, comporte les phases suivantes :

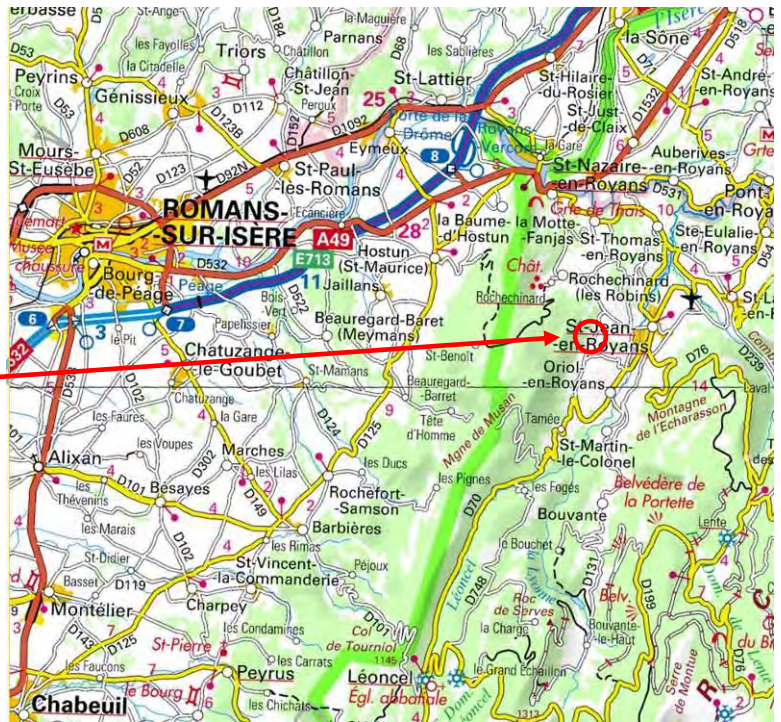
- les travaux de défrichage et de découverte des stériles ;
- l'extraction à sec des sables ;
- le pré-criblage des sables au front et l'acheminement des matériaux bruts pré-criblés jusqu'à l'installation de traitement implantée à l'entrée du site (criblage) ;
- la reprise des matériaux de l'aire de stockage pour les expédier sur les chantiers d'utilisation ou à l'usine de conditionnement en sacs et big-bags de CARRIERES E. PEYSSON, implantée dans son établissement de la Combe à Saint-Nazaire-en-Royans, ou à la centrale à béton de CARRIERES E. PEYSSON à Saint-Nazaire-en-Royans ;
- la remise en état du carreau basal et des talus et risbermes résiduels.

### 3.3 La Localisation du site

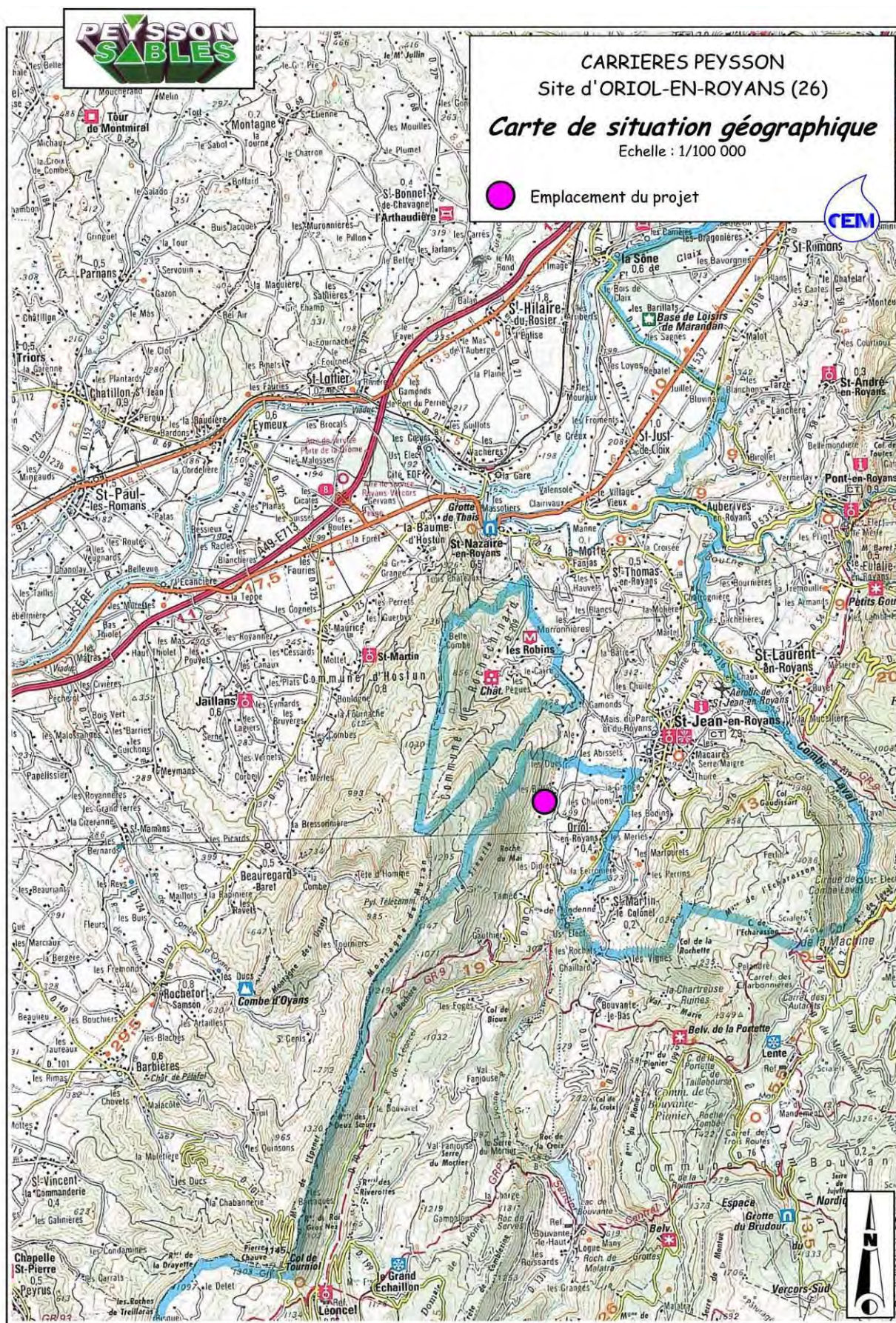
Le site d'implantation du projet d'extension de la Carrière Peysson se trouve au quartier des Belles sur la commune d'Oriol-en-Royans. Ce quartier est situé en partie nord de la commune, le long de la route départementale 254 qui relie les RD 70 et RD 209 par le pied de la montagne de Musan.

*Site de la carrière des Belles*

Le projet est situé sur le piedmont de la Montagne de Musan dans la vallée du ruisseau de la Madina qui est un affluent de la Lyonne. Il est situé dans une unité paysagère dénommée « Rebord Ouest du Vercors ».









### 3.4 La Société Carrières E. Peysson

La société CARRIERES E. PEYSSON est spécialisée, depuis sa création il y a plus d'un demi-siècle, dans l'exploitation de carrières pour produire des sables spécialisés (sables siliceux, sables naturels colorés, sables à bâtir) destinés :

- à l'industrie (verrerie, préfabrication, électrométallurgie) ;
- au bâtiment (façadiers, maçonnerie traditionnelle, rénovation).

L'originalité de ses produits vient de la richesse du gisement qu'elle exploite : les sables siliceux rouges et blancs de St-Nazaire-en-Royans qui constituent l'un des plus importants gisements européens.

La société CARRIERES E. PEYSSON extrayait encore récemment ces produits naturels de trois carrières, sises sur Saint-Nazaire-en-Royans, Oriol-en-Royans et Rochechinard. Aujourd'hui, seule est exploitée celle d'Oriol-en-Royans, concernée par le présent projet.

La société dispose d'autre part, sur sa carrière de Saint-Nazaire-en-Royans, d'un outil de valorisation performant : une usine de traitement complète permettant le criblage, le lavage, le séchage, l'ensachage et la palettisation des sables naturels extraits.

Du fait de leur spécificité, les produits confectionnés sont exportés sur toute la région.

La société CARRIERES E. PEYSSON dispose également de son propre laboratoire de recherche et développement, de manière à développer en interne de nouveaux produits et de nouvelles utilisations.

La société CARRIERES E. PEYSSON compte 12 personnes et son chiffre d'affaires était de :

- 1,33 M€ HT en 2009 ;
- 1,32 M€ HT en 2010.

En 2006, CARRIERES E. PEYSSON a été rachetée par la société SA CABOTRAVAUX ET TRANSPORT, qui est une société exploitante de carrières.

La société CABOTRAVAUX ET TRANSPORT a été créée en 1964 et est basée à Saint-Bauzile. C'est une entreprise spécialisée dans les travaux d'exploitation de carrière et le transport de granulats. Elle exploite la carrière de diatomite de Saint-Bauzile, pour le compte de la CECA. C'est une société familiale composée de 11 personnes.

Elle a produit un chiffre d'affaires annuel de :

- 1,9 M€ HT en 2009 ;
- 2,1 M€ HT en 2010.

## 3.5 La carrière des Belles – Historique

La carrière des Belles, sise sur la commune d'Oriol-en-Royans, au lieu-dit « Les Belles », est autorisée par l'arrêté préfectoral d'exploiter n° 4802 en date du 4 septembre 1987.

Les conditions d'exploitation fixées par cet arrêté sont les suivantes :

- carrière de sables siliceux à ciel ouvert et en terre ferme sur une surface globale approximative de 39 000 m<sup>2</sup> sur les parcelles de la section B n° 152, 151pp, 155pp et 157pp ;
- niveau de base d'exploitation limité à 375 m NGF ;
- gradins de 15 mètres de hauteur maximale ;
- remise en état par reconstitution des sols en fond de fouille nivelé et création de talus périphériques à 45° maximum recouverts de terres végétales et plantés d'arbres ;
- prescriptions environnementales : déviation le cas échéant de la conduite d'eau potable située sur la parcelle 155, hydrocarbures nécessaires au chantier sur aire étanche formant cuvette de rétention, eaux de ruissellement de la carrière décantées et traitées avant rejet au milieu naturel avec une teneur en matières en suspension qui n'excède pas 30 mg/l, bassin d'orage de capacité suffisante au point bas de la carrière ;
- autorisation délivrée pour une durée de 30 ans, c'est-à-dire jusqu'au 4 septembre 2017.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 7218 en date du 26 novembre 1997 transfère l'autorisation d'exploiter n° 4802 du 4 septembre 1987 à la SARL CARRIERES E. PEYSSON qui a acquis la carrière, et apporte les prescriptions d'exploitation supplémentaires suivantes :

- production moyenne annuelle de 45 000 tonnes ;
- production maximale annuelle autorisée de 60 000 tonnes.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 3065 en date du 11 juin 1999 définit le montant des garanties financières quinquennales jusqu'au terme de l'autorisation et supprime les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 7218 relatives aux productions moyenne et maximale annuelles pour les remplacer par la prescription suivante :

- production maximale annuelle autorisée de 45 000 tonnes.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 07-3375 en date du 28 juin 2007 permet la mise en service d'une installation mobile de criblage de produits minéraux naturels d'une puissance maximale de 82 kW et apporte les prescriptions d'exploitation supplémentaires suivantes relatives à l'utilisation de cette nouvelle installation :

- un système d'aspersion d'eau sera mis en place sur l'installation de criblage ou celle-ci sera arrêtée quand les conditions météorologiques seront défavorables ;
- l'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires pour prévenir tout risque de pollution par les hydrocarbures lors des opérations de petit entretien et de ravitaillement en carburant de l'installation de criblage ;
- l'exploitation doit être menée de manière à respecter les émergences sonores admissibles dans les zones à émergence réglementée ainsi que le niveau maximal autorisé de bruit en limite de propriété ;
- l'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

### ✓ **Technicité des installations**

CARRIERES E. PEYSSON dispose de sa propre unité d'ensachage et de palettisation au niveau de son usine implantée sur la carrière de « La Combe » à Saint-Nazaire-en-Royans.

De manière à optimiser les quantités naturelles du gisement et de répondre de manière précise aux exigences du marché spécifique qu'elle approvisionne, CARRIERES E. PEYSSON s'est dotée dès les années 60 d'une installation de traitement des sables, qui s'est modernisée d'année en année. Cet outil performant nécessite des investissements lourds permanents directement dépendant de l'accès à la matière première.

Cet outil est complété par le laboratoire inscrit dans l'enceinte de l'usine, qui procède à des contrôles et mesures quotidiens, à chaque phase de la production, de manière à certifier la qualité des produits et leur conformité au cahier des charges. Ce laboratoire a également en charge la recherche et le développement (R&D) de nouveaux produits répondant mieux encore aux attentes particulières de ses clients.

### ✓ **Disponibilités de la ressource**

Le gisement de la carrière des Belles actuellement autorisée est encore abondant, mais pour seulement 5 à 6 ans. Cela est largement insuffisant pour assurer la pérennité du marché et de l'entreprise directement dépendante de cette ressource.

CARRIERES E. PEYSSON doit dès à présent accroître ses réserves autorisées :

- pour garantir la pérennité du marché sur le long terme ;
- pour assurer son avenir socio-économique.

Cet accès à la ressource ne peut se faire qu'au travers d'une extension de sa carrière des Belles.

L'opportunité foncière qui lui est offerte aujourd'hui lui ouvre l'accès à la ressource sur une durée suffisamment longue pour lui garantir cette pérennité et lui autoriser les investissements envisagés pour le développement de ses produits et de ses services.

## **3.6 Motivations du projet**

La demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière des Belles sur 39.000 m<sup>2</sup> environ avec extension sur 30.810 m<sup>2</sup> environ, repose sur la principale motivation suivante, primordiale pour la pérennité du marché spécifique desservi par l'entreprise CARRIERES E. PEYSSON et pour l'entreprise elle-même :

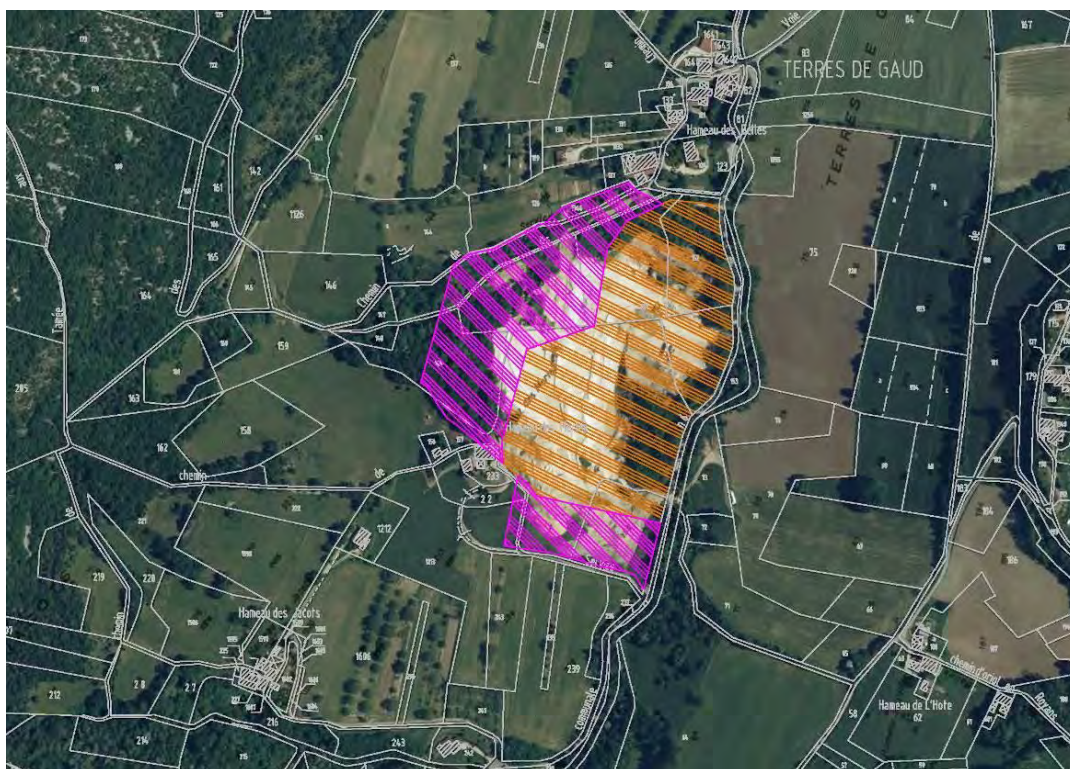
**L'accès durable à la ressource nécessaire à la fabrication des produits commercialisés par l'entreprise, pour approvisionner ce marché.**

L'accès aux sables siliceux rouges et blancs de Saint-Nazaire-en-Royans est de première importance pour l'économie régionale et reste vital pour l'entreprise CARRIERES E. PEYSSON car ce gisement naturel est indispensable à la fabrication de ces produits recherchés comme détaillé plus avant.

## 3.7 Le périmètre du projet d'extension

Ce périmètre est approximativement délimité :

- au sud, par le chemin d'accès au hameau des Merles ;
- au nord, par le hameau des Belles et par un chemin d'exploitation ;
- à l'est, par la route départementale 254.



## 3.8 Choix de l'emplacement du projet

Pour satisfaire au besoin du marché local, CARRIERES E. PEYSSON a fait des recherches de sites. Les recherches se sont notamment portées sur la commune d'Oriol-en-Royans puisque la société y possède déjà une carrière.

Le choix de l'emplacement de la future carrière a été réalisé en analysant les différentes contraintes environnementales pour chaque site. Les contraintes qui ont été prises en compte sont :

- site déjà aménagé pour l'activité industrielle (carrière en cours d'exploitation) ;
- la proximité entre le gisement et les installations de traitement, qui seront sur l'emprise du site, pour limiter l'impact environnemental des transports ;
- site en dehors de protection Environnementale forte (site Natura 2000) ;
- site en dehors des zones urbanisées ;



- facilité de réinsertion paysagère ;
- le gisement en place permet de satisfaire les besoins en granulats du secteur : présence de gisement en grande quantité et de bonne qualité pour les usages envisagés.

Ceci a amené CARRIERES E. PEYSSON à identifier les secteurs Ouest et Sud immédiat de sa carrière existante des Belles à Oriol-en-Royans.

C'est en effet la seule zone :

- n'induisant pas de trafic de camions externe au site pour l'acheminement des matériaux bruts : circulation sur les pistes internes entre le gisement, la zone de stockage et les installations de traitement des matériaux qui sont en place sur le site ;
- hors zones Natura 2000, mais toutefois proche d'une ZNIEFF de type I (voir plan du périmètre de la Znieff de type I en page 19). Les espèces naturelles qui ont justifié la ZNIEFF de type I n°26050005 « Pelouses des Jacots et combe de Maldina » (pelouses sèches calcicoles, milieux humides à Dryopteris écailleux) et les espaces couverts d'espèces protégées (orchidées, Genévrier thurifère) seront conservés. Le périmètre proposé pour l'extension de la carrière ne concerne cependant pas le périmètre de la Znieff ;
- permettant une réinsertion paysagère globale (de la carrière actuelle et de sa future extension) ;
- dans un secteur peu urbanisé ;
- où le gisement en place permet de satisfaire les besoins en granulats du secteur : le gisement de la zone d'extension est le même que celui actuellement exploité qui présente de bonnes qualités pour les usages auxquels il est destiné.

Le futur emplacement des terrains de l'extension a été défini comme étant le moins impactant pour l'environnement local, comme l'a montré l'étude d'impact figurant dans le premier dossier de demande d'extension.

De plus, CARRIERES E. PEYSSON bénéficie de la maîtrise foncière de l'ensemble des parcelles de l'extension souhaitée.

#### ✓ **Cohérence avec le schéma départemental des carrières**

Le dossier ICPE préparé par la société CARRIERES E. PEYSSON pour la demande d'extension de l'exploitation démontre de façon claire la compatibilité du projet avec le schéma départemental des carrières.

Il est par ailleurs décrit dans le schéma départemental des carrières de la Drôme, que le gisement de la carrière des Belles constitue une richesse locale non négligeable et qu'il mérite d'être protégé afin de garantir la poursuite de son exploitation et le maintien de l'activité économique et des emplois induits qui en dépendent.

#### ✓ **Respect de la Charte du Parc Naturel Régional du Vercors**

Le dossier ICPE préparé par la société CARRIERES E. PEYSSON pour la demande d'extension de l'exploitation démontre de façon précise et détaillée le respect des objectifs et orientations de la Charte du PNR.

Concernant la compatibilité du projet avec la charte du PNR, il apparaît, dans le cas présent, que la zone considérée n'est pas dans un site ni un espace remarquable et que la ressource exploitée sera valorisée dans le PNR du Vercors, ce qui correspond aux attendus de la charte.

# 4

## INTERET GENERAL DU PROJET

### 4.1 Intérêt général du projet

D'une façon globale, l'intérêt général du projet pour la collectivité se trouve dans la pérennisation d'une activité économique locale qui procure des emplois directs et indirects dans un secteur rural de montagne où toute activité économique est fragile.

L'intérêt général se trouve également dans la nature même du gisement qui est exploité. Gisement d'une grande qualité, rarement rencontré par ailleurs.

L'intérêt général est renforcé par le fait que la société CARRIERES E. PEYSSON a regroupé sur un seul site ses activités de carrières qui étaient encore il y a peu de temps sur trois sites différents.

Enfin, l'intérêt général s'apprécie au regard de la fourniture au niveau local et régional des matériaux nécessaires à la construction et aux travaux publics, permettant ainsi de réduire les besoins en déplacements pour la fourniture de ces matériaux pour tout le secteur du Royans, du Vercors et du nord de la Drôme.

#### ✓ Pérenniser une activité économique

La société CARRIERES E. PEYSSON emploie 12 personnes qui sont basées sur le site d'extraction d'Oriol-en-Royans et sur le site de traitement de Saint-Nazaire-en-Royans. La poursuite de l'exploitation et son extension conditionnent non seulement la pérennité des emplois sur le site de la carrière mais également ceux, plus nombreux, du site de traitement de Saint-Nazaire.

En outre l'activité de la société CARRIERES E. PEYSSON maintient des emplois indirects liés au transport des matériaux et aux services auxquels fait appel la société.

Le projet de renouvellement et d'extension s'inscrit dans l'optique :

- de pérenniser l'activité de la société sur le secteur et rentabiliser les investissements lourds réalisés (usine, laboratoire de contrôle qualité et recherche et développement),
- de répondre aux besoins spécifiques liés à la qualité du gisement (utilisation pour le sablage, la filtration, les loisirs).

Le choix de l'emplacement du projet d'extension a été réalisé en analysant les différentes contraintes, notamment environnementales : site déjà aménagé pour l'activité industrielle (carrière en cours d'exploitation), qualité du gisement, proximité entre le lieu d'extraction et les installations de traitement, secteur peu urbanisé et hors Natura 2000 et permettant une réinsertion paysagère globale.

### ✓ **Accéder à une ressource d'intérêt général**

La nature exceptionnelle des matériaux exploités à la carrière des Belles est relevée par le schéma départemental des carrières. L'originalité des produits vient de la richesse du gisement exploité : les sables siliceux rouges et blancs de St-Nazaire-en-Royans qui constituent l'un des plus importants gisements européens.

Il est par ailleurs décrit dans le schéma départemental des carrières de la Drôme, que le gisement de la carrière des Belles constitue une richesse locale non négligeable et qu'il mérite d'être protégé afin de garantir la poursuite de son exploitation et le maintien de l'activité économique et des emplois induits qui en dépendent.

### ✓ **Réduction du nombre de sites d'exploitation**

La société CARRIERES E. PEYSSON extrayait encore récemment ses produits naturels de trois carrières, sises sur Saint-Nazaire-en-Royans, Oriol-en-Royans et Rochechinard.

Le projet d'extension et de pérennisation du site d'Oriol en Royans s'insère dans le projet global de concentration de la production de matériaux naturel sur un seul site. Si aujourd'hui, seule est exploitée celle d'Oriol-en-Royans, c'est dans le cadre de ce projet global qui nécessite de pérenniser les capacités d'exploitations de la carrière d'Oriol.

La concentration de la production sur un seul site présente de nombreux avantages pour la société de carrière mais également pour les populations riveraines, pour l'environnement et pour le paysage.

### ✓ **Intérêt pour l'économie locale**

La fourniture par la société CARRIERES E. PEYSSON de matériaux utilisés dans les activités de bâtiments et de travaux publics au niveau local assure à ces activités l'accès à une matière première de base à un coût raisonnable, malgré l'enclavement relatif du Royans-Vercors et malgré son éloignement des sites de production de la vallée du Rhône.

La proximité de production du matériaux avec les lieux d'utilisation présente aussi l'avantage indéniable de la réduction des transports et la réduction des impacts que cela induit en termes de pollution, de nuisance et de risques routiers.

### ✓ **Intérêt pour la commune d'Oriol-en-Royans**

La reconduction de l'autorisation d'exploitation initiale et l'extension du périmètre d'exploitation de la carrière des Belles présentent pour la commune l'intérêt de pérenniser une activité économique qui procure emplois et ressources pour la commune, sans augmenter les nuisances et gênes de voisinage. En effet, le projet d'extension que la commune accepte de déclarer d'intérêt général est un projet qui reconduit l'exploitation existante selon les mêmes volumes et méthodes d'exploitation.

## 4.2 Etat Initial de l'environnement

Comme le prévoit le code de l'environnement, le présent dossier a fait l'objet d'une demande au cas par cas auprès de l'autorité environnementale pour l'évaluation environnementale du PLU. La DREAL, dans son avis du 30/06/2015, a décidé que cette déclaration de projet n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Le projet d'extension de carrière a par ailleurs déjà fait l'objet d'une première demande au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Dossier qui a fait l'objet d'une étude d'impact et qui a été soumis à enquête publique au cours de l'année 2013.

Malgré les divers avis favorable de la Dréal, des services de la préfecture et du commissaire enquêteur, la procédure n'a pu aboutir pour la seule raison de l'incompatibilité du projet avec le PLU de la commune d'Oriol qui avait été approuvé entre-temps.

Dans le cadre de cette procédure, le projet initial a donc fait l'objet d'une étude d'impact qui a reçu l'avis de l'autorité environnementale. Cet avis a conduit l'entreprise Peysson à apporter des ajustements au projet. D'autre part, à l'issue de l'enquête publique liée à la procédure ICPE, les remarques de la population ont conduit le commissaire enquêteur à délivrer un avis favorable assorti de réserves. Réserves qui ont été également prise en compte par la société Peysson pour définir le nouveau projet d'extension qui fera prochainement l'objet d'une nouvelle demande ICPE.

### Le contexte environnemental et les principaux enjeux environnementaux

Les principaux enjeux identifiés sont liés au milieu naturel. Concernant la biodiversité, l'étude d'impact réalisée dans le cadre du premier dossier ICPE, relève la présence d'espèces et d'habitats protégés. Le pétitionnaire a déposé une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées au titre de l'article L 411-2 du code de l'environnement. Le Conseil National de la Protection de la Nature a émis le 12 novembre 2012 un avis favorable sous conditions. Celles-ci feront l'objet de prescriptions dans l'autorisation éventuelle.

Le projet est situé en ZNIEFF de type 2 et en bordure d'une ZNIEFF de type 1 et les deux sites Natura 2000 les plus proches sont localisés à 4,65 et 4,8 km du projet.

La commune d'ORIOLE en ROYANS est dans le périmètre du Parc Naturel Régional du Vercors dont la nouvelle charte 2008-2020 vient d'être approuvée.

Le projet n'est concerné par aucun périmètre de protection de captage et n'est pas situé dans une aire d'alimentation de captage.

## 4.3 Impacts Potentiels du projet et mesures compensatoires

### Effets sur le paysage

La carrière est située dans une micro-vallée assez bien protégée. Toutefois, l'impact paysager peut être négligé en perception éloignée, car la zone d'extension est modérée par rapport à l'exploitation actuelle.

Un merlon végétalisé sera implanté dans la bande des 10 mètres sur tout le pourtour du site pour limiter l'impact visuel depuis la vallée du ruisseau de la Maldina.

### Effets sur le milieu naturel

A l'occasion de la première demande ICPE, une étude des milieux naturels a été réalisée par le cabinet NATURE Consultants et une évaluation des incidences au titre Natura 2000 a été produite.

- **impact sur la flore :**

Les inventaires ont révélé la présence de 3 espèces végétales protégées (2 orchidées et genévrier thurifère) en limite d'autorisation sollicitée et dans le périmètre de la ZNIEFF de type 1. Les mesures de suppression d'impact prévoient de ne pas exploiter cette zone.

- **impact sur la faune :**

Des espèces protégées ont été observées sur le site : amphibiens, Lézard des murailles, écureuil roux, avifaune, ...

Différentes mesures compensatoires et d'évitement sont prévues, en particulier : préservation des milieux les plus sensibles (mare abritant les amphibiens et habitats proches, partie du bois au centre du site), limitation de la période de bûcheronnage, débroussaillage et décapage du sol aux mois septembre à février (hors période de reproduction et nidification), aménagement de fronts sableux pour le guêpier d'Europe ou l'hirondelle de rivage (avec un recul des fronts de taille à opérer en automne ou en hiver), mise en place d'une seconde zone humide au Sud-Est (par collecte des eaux de pluie), densification du maillage bocager de manière à compenser les défrichements opérés.

Une convention de suivi écologique du site a été signée par la LPO<sup>1</sup> et la société PEYSSON.

### Effets sur les eaux

Il n'y aura pas de cours d'eau affecté par le site et son exploitation. Il n'y aura aucun prélèvement d'eau ni rejet d'effluents en provenance de la carrière dans un cours d'eau. L'eau utilisée sur le site proviendra du réseau d'adduction d'eau potable.

Les mesures nécessaires à la préservation de la qualité des eaux souterraines, notamment vis à vis du risque lié aux hydrocarbures, sont prévues.

---

<sup>1</sup> Ligue de Protection des Oiseaux

## **Commodités du voisinage**

### **• Nuisances sonores**

Les effets sonores induits par l'exploitation de la carrière sont liés :

- au fonctionnement et à la circulation des engins et camions sur le chantier d'extraction ;
- au fonctionnement de l'unité de forage ;
- au fonctionnement des installations de traitement ;

Des merlons de protection de 5 mètres de hauteur seront implantés en bordure du site pour limiter ces impacts. Afin de réduire l'émergence sonore pour les habitations les plus proches, la société CARRIERES E.PEYSSON s'engage à arrêter l'ensemble de ses installations lorsque l'unité de forage sera en fonctionnement.

### **• Poussières**

Le gisement est peu propice à l'émission de poussières (excellente cohésion par la présence de particules fines silteuses et argileuses), ce qui est par ailleurs renforcé par le procédé de traitement sous eau des matériaux et l'encaissement de l'exploitation.

Des mesures de réduction des envols de poussières seront prises, telles que l'arrosage des pistes et des stocks ou l'entretien des voies d'accès.

### **• Le trafic routier**

Le rythme d'exploitation moyen sera de 45 à 50 000 tonnes par an qui seront enlevées par des semi-remorques de 25 tonnes de charge utile moyenne. Cette production induit un trafic de 8 camions par jour ouvré (16 trajets par jour), ce qui reste stable par rapport à l'autorisation actuelle.

## **Sécurité publique**

L'accès aux zones dangereuses sera clôturé, l'entrée du site sera fermée par une barrière cadenassée, des panneaux signaleront le danger, les bords de l'excavation seront établis et tenus à une distance horizontale de 10 mètres au moins des limites du périmètre de la carrière.

Le trafic routier global sur la voirie publique est inhérent aux activités d'extraction et de valorisation des matériaux de la carrière et il n'est pas possible techniquement de le réduire. Il sera limité aux heures d'ouverture du site (7h30 - 19h) et aux jours ouvrés. Les tournées mises en place en concertation avec la municipalité d'Oriol en Royans permettent d'éviter la traversée du village durant les périodes d'entrée et de sortie de l'école.

## **Impact sur l'Agriculture**

Lors de l'instruction et de l'enquête publique du premier dossier de demande d'extension au titre des ICPE, la profession agricole, la chambre d'agriculture et le commissaire enquêteur avaient formulé des remarques et réclamations au sujet de l'impact de l'extension de la carrière sur l'activité agricole, par le prélèvement des prairies situées à l'ouest et au nord de la carrière actuelle.

Le nouveau projet de l'entreprise PEYSSON a tenu compte de ces remarques et a réduit fortement le périmètre de la demande d'extension de telle sorte qu'il n'impacte plus les parcelles de prairies situées au-dessus du bois, à l'ouest et au nord de la carrière.

On peut donc considérer que le nouveau projet d'extension n'a pas d'impact sur l'activité agricole.

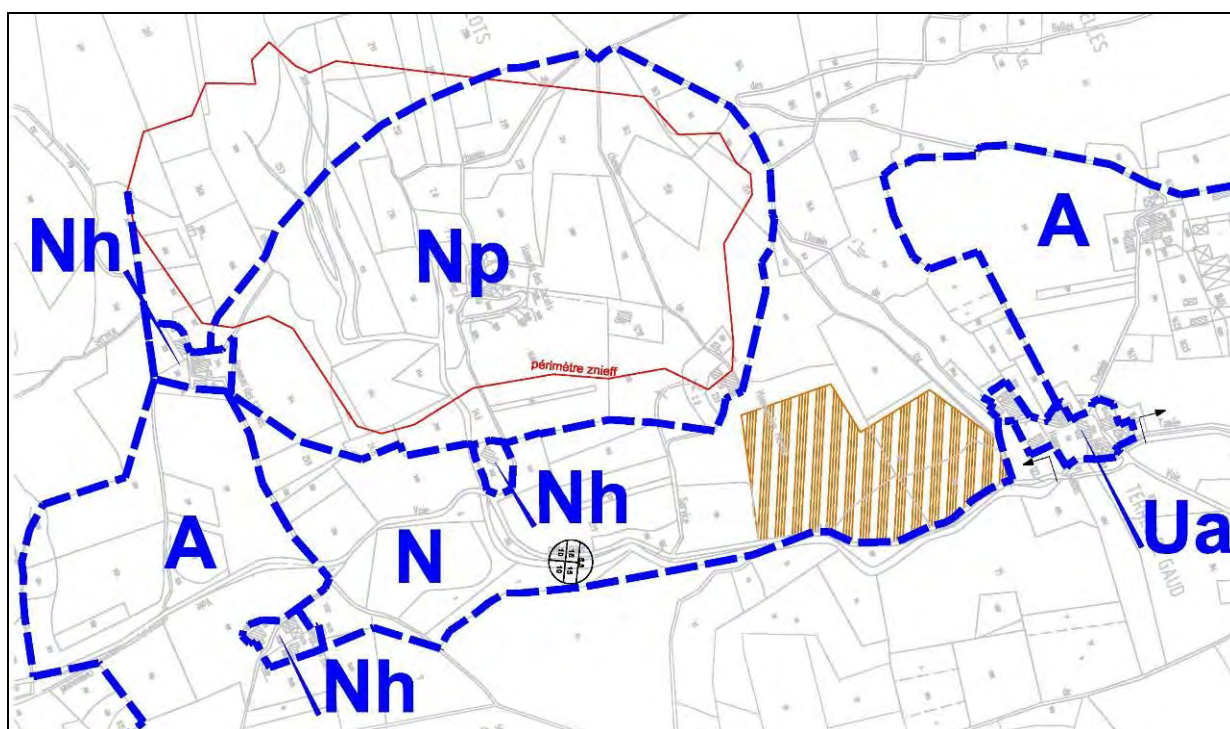
### Conditions de remise en état et usage futur du site

Le principe de remise en état du site proposé par l'exploitant dans son dossier ICPE est satisfaisant et en adéquation avec les enjeux environnementaux du secteur et aux orientations fixées par la charte du PNR du Vercors : la remise en état du site sera à vocation naturelle, paysagère et agricole.

Dans le cadre du réaménagement de la carrière, il est prévu des remblaiements avec les stériles issus de l'extraction de la carrière. Aucun apport extérieur de matériaux inertes n'est prévu.

Cette remise en état prévoit de recréer une mosaïque de milieux favorable à la biodiversité et l'agriculture tout en préservant le paysage.

### **EXTRAIT ZONAGE DU PLU ACTUEL AVEC PERIMETRE ZNIEFF TYPE I**



# 5

## PRÉSENTATION DE LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU

### 5.1 Objet de la mise en compatibilité

Le projet d'extension de la Carrière Peysson au quartier des Belles est situé en zones N du PLU d'Oriol-en-Royans approuvé le 27 octobre 2013.

Si l'autorisation d'exploitation actuelle (arrêté préfectoral n°14802 du 4 septembre 1987 et les 3 arrêtés modificatifs suivants) fait bien l'objet, au PLU, d'un secteur de richesses naturelles du sous-sol où les activités de carrières sont autorisées, la demande d'extension d'exploitation se trouve en zone N, en dehors du secteur de richesses naturelles où les activités de carrières sont proscrites.

Le projet d'extension d'exploitation est donc incompatible avec le PLU actuel. Par conséquent, le projet d'extension de la carrière nécessite l'extension du périmètre de richesse naturelle du sous-sol dans lequel les activités d'exploitation de carrière sont autorisées. (Article R123-11 c) du code de l'urbanisme).

Cette extension du périmètre de richesse naturelle du sous-sol viendra s'appuyer sur la limite nord du périmètre du secteur Np, secteur strictement protégé qui a été inscrit au PLU pour tenir compte de la znieff de Type I.

*Extrait du rapport de présentation du PLU approuvé le 27/10/13*

*Un secteur spécifique Np, a été créé pour prendre en compte la ZNIEFF de type 1. Suite à l'enquête ce secteur a été adapté en fonction du projet de carrière et selon les études environnementales réalisées.*

**La mise en compatibilité du PLU va donc consister à étendre le secteur spécifique de richesses naturelles du sous-sol où les activités d'exploitation de carrières sont autorisées.** (Article R123-11 c) du code de l'urbanisme).

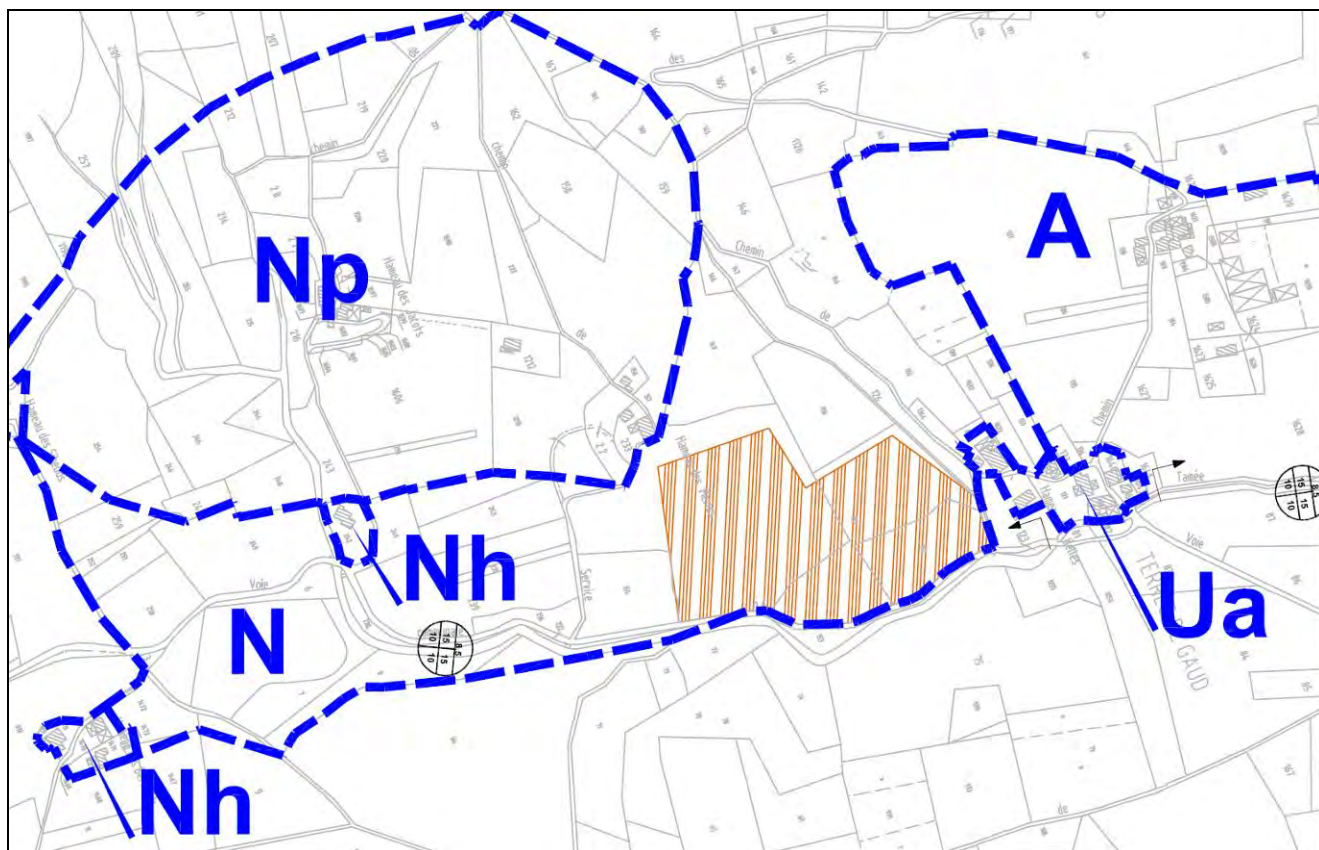


## 5.2 Traduction réglementaire

### ✓ Modification du document graphique du règlement

Il est nécessaire d'adapter la trame « Zone de richesses du sous-sol » au projet d'extension de carrière porté par la société Peysson.

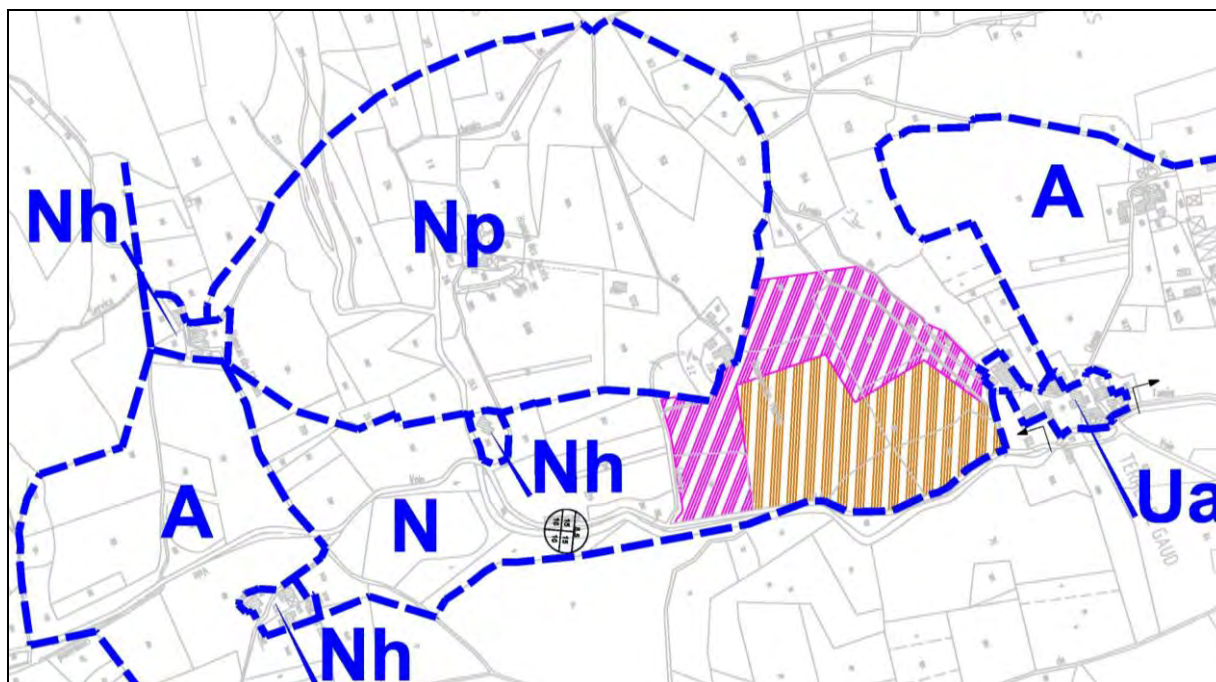
#### EXTRAIT ZONAGE DU PLU ACTUEL



La trame orange constitue le secteur de richesse naturelle du sous-sol à l'intérieur duquel les activités de carrières sont autorisées. Elle devra être étendue vers l'ouest et vers le sud afin de correspondre à l'extension projetée par la société Carrières E. Peysson.

Cette extension est représentée par une trame rose sur le plan de la page suivante.

## EXTRAIT ZONAGE DU PLU APRES MISE EN COMPATIBILITE



Extension vers l'ouest et vers le sud, de la zone de richesses naturelles du sous-sol où sont autorisées les carrières.

### ✓ Modification du règlement écrit

Dans le PLU actuel, le règlement de la zone N prévoit les dispositions suivantes :

Sont admises, **dans les secteurs concernés par une trame de richesse naturelle des sous-sols**, les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions et installations liées et nécessaires à l'exploitation des richesses naturelles de la zone.

Ces dispositions, bien que théoriquement suffisantes pour permettre les constructions, installations et activités prévues par la société Peysson dans le cadre de son projet d'extension ne précisent pas explicitement que les Installations Classées sont autorisées. Or l'activité carrière relève de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Il semble donc utile de compléter le règlement de la zone N afin de préciser expressément que les Installations classées sont autorisées dans le secteur de richesses naturelles du sous-sol.

Il y a donc lieu de compléter de la façon suivante ce paragraphe du règlement.

Sont admises, **dans les secteurs concernés par une trame de richesse des sous-sols**, les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions et installations, y compris les installations classées pour la protection de l'environnement, liées et nécessaires à l'exploitation des richesses naturelles de la zone et à l'exploitation des carrières.

# 6

## LES PIECES MODIFIEES DU PLU

### 6.1 Pièces écrites modifiées

Les pièces écrites modifiées composent le volet n°2 du présent dossier de mise en compatibilité.

**Rapport de présentation** : un complément au rapport de présentation sera inséré dans le dossier de PLU, pour présenter et justifier la présente mise en compatibilité : il sera constitué de la présente notice.

**Règlement** : L'article 2 du règlement de la zone N sera complété comme présenté ci-dessus.

### 6.2 Pièces graphiques modifiées

Le plan de zonage modifié compose le volet n° 3 du présent dossier de mise en compatibilité.

*Département de la Drôme*

Commune de  
**ORIOLE-EN-ROYANS**

# **Plan Local d'Urbanisme**

## **1 – Rapport de présentation**

<b>PRESCRIPTION DU PROJET DE REVISION</b>	<b>ARRET DU PROJET DE REVISION</b>	<b>APPROBATION</b>
<b>03/10/2006</b>	<b>31/05/2012</b>	<b>22/10/2013</b>



10 rue Condorcet – 26100 ROMANS-SUR-ISERE

5.07.142

## SOMMAIRE

### PREMIÈRE PARTIE : **DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE & ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>2</b>
<b>CHAPITRE PREMIER EXPOSE DU DIAGNOSTIC.....</b>	<b>5</b>
<b>A. DEMOGRAPHIE.....</b>	<b>6</b>
<b>B. ACTIVITES ECONOMIQUES.....</b>	<b>13</b>
<b>C. HABITAT ET URBANISATION.....</b>	<b>19</b>
<b>D. SERVICES ET EQUIPEMENTS.....</b>	<b>26</b>
<b>E. TRANSPORT ET DEPLACEMENT.....</b>	<b>32</b>
<b>F. LES LOIS ET REGLEMENTATIONS NATIONALES.....</b>	<b>33</b>
<b>CHAPITRE DEUXIEME ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>34</b>
<b>A. PAYSAGE.....</b>	<b>35</b>
<b>B. MILIEU NATUREL.....</b>	<b>39</b>
<b>C. HISTOIRE ET PATRIMOINE.....</b>	<b>53</b>
<b>CHAPITRE TROISIEME CONCLUSION.....</b>	<b>54</b>

### DEUXIÈME PARTIE : **EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE P.L.U.**

<b>A. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.....</b>	<b>57</b>
<b>B. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR DELIMITER LES ZONES.....</b>	<b>61</b>
<b>C. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR EDICTER LES REGLES D'UTILISATION DU SOL.....</b>	<b>69</b>

### TROISIÈME PARTIE : **EVALUATION DES INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT**

# TABLE DES MATIERES

## PREMIÈRE PARTIE : DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE & ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>2</b>
<b>CHAPITRE PREMIER - EXPOSE DU DIAGNOSTIC.....</b>	<b>5</b>
<b>A. DEMOGRAPHIE.....</b>	<b>6</b>
1. POPULATION.....	6
1.1. Evolution.....	6
1.2. Age de la population.....	7
1.3. Les Ménages.....	9
2. POPULATION ACTIVE.....	10
2.1. Evolution de la population active.....	10
2.2. Migrations journalières.....	11
3. REVENU DES MENAGES.....	12
<b>B. ACTIVITES ECONOMIQUES.....</b>	<b>13</b>
1. L'AGRICULTURE.....	13
1.1. Les exploitations.....	13
1.2. L'occupation du sol.....	14
1.3. L'élevage.....	15
1.4. Les Exploitations agricoles.....	16
1.5. Pérennité des Exploitations agricoles.....	16
1.6. A.O.C.....	16
1.7. Installations classées.....	17
1.8. Irrigation.....	17
1.9. L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	17
2. ACTIVITES NON AGRICOLES.....	17
3. PERSPECTIVES ECONOMIQUES.....	18
<b>C. HABITAT ET URBANISATION.....</b>	<b>19</b>
1. HISTORIQUE DU BATI.....	19
2. ANALYSE DE LA CONSOMMATION FONCIERE.....	19
3. CARACTERISTIQUES DU PARC IMMOBILIER.....	21
3.1. Evolution des logements.....	21
3.2. Typologie des logements.....	22
3.3. Epoque d'achèvement.....	23
3.4. Rythme de la construction.....	24
3.5. P.L.H.....	24
<b>D. SERVICES ET EQUIPEMENTS.....</b>	<b>26</b>
1. SERVICES PUBLICS.....	26
1.1. Services administratifs.....	26
1.2. Equipements scolaires.....	26
2. EQUIPEMENTS COLLECTIFS.....	26
3. TOURISME.....	26
4. VIE ASSOCIATIVE.....	28
5. LES RESEAUX.....	28
5.1. Adduction d'eau potable.....	28
5.2. Assainissement.....	30
5.3. Réseau de Défense contre l'incendie.....	30
5.4. Gestion des déchets.....	30
5.5. Infrastructures routières.....	30
5.6. Communications Numériques.....	31
<b>E. TRANSPORT ET DEPLACEMENT.....</b>	<b>32</b>
<b>F. LES LOIS ET REGLEMENTATIONS NATIONALES.....</b>	<b>33</b>

**CHAPITRE DEUXIEME - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT....34**

<b>A. PAYSAGE.....</b>	<b>35</b>
1. ENJEUX PAYSAGERS AU NIVEAU REGIONAL.....	35
2. ENJEUX PAYSAGERS AU NIVEAU LOCAL.....	35
<b>B. MILIEU NATUREL.....</b>	<b>39</b>
1. TOPOGRAPHIE.....	39
2. GEOLOGIE ET PEDOLOGIE.....	40
3. HYDROLOGIE.....	40
4. LE CLIMAT.....	41
5. LES MILIEUX NATURELS.....	41
5.1. ZNIEFF.....	41
5.2. Le reseau natura 2000.....	45
5.3. S.D.A.G.E. du bassin Rhône Méditerranée Corse.....	45
5.4. Contrat de rivière Vercors eau pure.....	46
6. ZONES HUMIDES.....	47
7. LES RISQUES NATURELS.....	49
7.1. Inondations.....	49
7.2. Risque feux de forêt.....	49
7.3. Le risque sismique.....	49
7.4. Le risque retrait-Gonflement des argiles.....	50
7.5. Exposition au plomb.....	50
<b>C. HISTOIRE ET PATRIMOINE.....</b>	<b>53</b>
1. HISTOIRE.....	53
2. PATRIMOINE.....	53
3. ARCHEOLOGIE.....	53
<b>CHAPITRE TROISIEME- CONCLUSION.....</b>	<b>54</b>
1. DEMOGRAPHIE ET HABITAT.....	54
2. ACTIVITES ECONOMIQUES.....	54
3. EQUIPEMENTS.....	55
4. ENVIRONNEMENT.....	55

**DEUXIÈME PARTIE : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE P.L.U.**

<b>A. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.....</b>	<b>57</b>
<b>B. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR DELIMITER LES ZONES.....</b>	<b>61</b>
TABEAU RECAPITULATIF DES SURFACES (en hectares).....	68
<b>C. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR EDICTER LES REGLES D'UTILISATION DU SOL</b>	<b>69</b>

**TROISIÈME PARTIE : EVALUATION DES INCIDENCES DU PLAN  
SUR L'ENVIRONNEMENT**

1. BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS.....	72
2. POLLUTION ET QUALITE DES MILIEUX.....	73
2.1. Air.....	73
2.2. Eau.....	73
2.3. Déchets.....	73
3. RESSOURCES NATURELLES.....	74
3.1. L'Espace.....	74
3.2. L'Eau.....	74
3.3. Risques naturels.....	74
4. CADRE DE VIE.....	74

## **1<sup>ère</sup> Partie**

# **DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE & ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

## **INTRODUCTION**

### **Chapitre I - EXPOSE DU DIAGNOSTIC**

- A - Démographie**
- B - Activités économiques**
- C - Habitat et urbanisation**
- D - Services et équipements**
- E - Transport et déplacement**
- F - Les lois et réglementations nationales**

### **Chapitre II - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

- A - Paysage**
- B - Milieu naturel**
- C - Histoire et patrimoine**

### **Chapitre III - CONCLUSION**



**ORIOLE EN ROYANS** en quelques chiffres :

Surface totale	1 601 ha
Surface Agricole Utilisée (données RGA 2000)	596 ha
Superficies fourragères (données RGA 2000)	451 ha

Population totale en 1999 (RGP sans double compte)	377
<b>Population en 2008</b>	<b>510</b>
Densité en 2008	31,9 hab / km <sup>2</sup>
Taux de variation annuel (1999-2008)	3,4% / an
Solde naturel (1999-2008)	0,7% / an
Solde migratoire (1999-2008)	2,7%/an

**En 2008**

259	Logements
206	Résidences principales
41	Résidences secondaires
12	Logements vacants

**En 2008**

8	Exploitations agricoles
1	Carrière
1	Bar

## INTRODUCTION

La commune de ORIOLE-EN-ROYANS se situe dans le Parc Naturel Régional du Vercors, à 3 km de St-Jean-en-Royans et à 30 km environ de Romans – Bourg-de-Péage.

Le Royans est un petit bassin bien individualisé, à l'est de Romans, et encadré par les versants raides du Vercors.

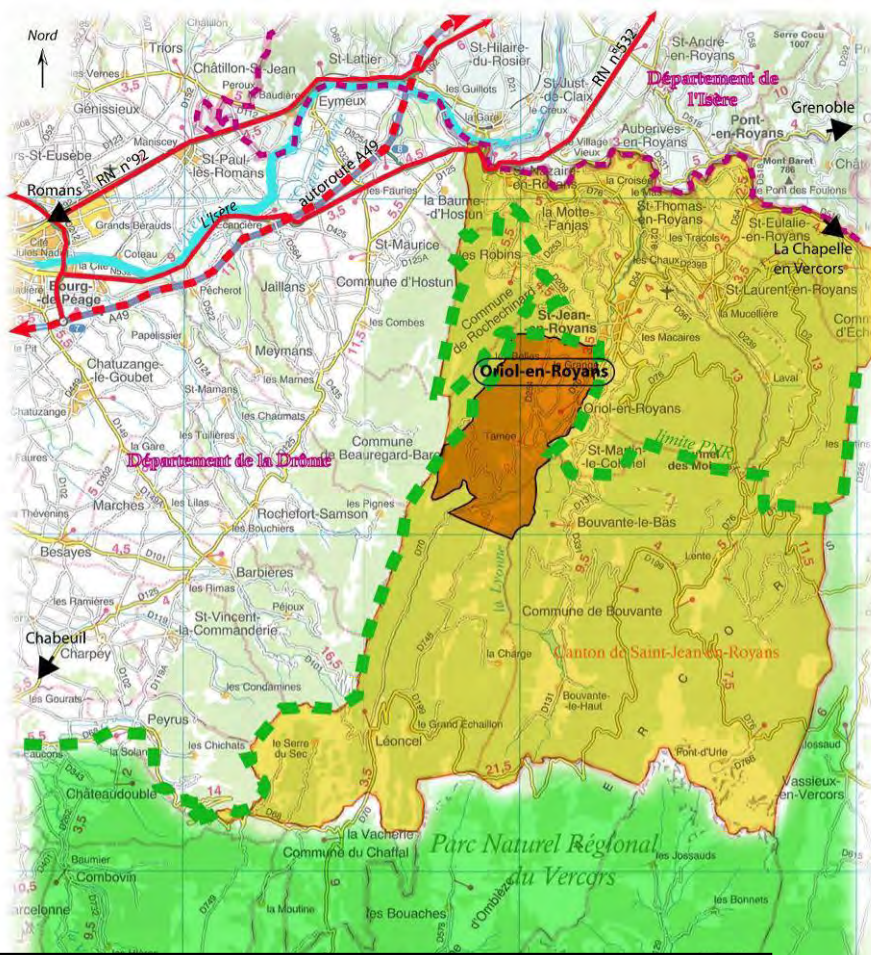
Le territoire de ORIOLE -EN-ROYANS, d'une superficie de 1 601 ha, compte en 2008, 510 habitants.

ORIOLE -EN-ROYANS dépend administrativement du canton de St-Jean-en-Royans et de l'arrondissement de Valence.

La commune est traversée par deux routes départementales : la RD 254, route de St-Jean-en-Royans, la RD 70, route de Léoncel.

Les communes limitrophes de ORIOLE-EN-ROYANS sont :

- au nord, St-Jean-en-Royans,
- à l'est, St-Martin-le-Colonel,
- au sud-est, Bouvante,
- au sud-ouest, Léoncel
- à l'ouest, Beauregard-Baret



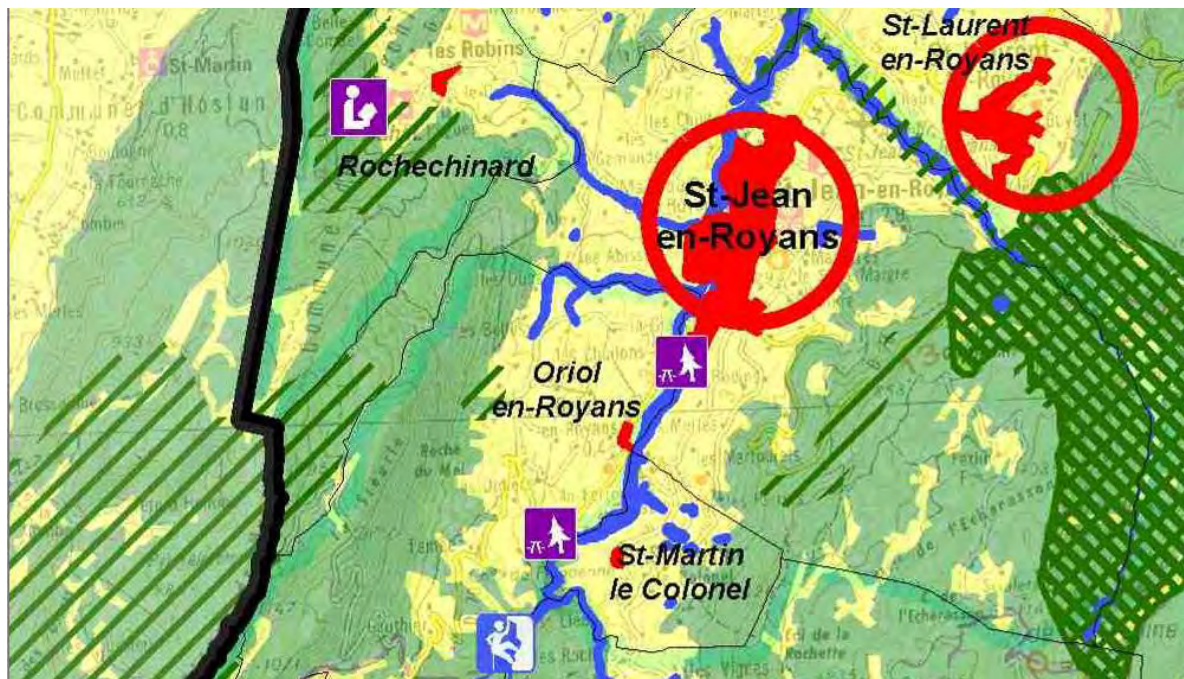
La commune adhère aux établissements publics intercommunaux suivants :

▪ **Communauté de Communes « Le Pays du Royans » :**

Compétences :

- Aménagement de l'espace,
  - Développement économique,
  - Politique du logement social d'intérêt communautaire et actions par des opérations d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées.
  - Elimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés,
  - Protection et mise en valeur de l'environnement,
  - Services publics et équipements à vocation sociale, d'intérêt communautaire et actions d'intérêt communautaire en matière sociale, sportive, culturelle ou d'enseignement,
  - Construction, gestion d'équipements sportifs, culturels ou d'enseignement d'intérêt communautaire,
  - Voirie d'intérêt communautaire
- SITROM : ordures ménagères,
- SMABLA – Syndicat Mixte d'Assainissement de la Bourne et de la Lyonne Aval - pour le transfert et le traitement des eaux usées ;
- SIVM du Pays du Royans (AEP – téléphonie – Energie) ;
- Syndicat départemental d'électricité de la Drôme (SDED) ;
- Syndicat mixte du Parc Naturel Régional du Vercors regroupant près de 80 communes (Drôme et Isère) et 9 organismes. Elle a donc signé la charte dont les 3 axes d'action sont les suivants : Préserver les identités et les patrimoines, Donner un nouvel élan au développement local, Un parc pour agir ensemble avec de nouvelles méthodes.





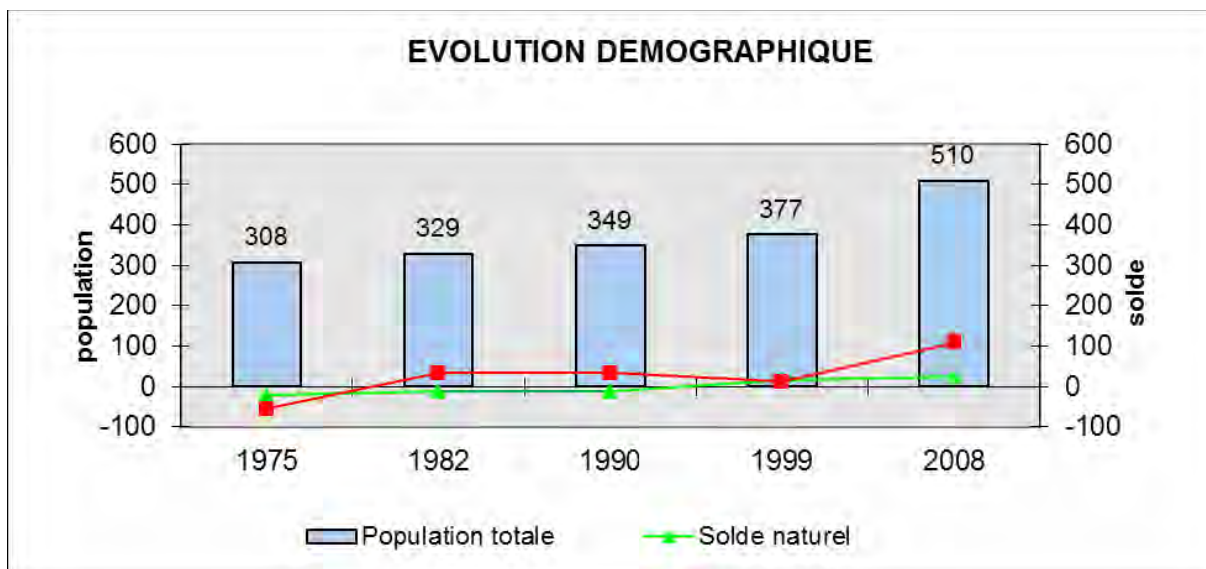
# **CHAPITRE PREMIER**

# **EXPOSE DU DIAGNOSTIC**

## A. DEMOGRAPHIE

### 1. POPULATION

#### 1.1. EVOLUTION



	68/75	75-82	82-90	90-99	99-08
Taux de variation annuel	- 3.15%	0.94%	0.74%	0.86%	3.4%
Tx de variation annuel dû au mouvement naturel	-0.86%	-0.54%	-0.48%	0.49%	+0.7%
Tx de variation annuel dû au solde migratoire	-2.29%	1.48%	1.22%	0.37%	+2.7%

En 1975, la population est de 308 habitants, depuis 1968 les taux du solde naturel et du solde migratoire sont négatifs.

De 1975 à 1982 : le taux de variation annuel dû au mouvement naturel reste négatif. Un pic du taux annuel dû au solde migratoire (+1,48%/an) permet une croissance de la population.

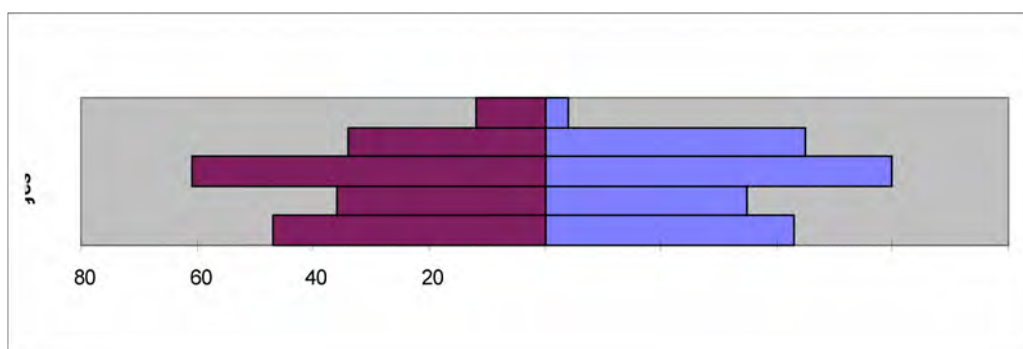
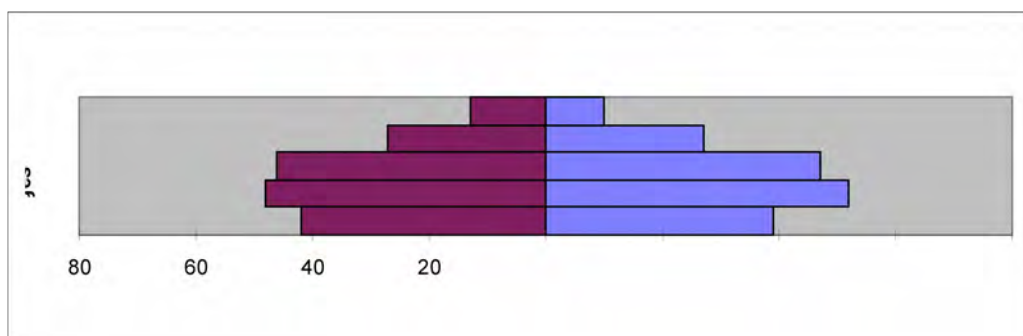
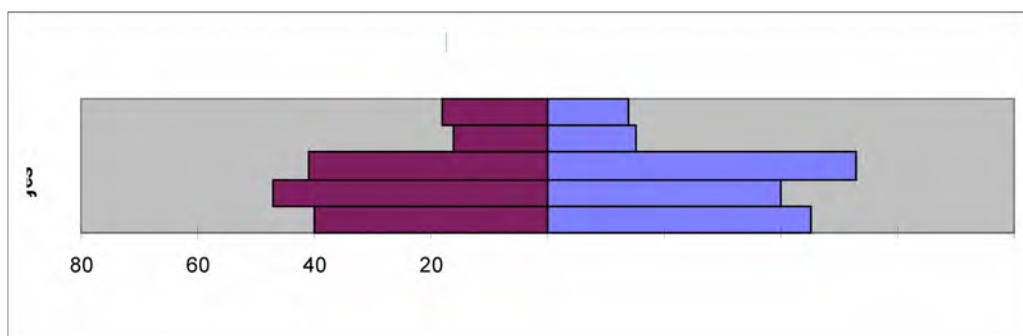
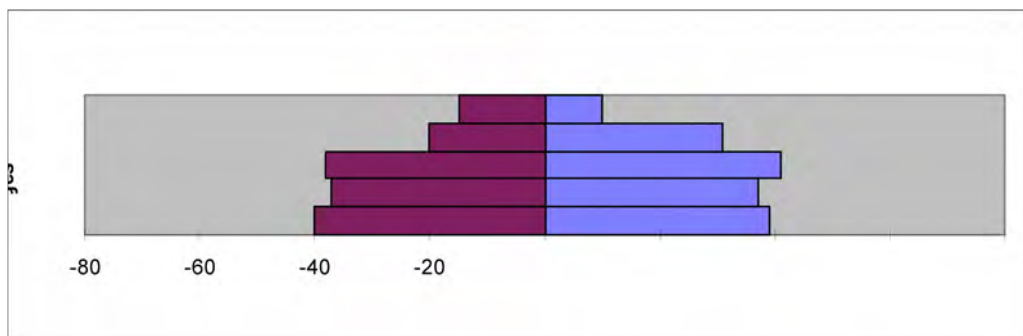
De 1982 à 1990 : la population augmente (+6%), cette tendance est comparable sur le canton de St-Jean-en-Royans (+4,43%).

Cette croissance se poursuit entre 1990 et 1999 (+8%). L'évolution démographique du canton présente un rythme de croissance nettement plus faible : 0,8% seulement.

Le taux annuel du solde naturel de la commune est positif à partir de 1990. Le taux annuel du solde migratoire diminue fortement (0,37%/an entre 90-99 contre 1,22%/an entre 82-90). Sur cette période, le taux dû au mouvement naturel est supérieur au taux dû au solde migratoire.

De 1999 à 2008 : le taux de variation annuel de la commune : +3,4 % / an est nettement supérieur à la moyenne communale enregistrée depuis 1975. Sur cette période la population a augmentée de 35%.

## **1.2. AGE DE LA POPULATION**



	0-19	20-39	40-59	60-74	>75	
1975	<b>26%</b>	24%	<b>26%</b>	17%	8%	<b>100%</b>
1982	26%	26%	<b>29%</b>	9%	10%	<b>100%</b>
1990	23%	<b>28%</b>	26%	15%	7%	<b>100%</b>
1999	24%	19%	<b>32%</b>	21%	<b>4%</b>	<b>100%</b>

La part des 0-19 ans (24% en 1999) est similaire à la tendance du canton. En 2004, la proportion reste identique.

La part des 20-39 ans (19%) a fortement chuté entre 1990 et 1999 (départs liés à la recherche d'emploi). Ce pourcentage est inférieur à la moyenne du canton. En 2004, cette proportion augmente et atteint environ 21%.

La part des 40-59 ans est prédominante sur l'ensemble de la période (1975-1999) et augmente fortement (passant de 26% à 32 % en 1999). La tendance à l'échelle du canton est similaire (23% en 1990 à 27% en 1999). En 2004 : la proportion des 40-59 ans reste similaire.

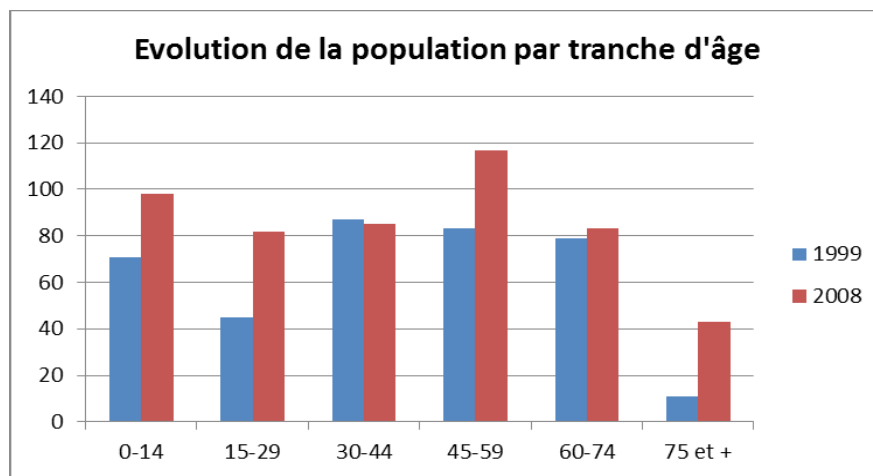
La proportion des 60-74 ans est en augmentation (15 à 21 % en 1999). Ce pourcentage est supérieur à la moyenne cantonale (16% en 1999).

La part des plus de 75 ans a fortement diminué depuis 1982. En 1999, ils représentent seulement 4% contre 9% à l'échelle du canton.

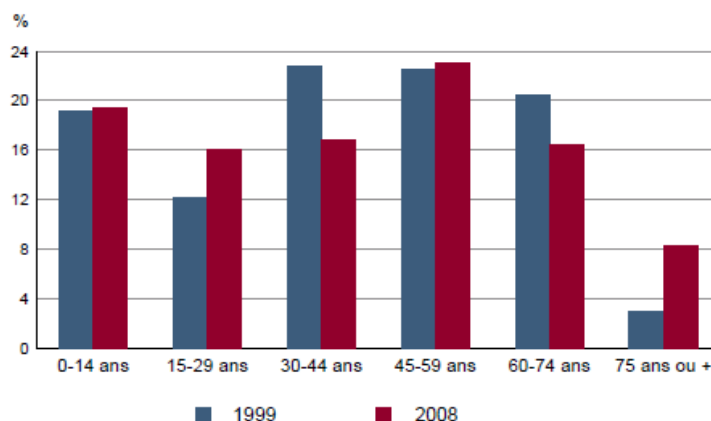
### Evolution de 1999 à 2008

Le nombre d'habitants ayant moins de 30 ans augmente fortement (+64 personnes) autant que les 45-59 ans (+34 personnes) et les + de 75 ans (+32 personnes).

EVOLUTION	0-14	15-29	30-44	45-59	60-74	75 et +
de 1999 à 2008	38%	82%	-2%	41%	5%	291%



En 2008, la répartition par grande tranche d'âge a tendance à s'équilibrer entre 16 et 20 %.





**L'indice de jeunesse**, qui représente la part des moins de 20 ans par rapport au plus de 60 ans, diminue entre 1990-1999 ce qui indique un vieillissement de la population. De 1999 à 2008, la tendance s'inverse

- 1990 : 1,05
- 1999 : 0,94
- 2008 : 1,01

On constate à l'échelle du canton que l'indice de 1990 (1,08) diminue en 1999 (0,94) : correspondant à la tendance communale.

A titre indicatif, on peut mentionner que l'indice de jeunesse du département de la Drôme est de 1,1 en 1999, la moyenne nationale étant de 1,8. La commune se situe en deçà de la moyenne départementale et nationale.

**En 2008**, le vieillissement de la population constaté par l'augmentation forte des + de 75 ans (+300%) est compensé par l'arrivée de jeunes sur le territoire

### **1.3. LES MÉNAGES**

#### **• En 1990**

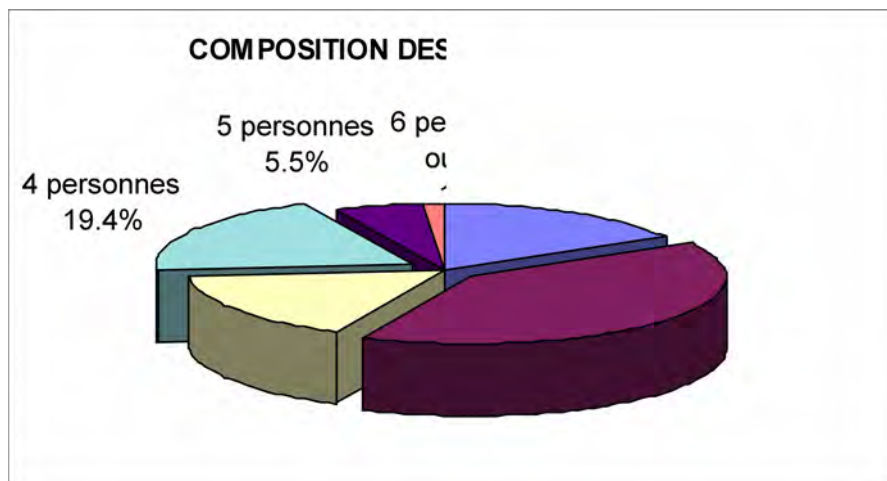
En 1990, 42 % des ménages sont composés de 1 ou 2 personnes. A l'échelle du canton, ce taux est supérieur (55 %).

La part des ménages de plus de 5 personnes est importante : 19%. Au niveau du canton, seulement 6 % des ménages sont composés de 5 personnes.

#### **• En 1999**

En 1999, la part des ménages composés de 1 ou 2 personnes augmente fortement, représentant 57% de l'ensemble des ménages (contre 42% en 90).

A l'échelle cantonale cette tendance est similaire, les ménages de 1 ou 2 personnes représentent 62 % (contre 55% en 90).



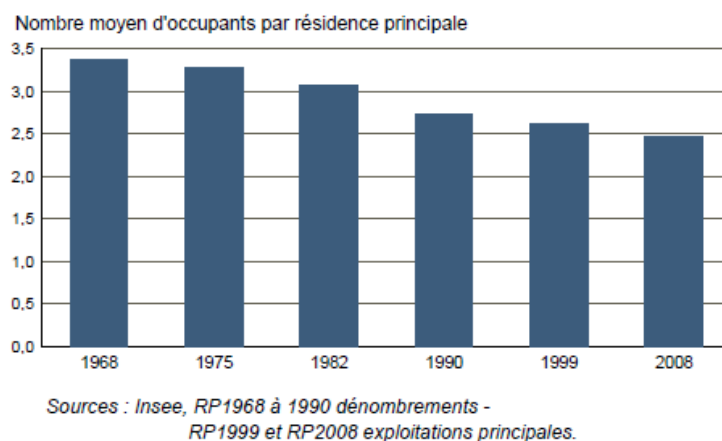
La part des ménages de 3 personnes tend à diminuer alors que les ménages de 4 personnes augmentent. Cette évolution est semblable dans le canton.

La part des ménages de plus de 5 personnes chute (5,5% en 1999 contre 19% en 1990). A l'échelle du canton le taux est de 6% depuis 1990.

## L'indice des ménages :

En 1990, ce taux est de 2,74 sur la commune et de 2,63 sur le canton. En 1999, étant donnée le desserrement des ménages, le taux diminue à 2,62, mais reste néanmoins supérieure à la moyenne du canton de St-Jean-en-Royans (2,47) et du département (2,4).

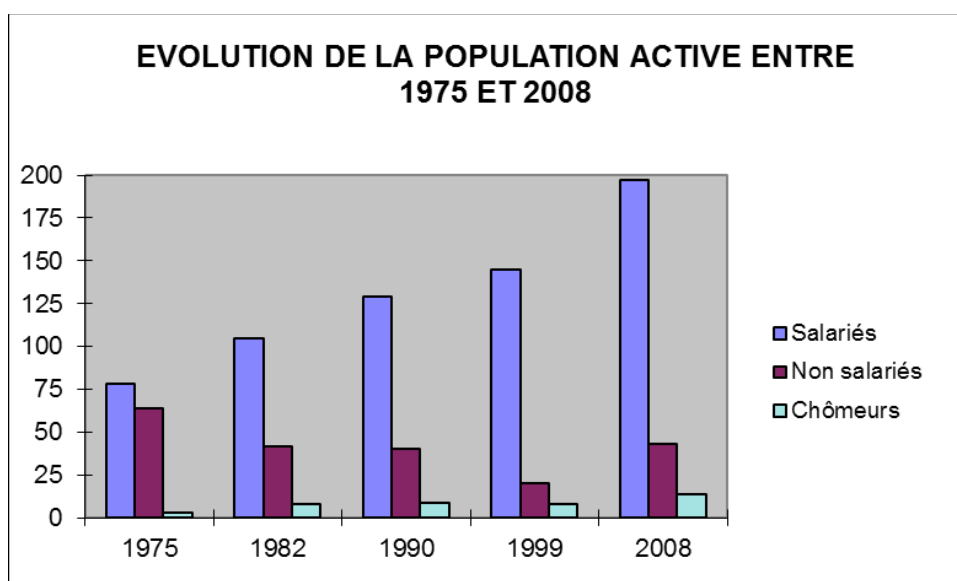
De 1999 à 2008, l'indice des ménages poursuit sa baisse (< 2,5) mais reste supérieur à la moyenne cantonale.



## 2. POPULATION ACTIVE

En 1999, la commune compte 165 actifs occupés, 83 hommes et 82 femmes, soit 44 % de la population. De 1999 à 2008, la population active occupée augmente fortement (+45%).

### 2.1. EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE



En 1982, parmi les 329 habitants : 47 % sont actifs. En 1990, alors que la population augmente de 6%, le nombre d'actif augmente de 14,8% et représente 51%.

De 1990 à 1999, le phénomène se poursuit, la population augmente de 8% et le nombre d'actif accroît de 12,4%. Au niveau du canton, le nombre d'actif a diminué de 0,86 % et augmenté de 8,38% entre 1990-99.

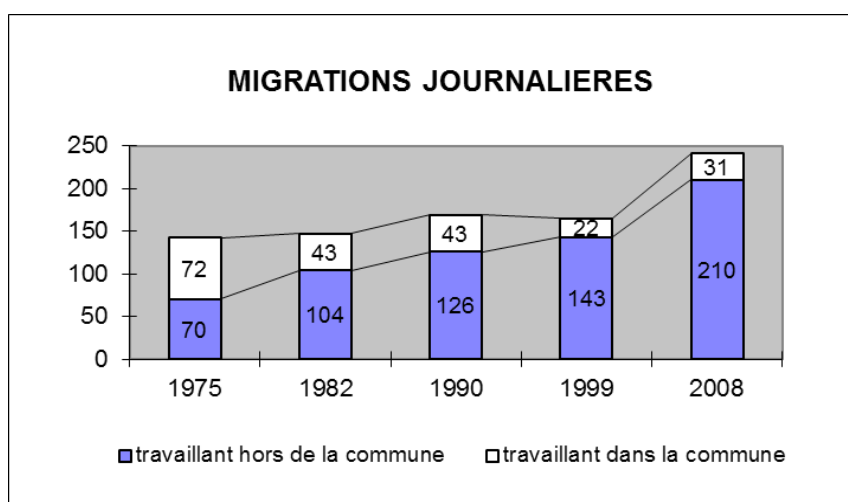
Les actifs non-salariés sont de moins en moins représentés sur l'ensemble de la période 1975 – 1999, leur effectif comme leur part au sein de la population active est en constante diminution (ils représentent 11,6 % de la population active en 1999 contre 44,1 % en 1975).

Le taux de chômage tend à augmenter. En 2004, il est de 5,6 % (contre 4,6% en 1999).

En 2004, parmi les 235 inactifs, 22,2 % sont retraités et 7,4 % sont étudiants.

Agriculteurs	8	4,44%
Artisans, commerçants	12	6,66%
Cadres, professions intel.	16	8,8%
Professions intermédiaires	44	24,4%
Employés	56	31,1%
Ouvriers	44	24,4%

## **2.2. MIGRATIONS JOURNALIÈRES**



La part des actifs travaillant hors de la commune progresse (+37,5% entre 82-99). Le nombre d'actifs travaillant dans la commune reste stable entre 1982-90 puis diminue de manière très importante (-48,8% entre 90-99).

En 1999, parmi les 165 actifs, 22 travaillent dans la commune (soit 13,3 %) et 143 travaillent hors de la commune (87,3 %). Au niveau du canton, en 1999 : 43,5% travaillent dans la commune contre 51% en 1990.

L'apport important de population sur la commune entre 1999 et 2008 est essentiellement constitué de travailleurs extérieurs.

Les navettes journalières domicile-travail se situent essentiellement en direction de St Marcellin, Romans, Grenoble.

En 2004, les 164 navetteurs parcourent une distance moyenne d'environ 15 km.

En 2008, l'augmentation des actifs travaillant hors de la commune se poursuit : +28%. Les actifs travaillant sur la commune tendent également à augmenter.

### 3. REVENU DES MENAGES

77 % des ménages du canton ont un revenu inférieur au plafond du logement aidé.

Nom Commune	Nombre de foyers fiscaux 2007	revenus moyens par foyers	ménages dont revenus imposables <60% plafond hlm	ménages dont revenus imposables de 60% à 100% plafond hlm	ménages dont revenus imposables >100% plafond hlm
Échevis	34	15 128 €	SS	SS	SS
Léoncel	29	16 149 €	SS	SS	SS
La Motte-Fanjas	84	18 724 €	43%	39%	17%
Oriol-en-Royans	272	22 081 €	36%	41%	23%
Rochechinard	56	20 067 €	SS	SS	SS
Sainte-Eulalie-en-Royans	262	17 181 €	40%	34%	25%
Saint-Jean-en-Royans	1 741	18 085 €	43%	33%	24%
Saint-Laurent-en-Royans	697	16 485 €	41%	36%	23%
Saint-Martin-le-Colonel	99	23 542 €	35%	39%	26%
Saint-Nazaire-en-Royans	414	16 940 €	52%	29	19%
Saint-Thomas-en-Royans	257	16 970 €	38%	38%	24%
<b>CC du Pays de Royans</b>	<b>3 945</b>	<b>18 304€</b>	<b>43%</b>	<b>34%</b>	<b>23%</b>

Le taux de ménages imposés en 2007 sur le Pays du Royans est de 45,8%, soit 5,6 points de moins que pour l'ensemble du département.

Le revenu moyen des ménages est lui aussi inférieur à celui du département puisqu'il était équivalent à 18 304 € par an et par foyer fiscal soit 2198 € de moins en moyenne.

Sur la commune d'Oriol en Royans, le revenu net imposable moyen est supérieur aux revenus moyens du Pays du Royans.

#### SYNTHESE – GRANDES TENDANCES

Une croissance démographique qui s'accélère depuis 1999 :

- taux de croissance inférieur à 1 % / an de 1982 à 1999
- taux de croissance supérieur à 4%/an de 1999 à 2008
- Un apport de population jeune
- Entre 1990 – 2008 : une augmentation importante du nombre d'actif sur la commune (+84)
- En 2008 : un indice des ménages en baisse qui reste supérieur à la moyenne du canton
- Des migrations journalières en hausse

## B. ACTIVITES ECONOMIQUES

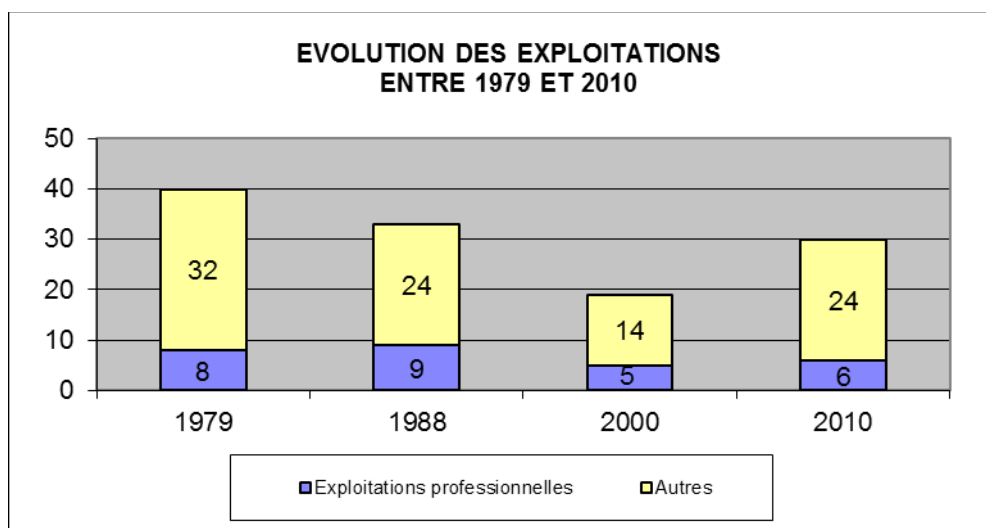
### 1. L'AGRICULTURE

(Source : Recensement Général Agricole 2000-2010 – Réunion agriculteurs)

Avec une superficie agricole utilisée communale de 523 ha, l'agriculture occupe un tiers du territoire communal. L'agriculture à Oriol en Royans est basée sur l'élevage bovin et la polyculture.

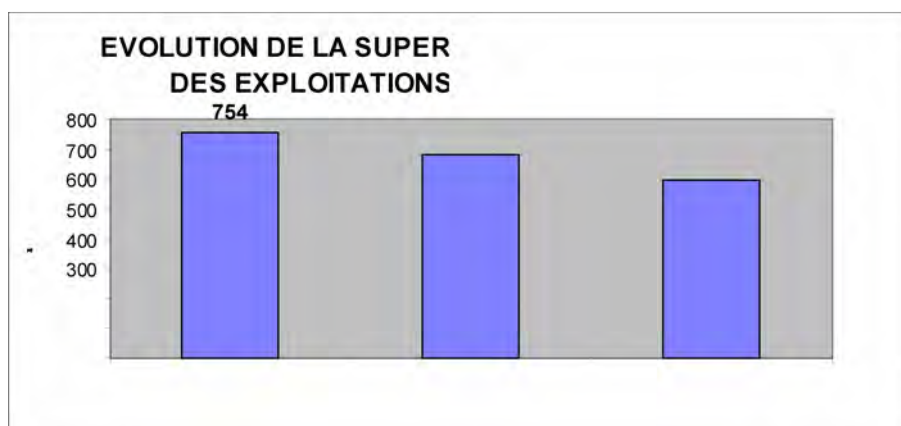
Nombre d'exploitations	29
dont nombre d'exploitations professionnelles	5
Nombre de chefs d'exploitation et de coexploitants	32
Nombre d'actifs familiaux sur les exploitations	60
Nombre total d'actif sur les exploitations (en UTA, équivalent temps plein)	16
Superficie agricole utilisée des exploitations (ha)	486
Terres labourables (ha)	110
Superficie toujours en herbe (ha)	362
Nombre total de vaches	147

#### 1.1. LES EXPLOITATIONS



En 20 ans, de 1979 à 2000, le nombre d'exploitations agricoles a chuté.

De 8 exploitations professionnelles recensées en 1979, seulement 6 persistent en 2000 et 2010.

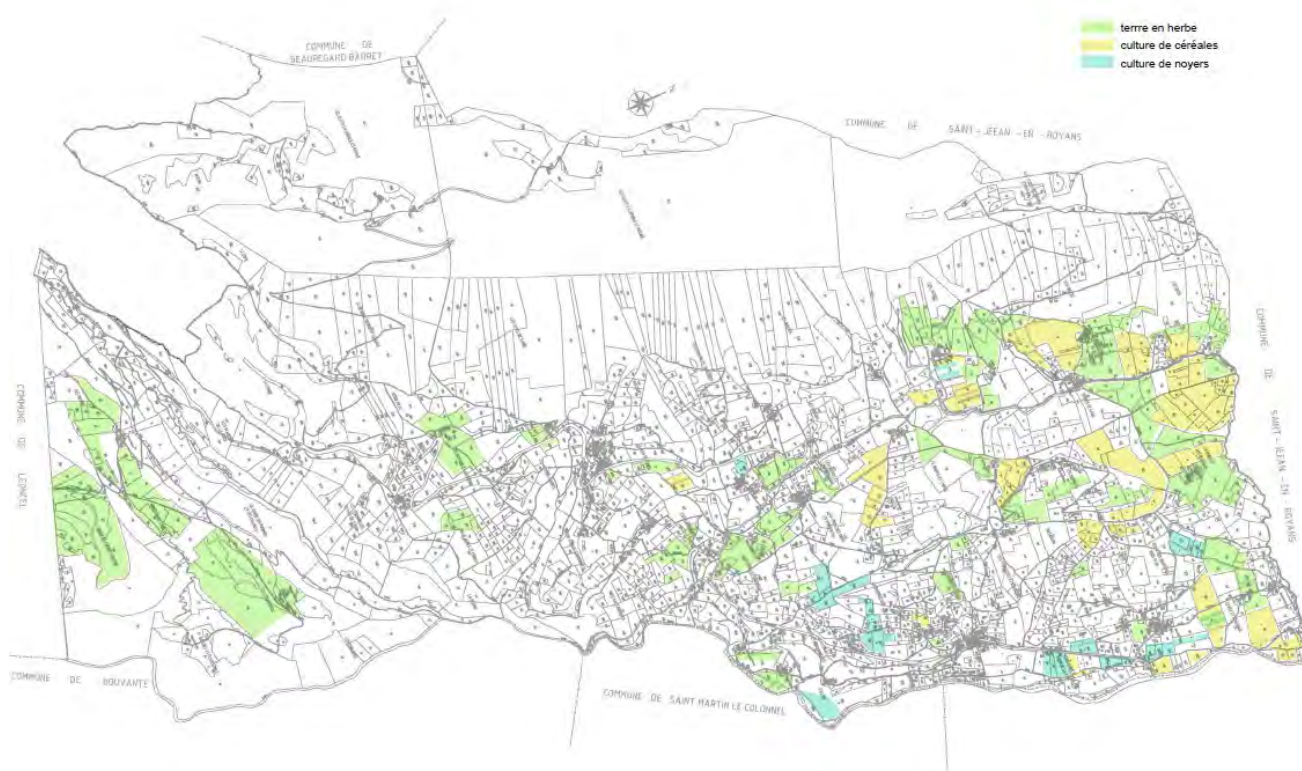


## **1.2. L'OCCUPATION DU SOL**

	<b>1979</b>	<b>1988</b>	<b>2000</b>	<b>2010</b>
<b>Terres labourables</b>	110	91	110	110
<i>dont céréales</i>	36	32	21	
<b>Superficie fourragère</b>	535	482	451	
<i>dont tjs en herbe</i>	468	437	362	362

La superficie des terres labourables a diminué entre 1979 et 1988 puis augmenté à nouveau en 2000. La superficie fourragère enregistre une diminution de 15% en 20 ans.

**Carte : occupation des sols**  
(renseignement communal partiel)

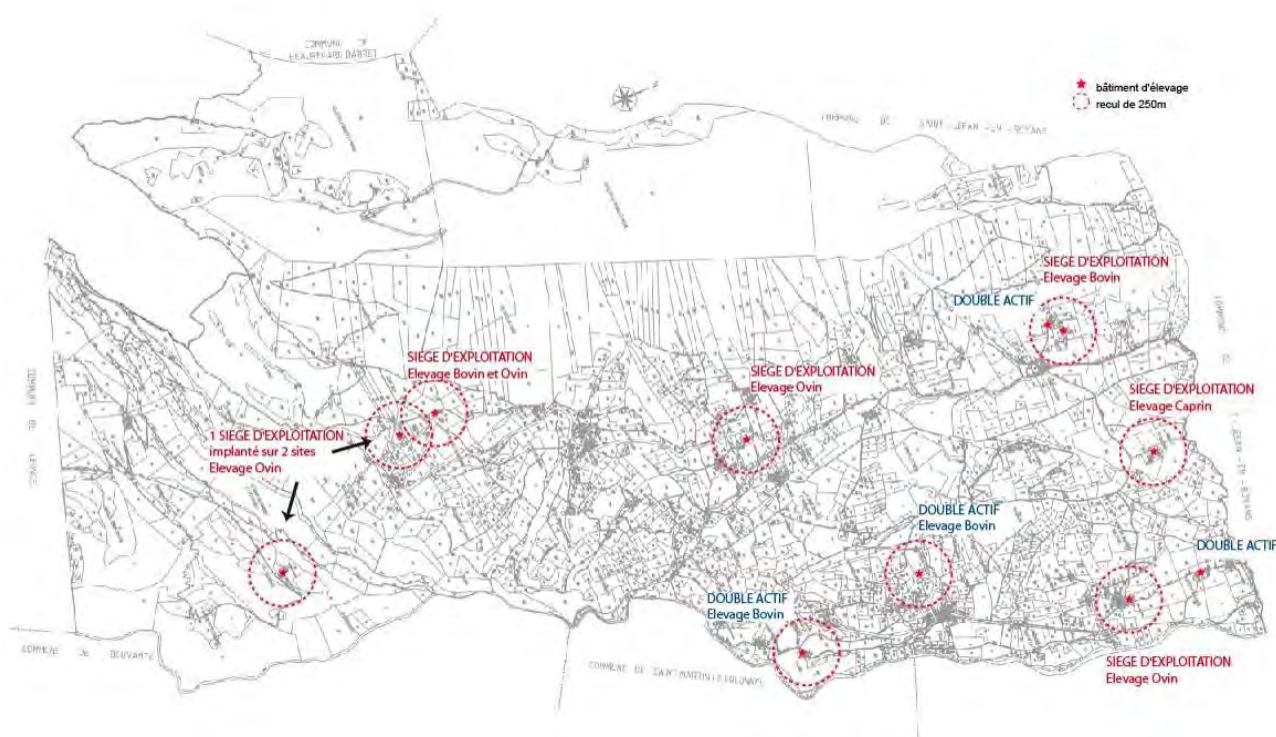




### 1.3. L'ÉLEVAGE

	1979	1988	2000	2008	2010
<b>Bovins</b>	311	251	290	125	147
<b>Vaches Laitières</b>	999	565	300	72	
<b>Equidés</b>	c	3	16		
<b>Volailles</b>	999	565	300		
<b>Chèvres</b>	59	52	8	370	
<b>Brebis mères</b>	114	c	55		
<b>Poules pondeuses</b>	c	429	182		
<b>Poulets de chair et coqs</b>	98	41	24		

**Carte : Sièges d'exploitation et élevage**



En 2010, la totalité des 6 exploitations professionnelles font de l'élevage (3 en Ovin, 1 en Bovin, 1 Ovin et Bovin et 1 caprin). Pour les 4 doubles actifs, un fait de l'élevage bovin et un de l'élevage ovin.

Selon les données communales, il est dénombré environ 170 bovins et plus de 420 ovins.

### **1.4. LES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

Le diagnostic territorial et les résultats du questionnaire adressé aux exploitants agricoles présents sur le territoire a permis de recenser 10 exploitations ayant leur siège sur la commune.

Parmi les 10 exploitations, 6 sont conduites par des agriculteurs à plein temps et 4 par des double-actif.

Orientations technico-économiques des exploitations : les deux activités principales sont l'élevage bovin et la polyculture.

### **1.5. PÉRENNITÉ DES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

Sur les 8 exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune, 3 sont dirigées par un chef d'exploitation ayant entre 40 et 49 ans, 1 ayant moins de 35 ans et 2 de plus de 50 ans

La pérennité des exploitations est globalement assurée à moyen terme.

### **1.6. A.O.C.**

La commune se trouve dans l'aire d'appellation de la Noix de Grenoble et, comme l'ensemble du département de la Drôme, dans l'aire de l'AOC Picodon, qui permet la valorisation économique du lait de chèvres.





## **1.7. INSTALLATIONS CLASSÉES**

Une ICPE est présente sur la commune.

## **1.8. IRRIGATION**

Il n'y pas de réseau d'irrigation sur la commune.

## **1.9. L'EXPLOITATION FORESTIERE**

Une grande partie du territoire communal est recouvert de forêts :

- de nombreux petits propriétaires privés possèdent des parcelles de forêt de qualité moyenne,
- 308 ha de forêt communale soumise au régime forestier de l'Office National des Forêts.

## **2. ACTIVITES NON AGRICOLES**

Un Bar Tabac est présent dans le centre bourg d'Oriol.

Plusieurs activités sont présentes sur le territoire.



<b>ACTIVITE</b>	<b>LOCALISATION</b>
1 carreleur	Vinay
1 maçon	Tamée
1 plombier	Bourrelière
1 entreprise de TP	Bourrelière
1 bûcheron	Rochechin – Tamée
1 cordonnier	Chuilon
1 transporteur	Tamée
2 paysagistes	Bourrelière + village
2 coiffeuses à domicile	

Les commerces et services médicaux se trouvent à St Jean en Royans.

Il n'y a pas d'activité industrielle sur la commune.

Une carrière est présente sur la commune, près du hameau des Belles (arrêté n°07-3375) L'activité concerne l'exploitation d'une carrière de sables siliceux et le criblage de produits minéraux naturels.



La commune comprend plusieurs gîtes : quartier Leviet et Boissieux, gîte au centre équestre au Chuilon (lié à une exploitation agricole)

L'ancien gîte communal de 4 chambres sera transformé en logement locatif.

### **SYNTHESE**

- 6 exploitations agricoles professionnelles avec élevage (bovin ovins) + deux double-actifs
- AOC Picodon et Noix de Grenoble
- Présence d'un bar-tabac-épicerie
- Une dizaine d'artisans répartis sur la commune
- Carrière au hameau des Belles

### **3. PERSPECTIVES ECONOMIQUES**

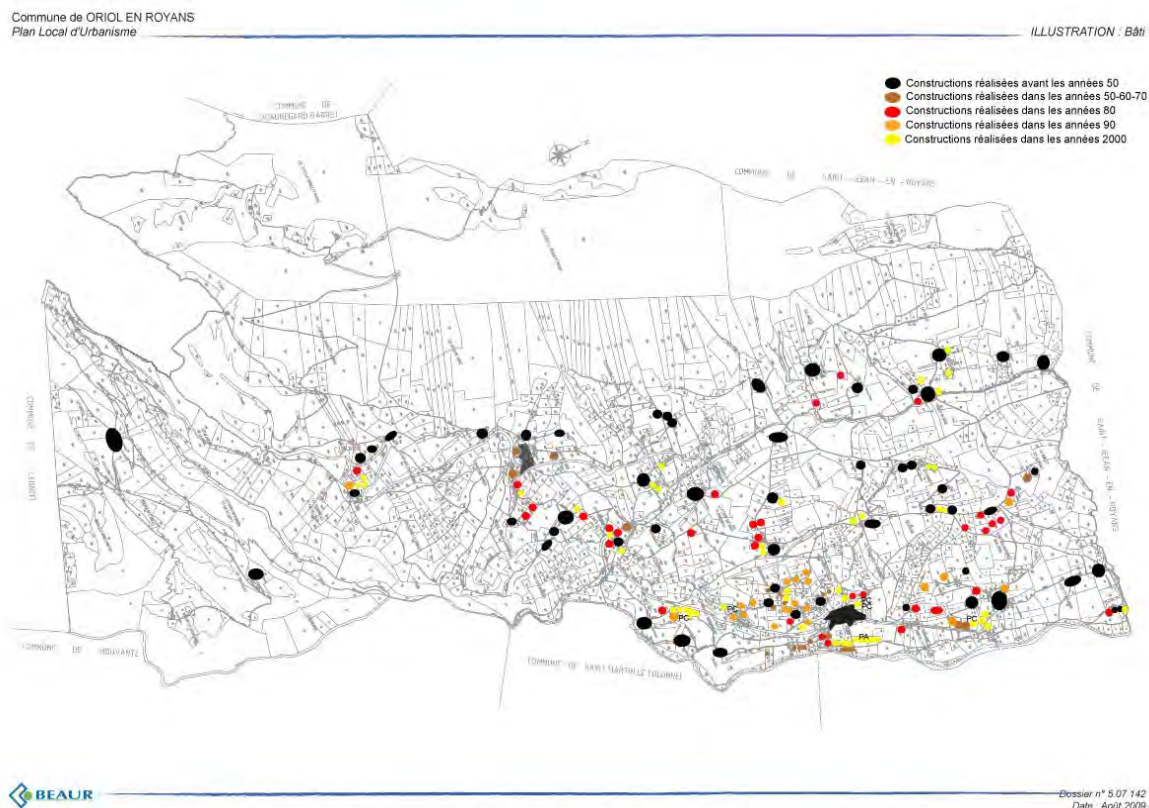
La commune n'a pas vocation à développer de zone d'activités économiques, en raison de la présence de zones d'activités à proximité sur la commune de St Jean en Royans.

L'agriculture constitue la principale source de richesses économiques de la commune.

## C. HABITAT ET URBANISATION

### 1. HISTORIQUE DU BATI

La commune est composée d'un centre village, de quelques hameaux et d'un habitat diffus important.



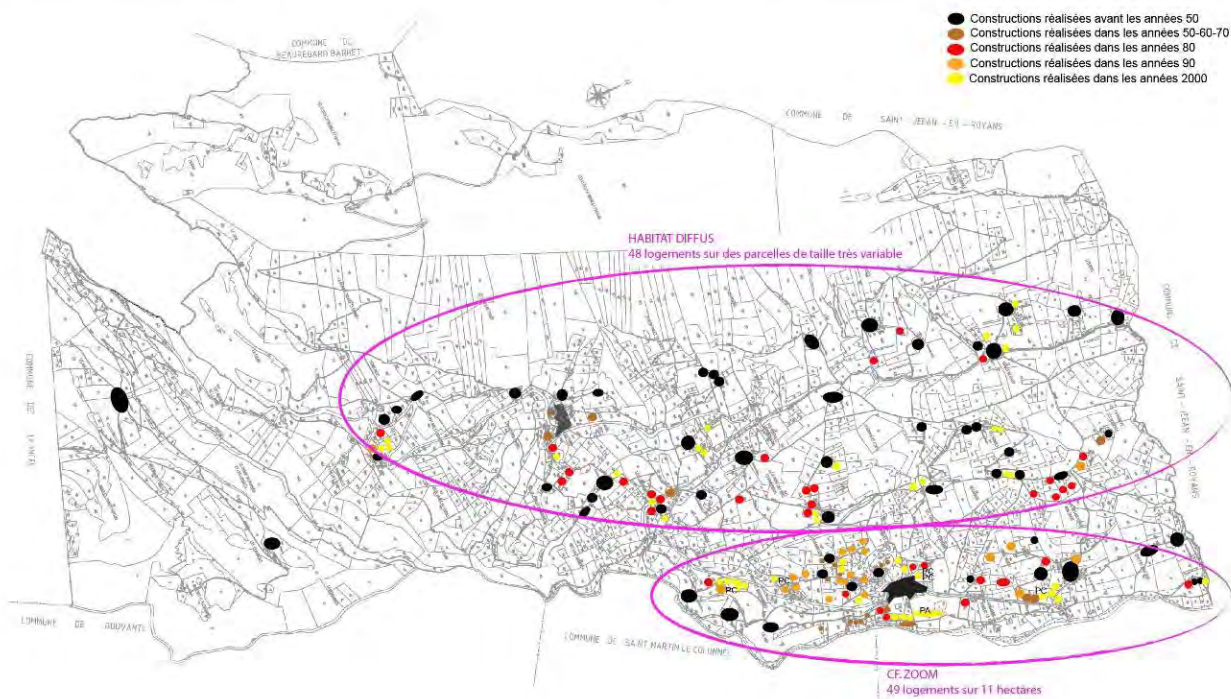
### 2. ANALYSE DE LA CONSOMMATION FONCIERE

L'étude conduite sur l'évolution urbaine de la commune entre 1980 et 2010 permet une analyse assez fine de la consommation foncière sur cette période. Sur la partie ouest de la commune, l'urbanisation s'est faite sous la forme d'un habitat très diffus. Environ 48 logements ont été recensés sur des parcelles de taille très variable. Sur la partie est du territoire : quartier La Bourrellière, autour du village et au quartier Chuillon, cette consommation foncière peut être synthétisée de la façon suivante :

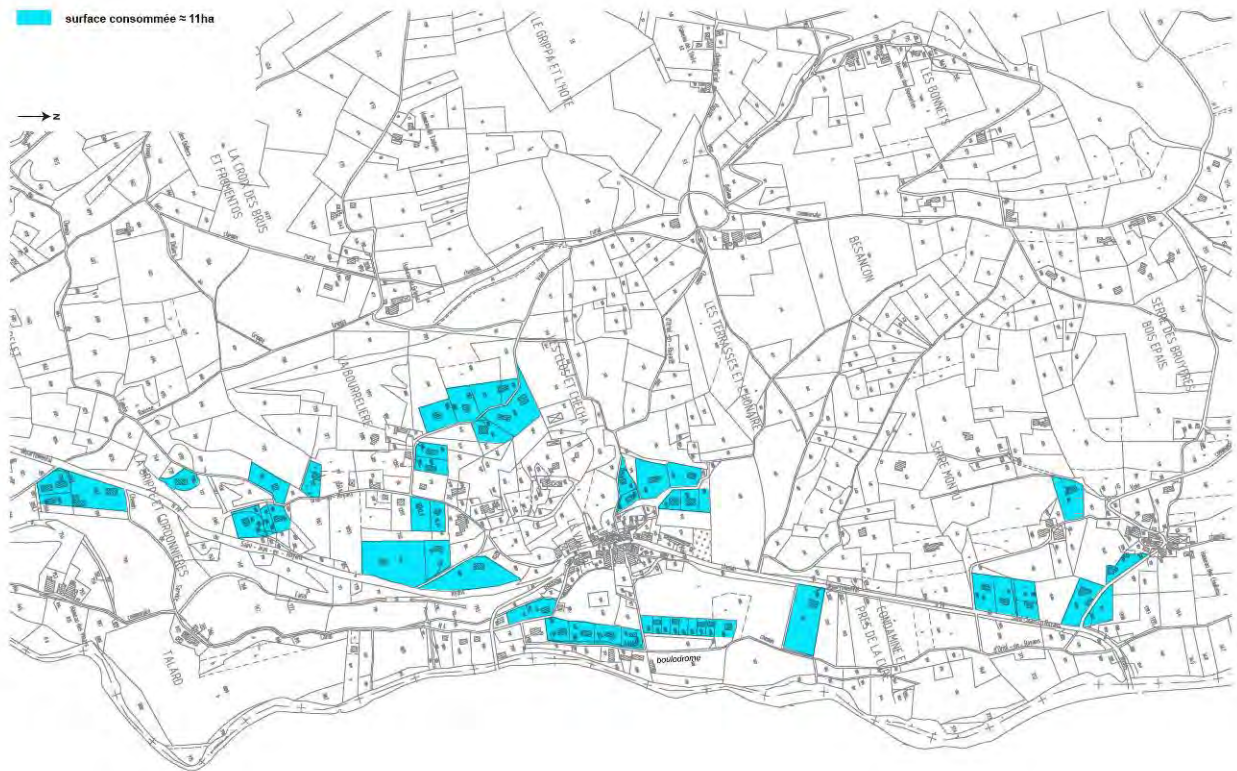
Secteurs	Consommation foncière Nbre de logements	Moyenne (lgts/ha)	Typologie bâtie
Bourrelière	6,8 hectares – 21 logements	3	Habitat diffus
Village	2,2 hectares – 20 logements	9	Habitat individuel 2 lotissements privés (13 log.)
Chuillon	2 hectares – 8 logements	4	Habitat individuel
<b>Total</b>	<b>11 hectares – 49 logements</b>	<b>4,45</b>	

Commune de ORIOLE EN ROYANS  
Plan Local d'Urbanisme

ILLUSTRATION : Consommation de l'espace

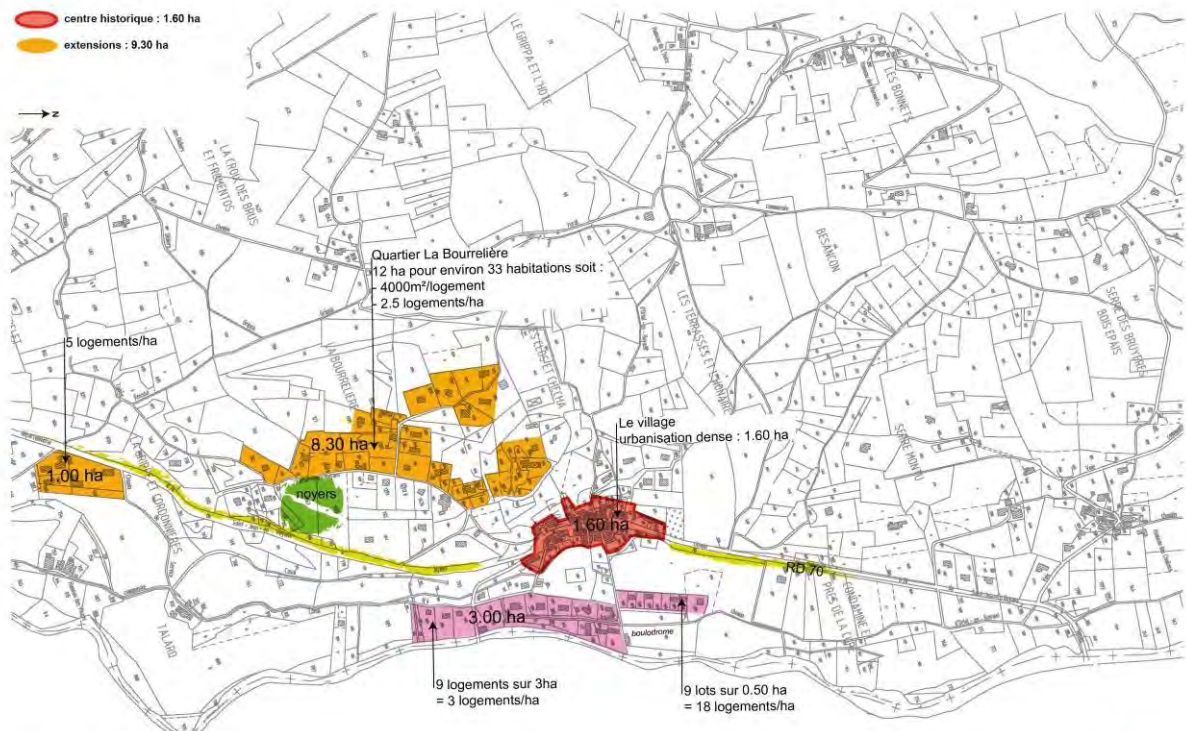






Commune d'**ORIOLE-EN-ROYANS**  
ILLUSTRATION / Densité

- centre historique : 1.60 ha  
● extensions : 9.30 ha

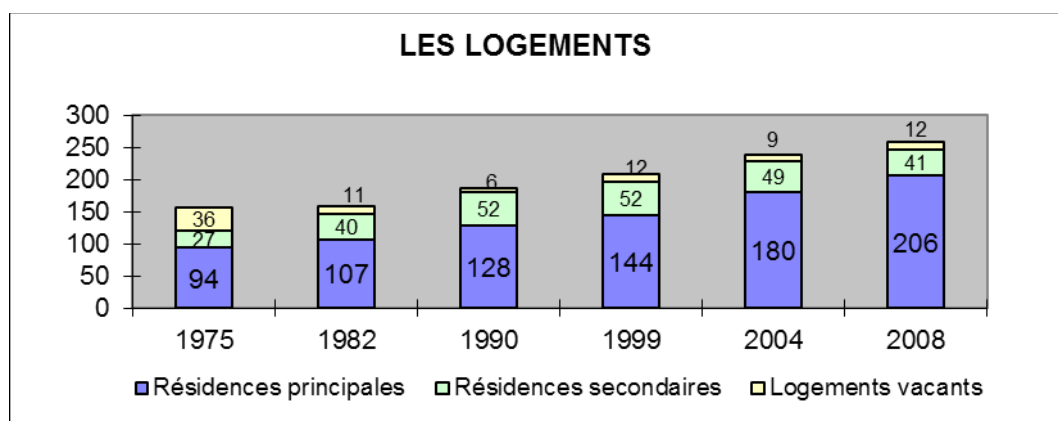


Dossier n° 5.07142 - Avril 2012



### 3. CARACTERISTIQUES DU PARC IMMOBILIER

#### 3.1. EVOLUTION DES LOGEMENTS



Entre 1975 et 1982, le nombre de logement n'augmente pas. Cependant la répartition par type de logement évolue :

- une forte réhabilitation est constatée puisque le nombre de logement vacant diminue de -70%
- le nombre de résidence secondaire est multiplié par deux.



Entre 1982 et 1990, la baisse du nombre de logement vacant se poursuit, le nombre de résidence secondaire augmente mais moins rapidement.

De 1990 à 1999, le nombre de logements vacants a doublé, le nombre de logements secondaires stagne et le nombre de logement principal augmente de 12,5 %, ce qui est supérieur à la moyenne du canton (7,12 %).

De 1999 à 2008, le nombre de résidence principale augmente fortement (+62 logements soit +14%)

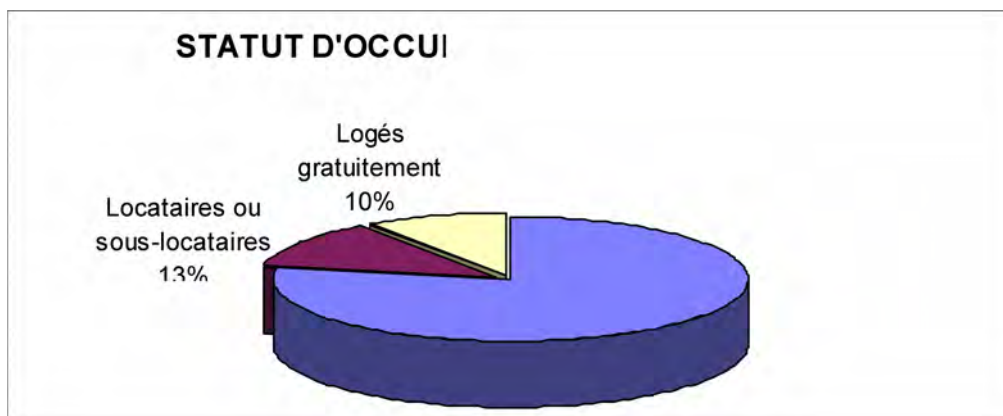
### **3.2. TYPOLOGIE DES LOGEMENTS**

#### **a) Logements individuels et collectifs**

Parmi l'ensemble des logements, aucun immeuble collectif n'est recensé. Dans le canton, 17% de logement en immeuble collectif.

En contrebas du village, un lotissement privé a permis d'offrir de l'habitat intermédiaire avec 8 logements accolés.

#### **b) Statut d'occupation des logements**



Concernant les résidences principales, la propriété est le mode d'occupation majoritaire avec 77 % (58 % au niveau du canton).



Le nombre de locataire a doublé depuis 1999, représentant en 2008 : 19%.

### c) Logement aidé

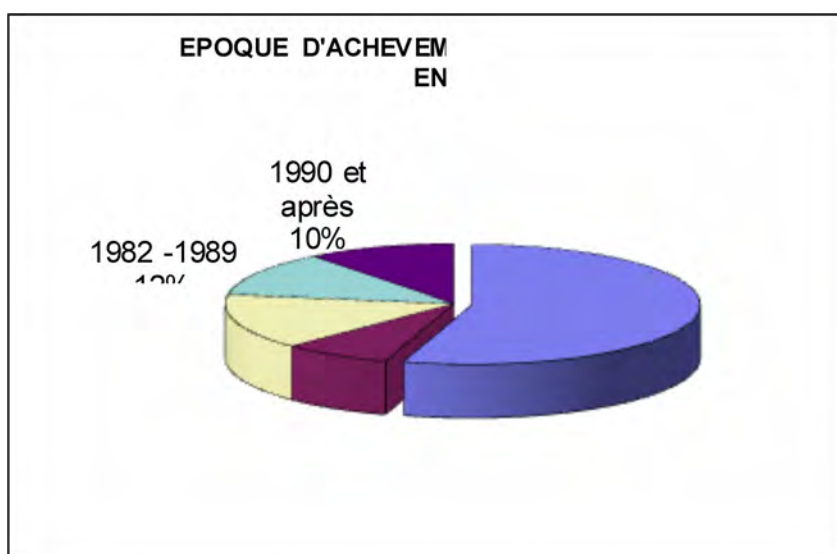
La commune compte 3 logements communaux dans lesquels il y a peu de rotation. Il s'agit de logements à loyers modérés.

A ce jour aucun logement locatif social n'existe sur la commune, bien que la demande existe.

### **3.3. EPOQUE D'ACHEVEMENT**

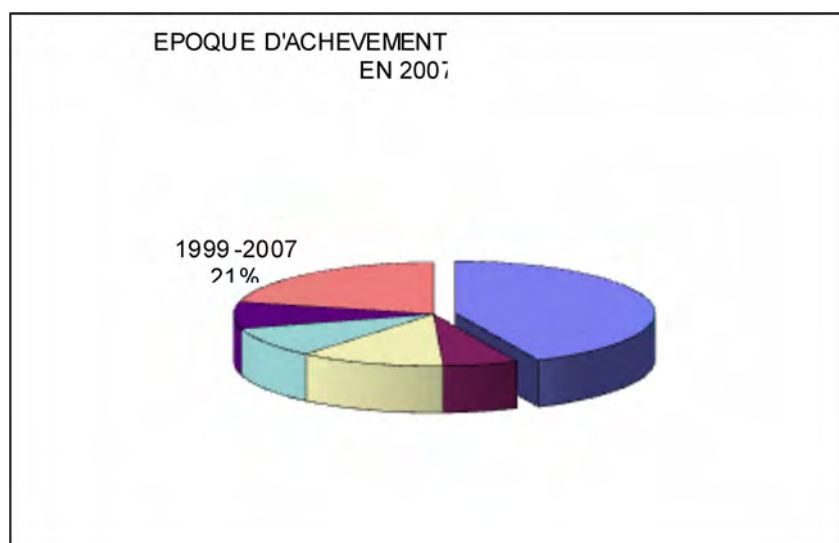
En 1999, 54 % des logements avaient été construits avant 1949.

A l'échelle du canton, ce taux est de 45%.

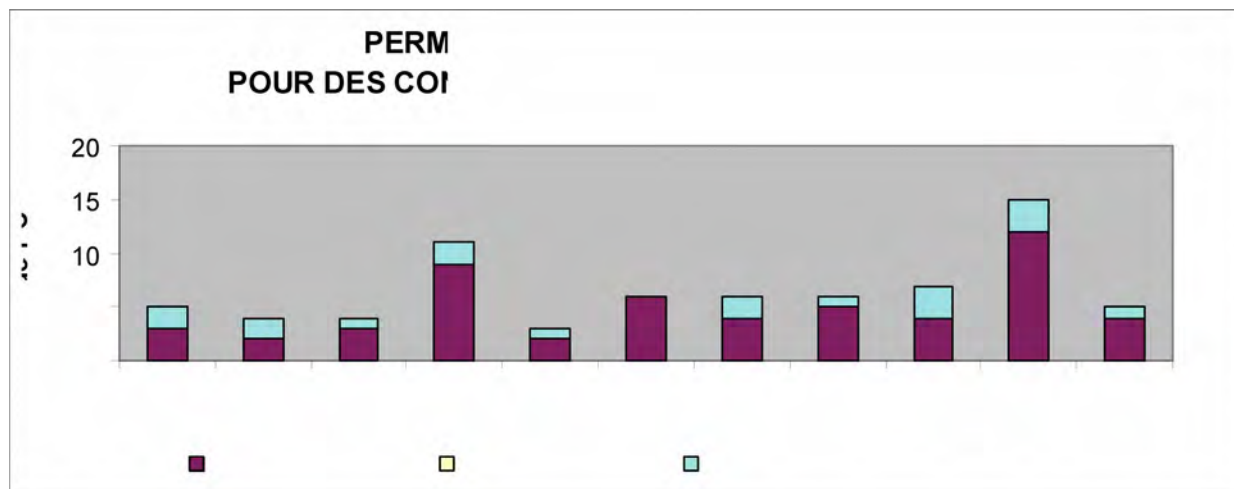


Selon les données communales, 46 constructions ont été réalisées entre 1999 et 2007.

En 2007, 21% du parc a été réalisé après 1999 et seulement 44 % avant 1949.



### **3.4. RYTHME DE LA CONSTRUCTION**



En moyenne, chaque année:

- 5,4 permis de construire sont autorisés pour de l'habitat individuel,
- 1,8 permis pour de la rénovation.

On constate une baisse après 2 pics : un en 2000 et un en 2007.

### **3.5. P.L.H.\***

La communauté de communes du Pays du Royans est en cours d'élaboration d'un P.L.H. qui se déclinera de 2012 à 2018.

#### **a) Les orientations stratégiques**

- Un développement maîtrisé de l'habitat,
- Une production de logements respectueuse des principes d'économie d'espace et de qualité urbaine,
- Une diversification de la production logement,
- La valorisation et mobilisation du parc existant.

#### **b) 3 engagements**

- Assurer une répartition de la production future en logements, cohérente avec la structure urbaine du territoire,
- Assurer une mixité des produits logements pour favoriser les parcours résidentiels,
- Se fixer un objectif en termes de formes urbaines pour optimiser le foncier dédié à l'habitat.

**Le P.L.U. doit être compatible avec les objectifs du P.L.H.**

La commune d'Oriol a délibéré pour valider les objectifs du PLH.

\* P.L.H. : Programme Local de l'Habitat.

En terme de démographie le pays du Royans a connu une croissance de +1.1 % par an sur les dix dernières années. Les objectifs du PLH ont été établis sur la base d'une croissance estimée à 1 % par an.

Au niveau du logement, la carence principale concerne les logements locatifs accessibles aux jeunes en décohabitation.

Le développement de l'habitat a été presque exclusivement pavillonnaire et très consommateur d'espace avec près de 500 m<sup>2</sup> par nouvel habitant.

C'est pourquoi le PLH fixe également des objectifs en termes de réduction de la consommation d'espace.

### **c) Objectif**

Se développer, accueillir mais en limitant le mitage et en favorisant le développement d'une offre locative, garante du renouvellement de la population et de la pérennité des équipements et services offerts

### **d) Les principes**

- Parvenir à peser plus de 15% de la production neuve du Royans,
- Un objectif de 5 PLUS sur Oriol,
- 5 conventionnements dans le parc privé à l'échelle des 3 communes,
- 5 logements en accession aidée à la propriété à l'échelle des 3 communes.

**Ce qui conduit, pour la commune d'Oriol en Royans, à proposer une production de 12 à 18 logements pour la période 2011-2016, dont au moins 5 logements PLUS, 1 à 2 logements conventionnements dans le parc privé et 1 à 2 logements en accession aidée à la propriété.**

## **SYNTHESE – GRANDES TENDANCES**

Forte augmentation du nombre de logements

Une offre exclusivement composée d'habitat individuel : 100 %

Consommation importante de foncier : 2250 m<sup>2</sup> par logement en moyenne

Absence de logements aidés

## **ENJEUX COMMUNAUX**

La mise en œuvre du P.L.U. nécessitera la diversification de logement sur la commune.

## **D. SERVICES ET EQUIPEMENTS**

### **1. SERVICES PUBLICS**

#### **1.1. SERVICES ADMINISTRATIFS**

La Mairie et l'école sont situées sur la commune.

#### **1.2. EQUIPEMENTS SCOLAIRES**

L'école primaire compte deux classes uniques et regroupe une quarantaine d'élèves. Une cantine et une garderie périscolaire sont disponibles sur la commune.

Une extension de l'école a été réalisée en 2011 pour accueillir les grandes sections.



### **2. EQUIPEMENTS COLLECTIFS**

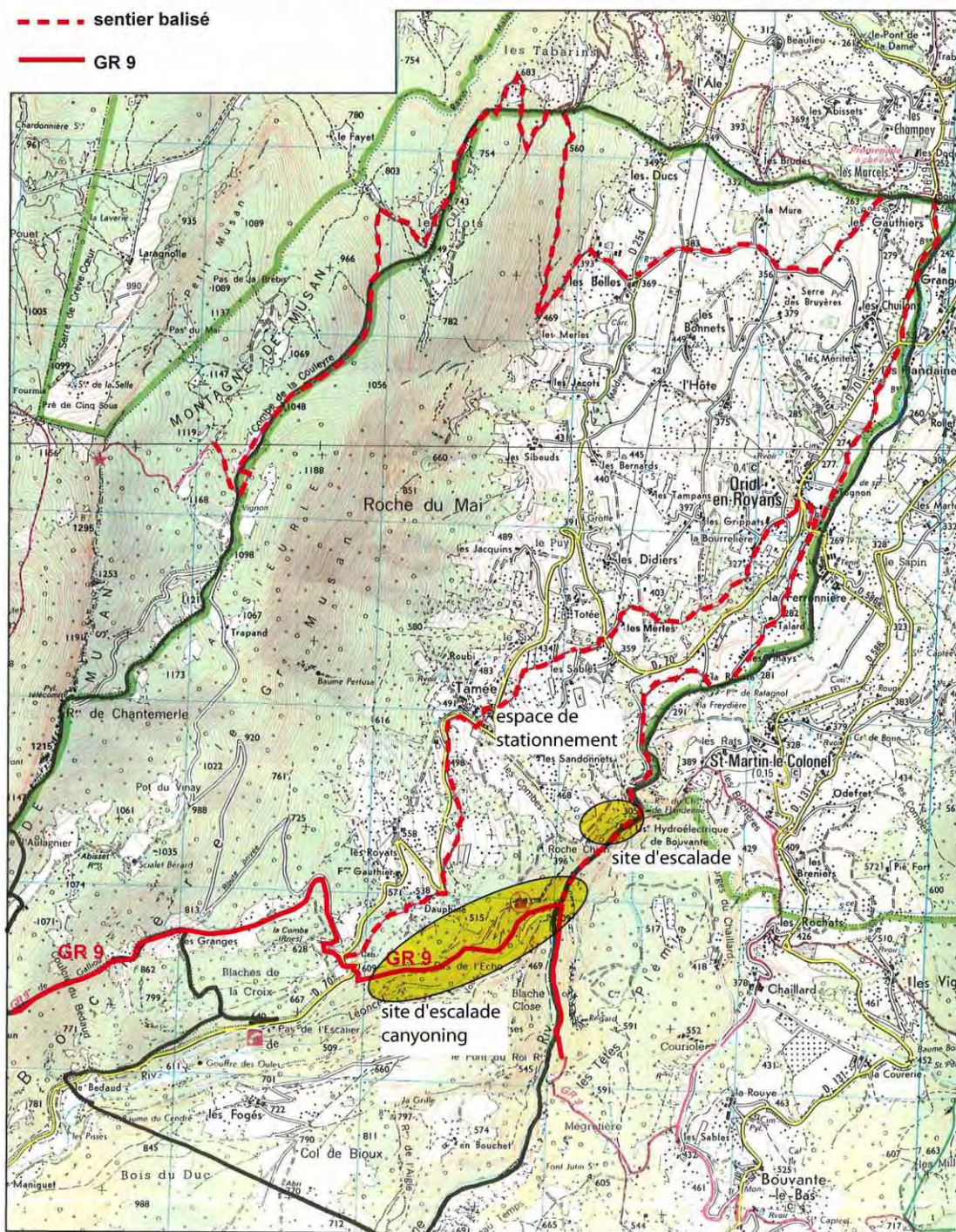
La commune dispose d'un terrain de boules et d'une salle des fêtes.

Les autres équipements se trouvent sur les communes voisines.

### **3. TOURISME**

- Position géographique au cœur du Royans
- Chemins de randonnées, VTT, pédestres, GR9



Commune d'ORIOLE-EN-ROYANS  
ILLUSTRATION / Promenades



## **4. VIE ASSOCIATIVE**

Un tissu associatif composé de 5 associations : ACCA (Chasse), Boules oriolaises, Ecoles, Cyclo Royans Cross (vélo, VTT, Courses à pied), Comité des Fêtes.

## **5. LES RESEAUX**

### **5.1. ADDUCTION D'EAU POTABLE**

La commune assure la gestion du réseau A.E.P. en régie directe.

La commune utilise trois captages :

- Bouvaret situé à Léoncel (10 l/s)
- L'Heritier à Léoncel (20 l/s)
- Pisses situé sur la commune d'Oriol (20 l/s)

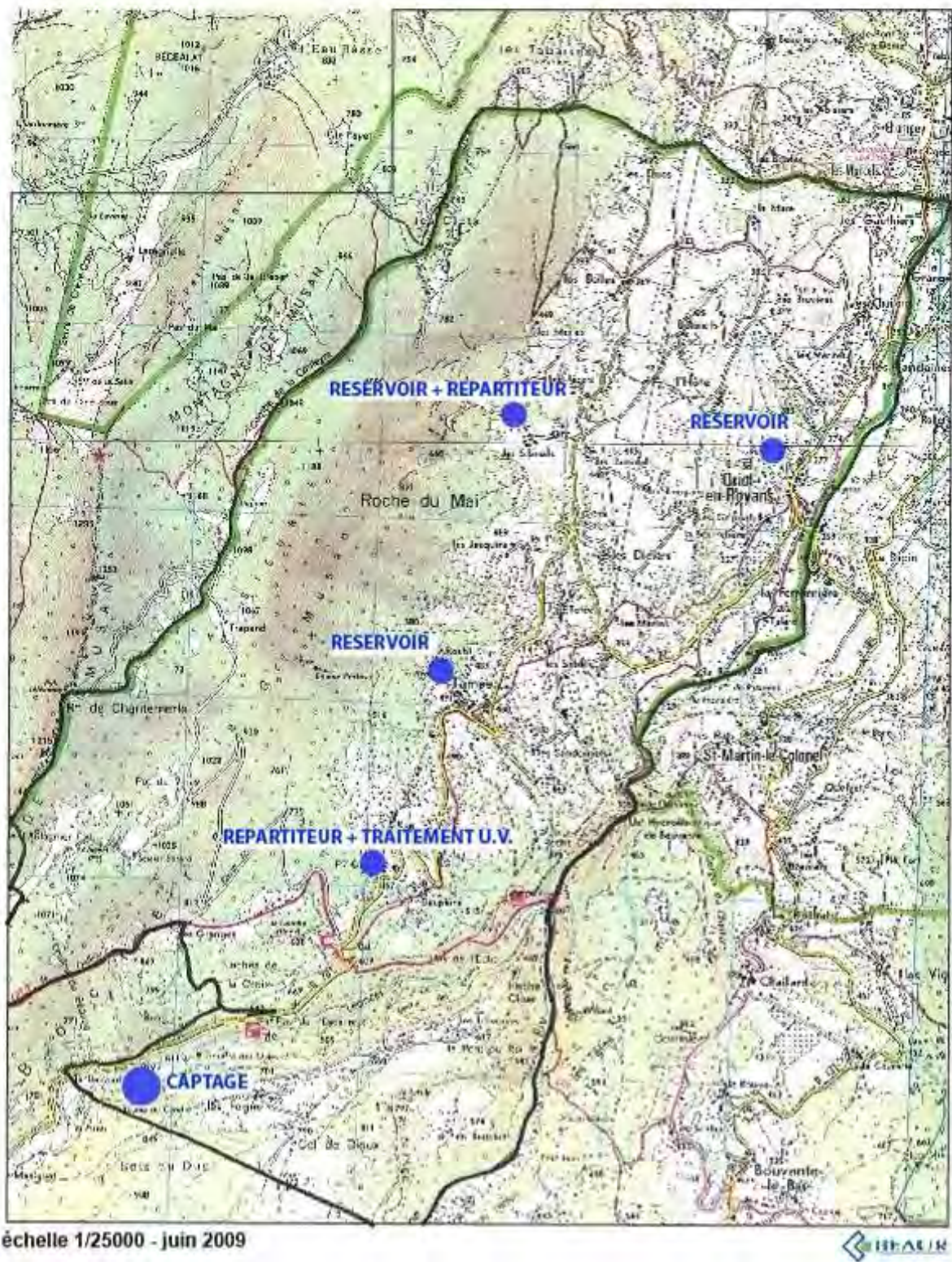
Les procédures de mise en conformité sont en cours.

Un système de traitement des eaux par U.V. ainsi qu'un système d'alerte sont en place sur la commune. La maintenance du système est assurée par la Communauté de Communes Pays du Royans.

La commune recense 225 abonnés, l'ensemble des habitations est desservi.

La commune indique que les ressources en eau sont suffisantes.

## Commune d'ORIOLE-EN-ROYANS ILLUSTRATION / Captage



## **5.2. ASSAINISSEMENT**

Un Schéma Général d'Assainissement a été établi sur la commune en 2005.

### **a) Assainissement collectif**

Un réseau d'assainissement est existant au village avec un réseau séparatif. Depuis 2011, la commune est raccordée au SMABLA\* pour un équivalent de 750 habitants. Les hameaux sont également desservis par le réseau. En 2013, environ 400 EH sont raccordés

### **b) Assainissement autonome**

Les communes de la Communauté de Communes du Pays du Royans ont transféré à celle-ci la mission de Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC). Ce service est rendu obligatoire par la réglementation. Sa mission concerne les habitations existantes non raccordées au réseau d'égout mais aussi les habitations futures qui ne seront pas raccordées à l'égout. Le diagnostic est en cours.

## **5.3. RÉSEAU DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE**

Il existe 3 bornes à incendie : 1 devant le cimetière, 1 au centre du village et 1 à la salle des fêtes.

## **5.4. GESTION DES DÉCHETS**

La collecte et l'élimination des ordures ménagères sur la commune d'ORIOLE EN ROYANS est faite par la Communauté de Communes du Pays du Royans.

Des containers sont disposés dans les hameaux et vidés une fois par semaine. Le tri sélectif est possible au village et au quartier Toté.

Le SITROM organise également une collecte trimestrielle pour le ramassage des encombrants.

La déchetterie est située sur la commune de Saint Laurent en Royans (ouverture du mardi au vendredi de 13h30 à 17h30 et le samedi de 9h à 12h et 13h30 à 17h30).

## **5.5. INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES**

La commune recense quelques voies inadaptées, trop étroites, au village. Le stationnement est insuffisant au Village lors des manifestations estivales.

Il n'y a pas de pistes cyclables, ni d'itinéraires piétons.

---

\* SMABLA : Syndicat Mixte d'Assainissement de la Bourne et de la Lyonne Aval.

### **5.6. COMMUNICATIONS NUMÉRIQUES**

Les fourreaux de la fibre optique haut-débit sont présents uniquement sur la commune de St Jean en Royans.

#### **SYNTHESE**

- Présence d'une école
- Eau potable capacité suffisante
- Assainissement : raccordement à la station intercommunale SMABLA

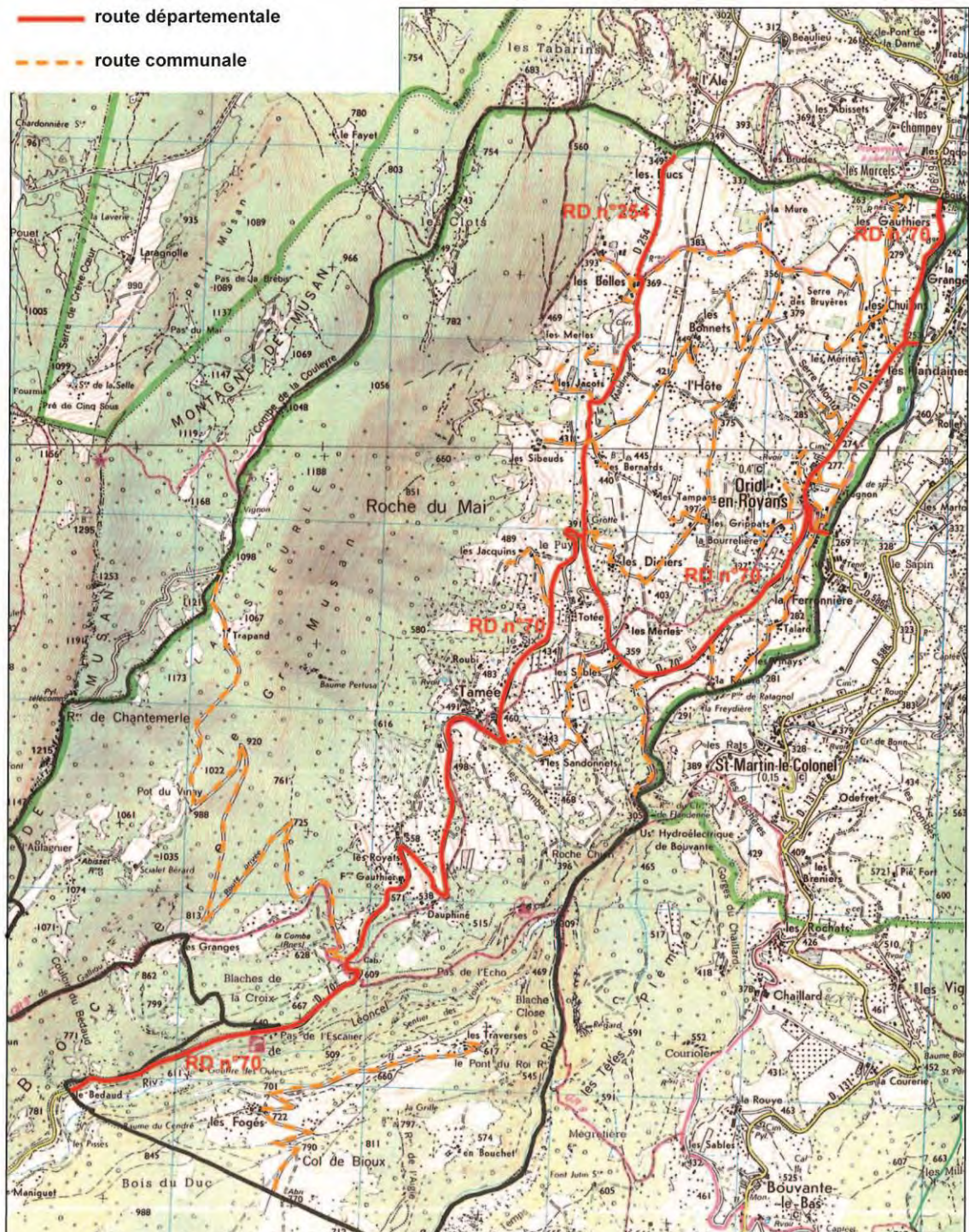
#### **ENJEUX COMMUNAUX**

- Stationnement à développer au village
- Cheminement en direction de l'école à sécuriser



## E. TRANSPORT ET DEPLACEMENT

**Les routes départementales 70 et 254** constituent les deux axes principaux. En effet, l'ensemble de la circulation de la commune y débouche et les quartiers se sont implantés à proximité immédiate de ces axes.



## F. LES LOIS ET REGLEMENTATIONS NATIONALES

De nombreuses dispositions supra communales s'imposent à la commune, à son territoire et doivent être prises en compte dans son document d'urbanisme.

Loi sur l'eau, loi paysage, loi S.R.U., loi Montagne, servitudes d'Utilité Publique, etc. ...

Toutes ces dispositions sont précisées dans le Porté à Connaissance (PàC) de l'Etat, transmis à la commune à l'occasion de l'élaboration de son P.L.U.. Les éléments essentiels de ce Porté à Connaissance sont joints en annexe au dossier de P.L.U..

Parmi ces nombreuses réglementations, la **loi Montagne** est certainement celle qui conditionne le plus de développement de la commune de ORIOLE EN ROYANS.

Il semble donc nécessaire de rappeler ici ses principales dispositions :

Les principes d'aménagement et de protection en zone de montagne sont notamment définis à l'article L.145-3 du Code de l'Urbanisme.

Ces principes sont les suivants :

- Préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières,
- Les documents et décisions relatifs à l'occupation de sols comportent des dispositions propres à préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard,
- Principe d'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages et hameaux existants, sous conditions, ..., sauf si le respect des dispositions de préservation citées ci-dessus, ou la protection contre les risques naturels imposent la délimitation de hameaux nouveaux intégrés à l'environnement ou à titre exceptionnel après l'accord de la Chambre d'Agriculture et de la commission des sites pour créer des zones d'urbanisation future de taille et de capacité d'accueil limitées,
- Respect entre le développement de l'économie touristique, les communautés d'intérêt des collectivités locales concernées et les grands équilibres naturels.

De ce fait, les choix communaux devront être compatibles avec les principes d'aménagement et de protection en zone de montagne (articles L.145-3 à L.145-7 du Code de l'Urbanisme) notamment en ce qui concerne les règles d'urbanisme.



## **CHAPITRE DEUXIEME**

# **ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

## A. PAYSAGE

### 1. ENJEUX PAYSAGERS AU NIVEAU REGIONAL

La commune fait partie des unités paysagères suivantes :

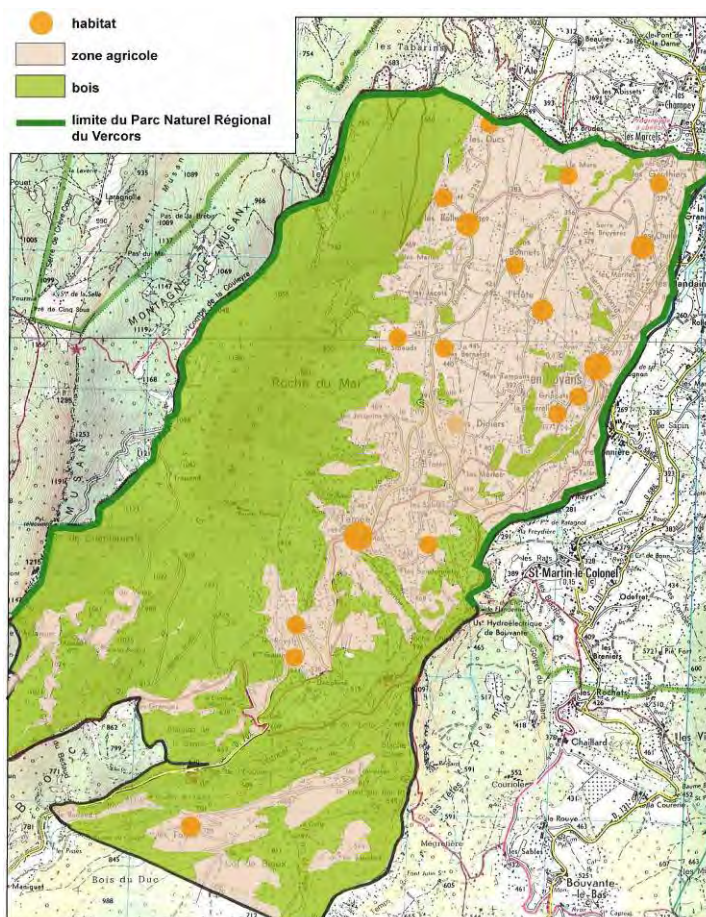
- 208 Plaines du Bas Grésivaudan et Bas-Royans (paysages ruraux- patrimoniaux),
- 207 Gorges de la Bourne et rebords du Vercors sur la Plaine du Bas Grésivaudan (paysages naturels),
- 246 Haut bassin de la Gervanne et Haut Royans (paysages naturels).

Les paysages ruraux-patrimoniaux se distinguent des paysages agraires en raison de structures paysagères singulières qui lui confèrent une identité forte. Elles sont le résultat d'une spécialisation agricole et de modes de faire traditionnels et transmis. On trouve généralement dans ces paysages une architecture caractéristique et un petit patrimoine rural, mais aussi des traces qui attestent d'une histoire ancienne. Cet ensemble de facteurs confère à ces paysages une dimension culturelle.

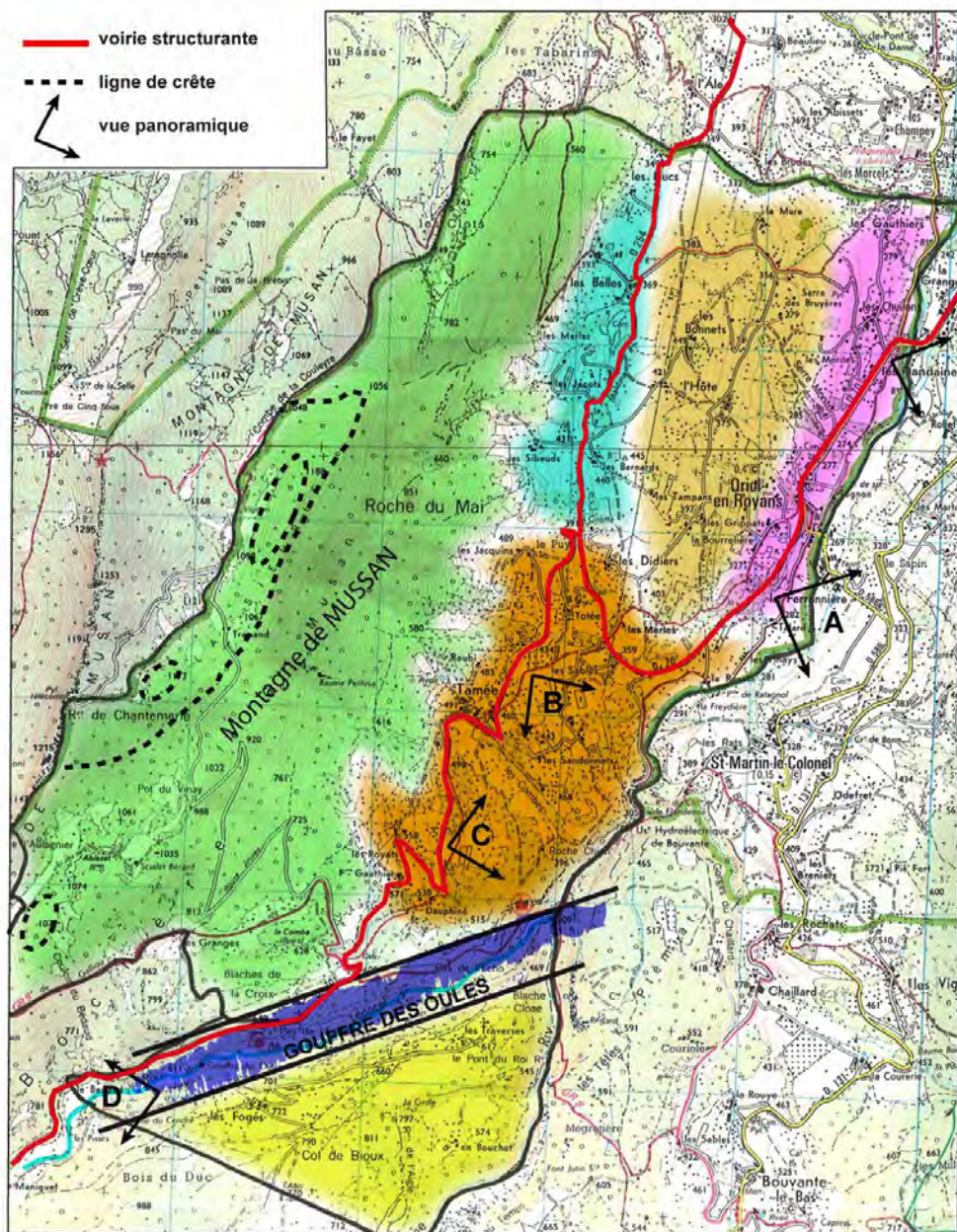
### 2. ENJEUX PAYSAGERS AU NIVEAU LOCAL

Le territoire communal s'étend sur 1 601 ha. Il est composé d'espaces naturels appartenant au Vercors et d'un espace agricole et d'habitat diffus sur l'ensemble du territoire.

La commune de **ORIOLE-EN-ROYANS** est ainsi divisée en plusieurs entités paysagères :







A : Vue sur St Martin Le Colonel



B : Vue sur Les Sandonnets



C : Vue sur St Jean



D : Vue sur le gouffre des Oules



RD 254



Partie Sud Est de la commune

Si ORIOLE-EN-ROYANS possède des paysages naturels remarquables, le paysage bâti est plus hétérogène :

- Le village, dont les maisons s'étalent le long de la route départementale, a un centre ancien très réduit,
- En dehors du village, les quartiers d'habitations récents (Gauthier, Chuilon, ...) juxtaposent pavillons modernes en tous styles et anciennes bâtisses.

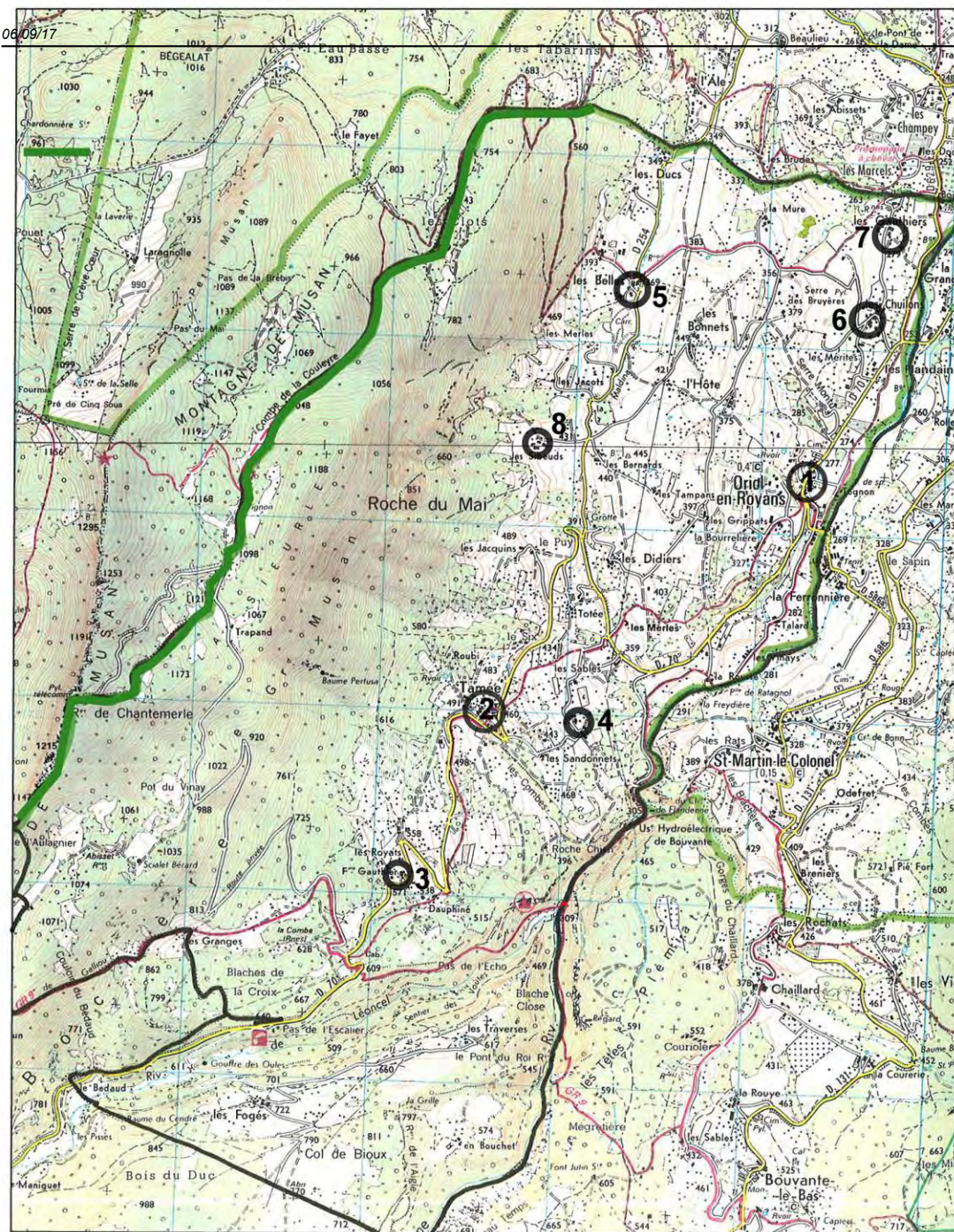
Les enjeux paysagers sur ces types d'espaces sont très différents :

- la préservation de sites promontoires,
- pour les espaces agricoles, il s'agit de stopper le mitage,
- les zones forestières doivent être préservées et se maintenir avec des lisières bien visibles en évitant l'avancée des friches.

Les activités agricoles et forestières restent un facteur important pour la lisibilité du paysage.

Les intérêts de la commune en matière de paysage convergent avec les orientations définies par le Parc naturel régional du Vercors dans le cadre de sa charte.





Le village : entrée nord



Le village : la traversée



Le village : entrée sud



Tamée



Tamée



La Ferme Gauthier



Les Sandonnets



Les Belles



Le Chuilon



Les Gauthiers



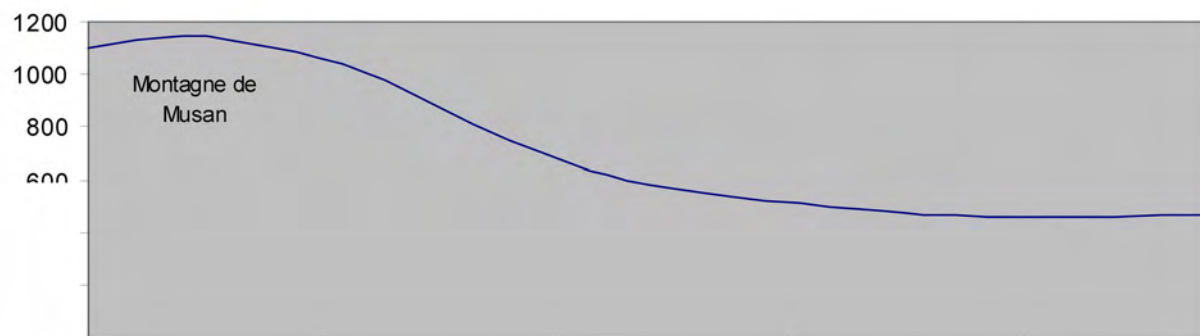
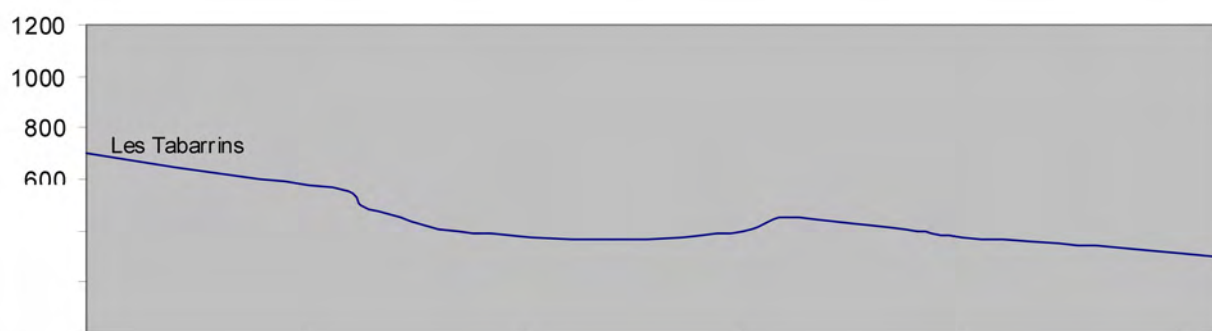
Les Sibehds



## B. MILIEU NATUREL

### 1. TOPOGRAPHIE

Le territoire communal s'étire du Sud au Nord le long de la Lyonne, sur une superficie de 1 600 hectares. Il est caractérisé par une topographie vallonnée à escarpée d'Est en Ouest. L'altitude varie de 250 et 1 250 mètres (Montagne de Musan).





## **2. GEOLOGIE ET PEDOLOGIE**

La géologie d'ORIOLE EN ROYANS est constituée par un empilement de terrains sédimentaires marins d'âge secondaire et tertiaire, se caractérisant par la prédominance d'une assise calcaire.– (d'après données de la Carte Géologique de CHARPEY et ROMANS SUR ISERE au 1/50 000ème ).

Sur le territoire communal d'ORIOLE EN ROYANS, on relève 5 familles lithologiques :

- Au niveau du bourg, les terrains en place reposent sur l'Eocène et présente un faciès de calcaire récifaux ; au nord, présence de terrains du Miocène, grès grossiers (molasse) et marnes sableuses dont l'épaisseur varie de 20 à 40 m dans le Royans.
- A l'Ouest, sur les hameaux de Totée et les Didiers, les terrains sédimentaires reposent sur l'Eocène et sont représentés par des marnes noires à grises à passées de lignites ;
- Plus à l'Ouest, l'Eocène continental, montre des sables fluviatiles blancs ou rouges ainsi que des argiles vertes ;
- Au Sud, les hameaux des Royats, Dauphiné, Tamée et Sandonnets, sont disposés sur une épaisse série de calcaires blancs, à débris d'organismes ;
- La Montagne de Musan est constituée d'une assise calcaire massif.

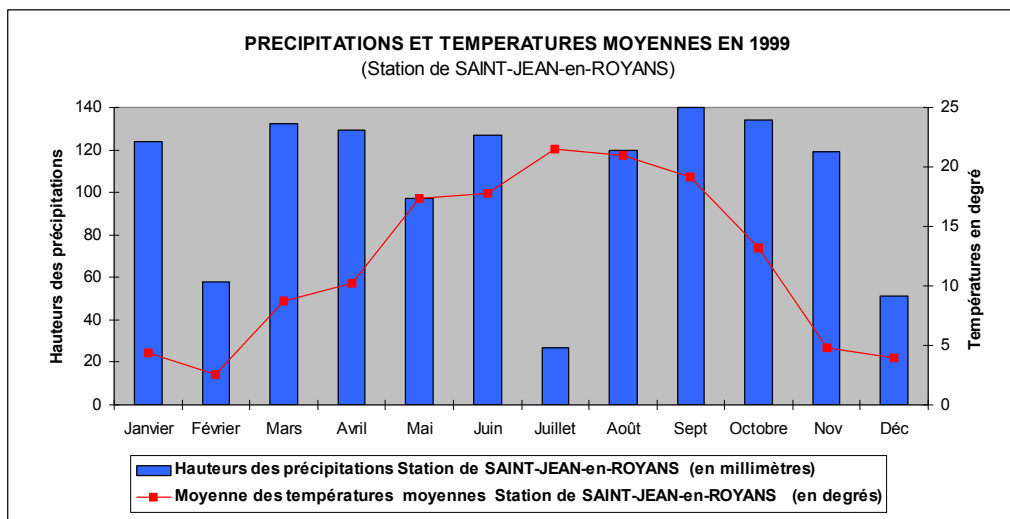
Notons par ailleurs que la commune est traversée par le synclinal du Royans.

## **3. HYDROLOGIE**

Le territoire communal est traversé par deux cours d'eau, le Léoncel et la Lyonne. Ce dernier est inscrit dans le contrat Vercors Eau Pure. Il prend sa source a une dizaine de kilomètres en amont d'ORIOLE EN ROYANS, au pied des Rochers de la truite (1093m) et parcourt en totalité près de 20 km jusqu'à sa confluence avec la Bourne, drainant un bassin versant de 21 km<sup>2</sup>.

## 4. LE CLIMAT

(Source : Bulletin météorologique de la Drôme, Météo France 1999).



La commune en raison de sa situation géographique possède un climat montagnard marqué par des précipitations importantes tout au long de l'année (avec des étés où la pluviométrie est moins abondante et peut apparaître sous la forme de violents orages) et des températures basses en hiver et élevées l'été. L'amplitude est de 18,9°C entre le mois le plus chaud (juillet) et le mois le plus froid (février).

Le climat apparaît comme rigoureux avec 57 jours de gel entre novembre et mars.

## 5. LES MILIEUX NATURELS

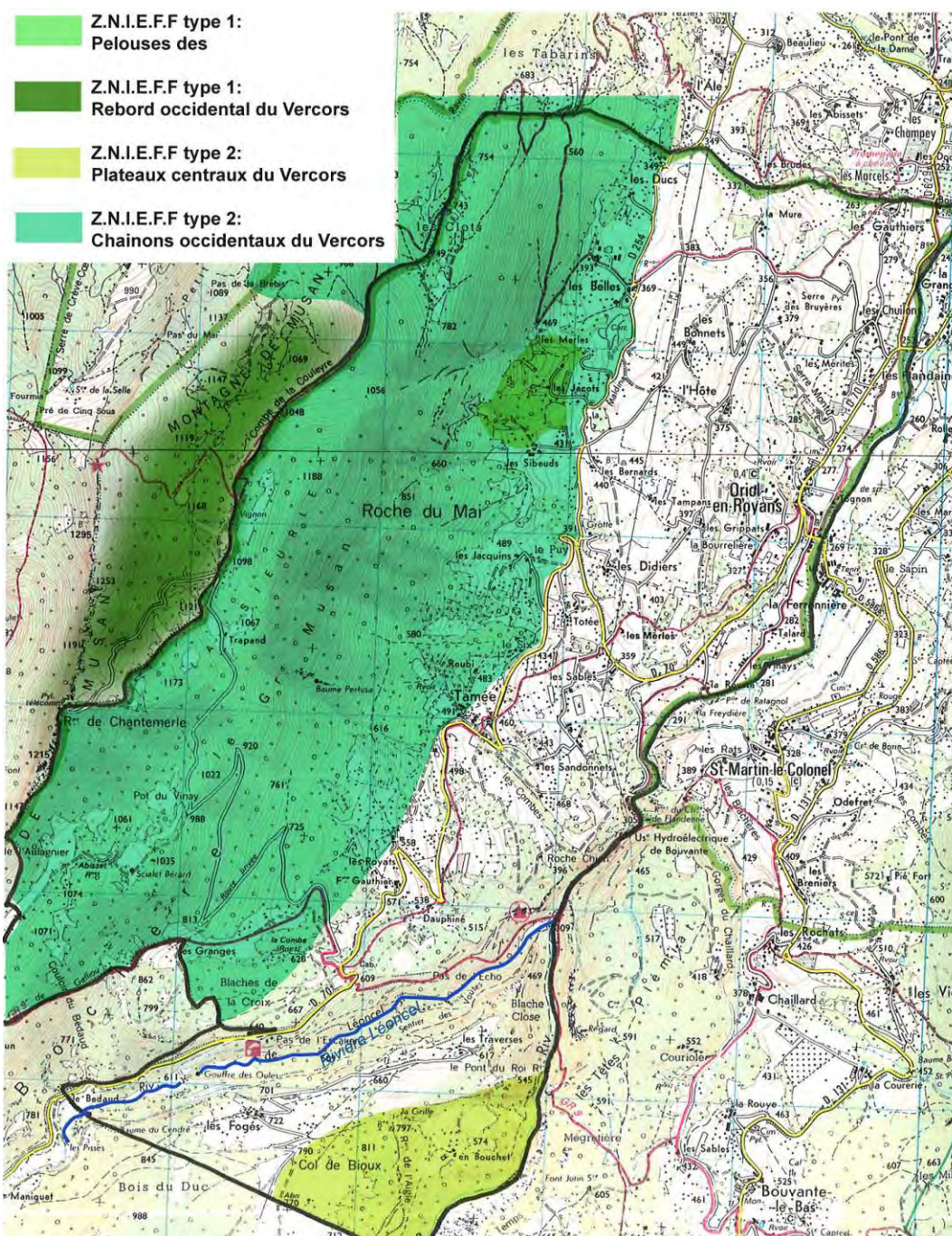
### 5.1. ZNIEFF<sup>1</sup>

Il existe deux types de Z.N.I.E.F.F. :

- Les **Z.N.I.E.F.F. de type 1** : Constituent des sites particuliers généralement de taille réduite, qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Ces sites ou zones correspondent donc à un enjeu de préservation des biotopes concernés.
- Les **Z.N.I.E.F.F. de type 2** : Sont des ensembles géographiques généralement importants, incluant souvent plusieurs Z.N.I.E.F.F. de type 1, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés.

L'ensemble de la commune de ORIOLE EN ROYANS est concerné par 4 Z.N.I.E.F.F. : deux de type 1 et deux de type 2.

<sup>1</sup> Z.N.I.E.F.F. : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique



- **ZNIEFF n°2607 : Plateaux Centraux du Vercors : type 2**

Ce vaste ensemble naturel conserve une grande richesse biologique, tant en ce qui concerne les oiseaux parmi lesquels les espèces rupicoles (Faucon pèlerin, Grand-Duc d'Europe Tichodrome échelette, Merle de roche, Chocard à bec jaune, et depuis peu de nouveau le Vautour fauve...), les reptiles (Couleuvre d'Esculape) et les mammifères (Lièvre variable, chiroptères représentés par un grand éventail d'espèces, et toutes les espèces françaises d'ongulés à l'exception du Daim, avec d'importantes colonies et secteurs d'hivernage du Cerf élaphe, du Chamois, du Bouquetin des Alpes ainsi que du Mouflon de Corse –espèce exogène introduite dans les années 50-).

La flore est tout aussi remarquable et témoigne des forts contrastes climatiques locaux. Elle comprend plusieurs précieuses espèces endémiques des Alpes sud-occidentales (Genêt ailé, Panicaud blanche-épine, Cytise de Sauze, Corbeille d'argent de De Candolle...).

Le secteur abrite en outre un karst caractéristique des Préalpes du nord. Ce type de karst est caractérisé par l'épaisseur considérable des stratifications calcaires, l'ampleur des phénomènes de dissolution, l'incidence des glaciations quaternaires (calottes glaciaires sommitales, épaisses langues glaciaires). Le peuplement faunistique du karst du Vercors est relativement bien connu. Il est particulièrement riche en espèces terrestres troglobies (c'est à dire vivant exclusivement dans les cavités souterraines), avec une cinquantaine d'espèces connues parmi les invertébrés, essentiellement des coléoptères (plus de trente espèces ou sous-espèces) et des collembolés (plus de quinze espèces). Cette diversité va de pair avec un haut degré d'endémisme, qui traduirait un phénomène de spéciation géographique consécutif au grand compartimentage des habitats souterrains.

La faune stygobie (c'est à dire vivant dans les eaux souterraines) est par contre assez peu diversifiée, en raison probablement du faible développement des réseaux saturés au sein du karst local. La faune pariétale est également intéressante. Elle fréquente la zone d'entrée des cavernes ; cette faune peut être permanente, estivante ou hivernante : son habitat présente ainsi des caractères intermédiaires entre le monde extérieur et le monde souterrain. On observe ainsi localement un coléoptère du genre *Oreonebria*, endémique des massifs subalpins de la Chartreuse, du Vercors et de leurs proches abords.

Le zonage de type II souligne l'unité de cet ensemble globalement peu perturbé par les activités humaines, au sein duquel les secteurs abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par de vastes zones de type I (gorges, plateaux et forêts).

Il illustre également les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales, en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de multiples espèces, dont certaines exigeant un large domaine vital (Cerf élaphe, Aigle royal, Vautour fauve, Bouquetin des Alpes, voire Loup...).

Il met enfin en exergue la sensibilité particulière de la faune souterraine, tributaire des réseaux karstiques et très dépendante de la qualité des eaux provenant du bassin versant. La sur-fréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive.

L'ensemble présente par ailleurs un grand intérêt paysager et biogéographique (compte tenu de la diversité biologique induite par le contact des domaines méditerranéen et montagnard).

#### **- ZNIEFF n° 2605 : Chaînons occidentaux du Vercors : type 2**

La richesse biologique (favorisée par une géomorphologie tourmentée) est globalement remarquable du fait de la juxtaposition d'éléments de faune et de flore d'influences méditerranéenne (fauvettes méditerranéennes, Pipit rousseline, Moineau souldien, Grand Ephèdre, Ophrys de la Drôme...), médio-européenne (Chouette chevêche), montagnarde et même alpine (Buplèvre des rochers, Aconit anthora, papillon Apollon...). Les populations locales de Chamois et de chauvesouris sont importantes.

La flore compte quelques remarquables messicoles (plantes associées aux cultures traditionnelles, comme l'Adonis flamme, la Nielle des blés, la Nigelle de Damas ou la Caméline à petits fruits), ainsi que de rares endémiques des Alpes sud-occidentales (Genêt ailé).

L'ensemble présente un grand intérêt paysager, géomorphologique, ainsi que biogéographique compte-tenu de la présence de nombreuses espèces méridionales ou montagnardes parvenant ici en limite de leur aire de répartition géographique.



- **ZNIEFF n° 26050009 : Rebord occidental du Vercors, du pas de Bouvaret au cirque de Peyrus : type 1**

Le rebord ouest du Vercors est souligné par un ensemble de grandes falaises qui dominent la plaine du Rhône. Plusieurs larges combes entaillent de ravins et gorges étroites le pli rocheux situé au-dessus de la plaine. Cette zone doit toute sa diversité biologique à la variété des reliefs, petites combes bien abritées, crêtes montagneuses, et à un important étagement ; les altitudes extrêmes s'échelonnent, en effet, de 450 m à 1330 m.

Au dessus de la plaine, cet ensemble montagnard présente un réel intérêt biogéographique, avec sa mosaïque de milieux naturels : boisements de hêtre, falaises verticales et rochers, pelouses et landes sommitales...

Plusieurs espèces caractéristiques de la faune et de la flore alpines (Tichodrome échelette, Pipit spioncelle, Saxifrage à feuilles opposées... pour n'en citer que quelques-unes) parviennent ici en limite occidentale de leur aire de répartition dans l'arc alpin. Les montagnes accueillent également l'une des rares stations françaises du Genêt du Dauphiné. Les chamois sont présents sur tout le site, en continuité avec les populations des "Monts-du-Matin" (chaînons occidentaux du Vercors), et peuvent descendre assez bas le long des reliefs, à proximité de la plaine. Les falaises hébergent des espèces prestigieuses, des grands rapaces tels que l'Aigle royal, le Faucon pèlerin et le Grand-duc d'Europe, qui établissent leur nid sur des parois tranquilles. La présence de ces trois espèces sur un même site est remarquable, et justifie de porter une attention toute particulière à ces habitats rupestres. Les grottes et cavités naturelles ont révélé la présence de chauves-souris.

La zone englobe un site remarquable pour les chauves-souris, avec une colonie de reproduction comptant entre 1000 et 3000 Minioptères de Schreibers et pas moins de dix espèces de chauves-souris, dont le Petit Rhinolophe, le Vespertilion à oreilles échancrées et le Vespertilion de Beschtein. Cette grotte constitue également le plus gros site d'hivernage en région Rhône-Alpes pour le Grand Rhinolophe (avec plus de quarante individus).

Plus bas à l'étage collinéen, les pelouses et bois de chênes ou de pins sylvestres sont des secteurs particulièrement riches en orchidées. Les prairies sèches, notamment, localisées aux pentes calcaires ensoleillées de basse altitude, se présentent sous l'aspect d'un tapis plus ou moins discontinu de graminées, de légumineuses et d'orchidées. La diversité floristique de ces prairies est particulièrement élevée.

La faune avienne est elle aussi variée : le Bruant fou, le Pouillot siffleur, le Pic noir, la Grive musicienne, l'Engoulevent d'Europe.

**ZNIEFF n° 26050005 : Pelouses des Jacots et combe de Maldina : type1**

Cette zone naturelle est située dans le Royans, sous les pentes est de la montagne de Musan, au nord-ouest du village d'Oriol-en-Royans.

Elle comprend deux ensembles écologiques remarquables : une prairie sèche couverte d'espèces méridionales, et une combe très humide indiquant au contraire un microclimat soumis aux influences atlantiques.

La pelouse calcaire piquetée d'arbustes est un milieu riche en orchidées. Vingt-six espèces y ont été dénombrées à ce jour, dont l'Orchis à trois dents, l'Epipactis de Mueller, le Limodore à feuilles avortées et le Spiranthe d'automne.

La découverte récente de quelques pieds de Genévrier thurifère confirme pleinement son intérêt naturaliste. Cet arbuste, qui serait une espèce relique des périodes plus chaudes de l'ère tertiaire, est surtout présent dans la Drôme sous les falaises ensoleillées du Diois et des Baronnie.



La station d'Oriol-en-Royans, l'une des plus septentrionale du département, annonce en quelque sorte déjà les rares stations grenobloises. Cette prairie sèche contraste singulièrement avec la petite combe fraîche et humide de la base de la montagne de Musan.

Remarquable par sa grande diversité en fougères, cette dernière abrite un certain nombre d'espèces rares comme le Dryopteris écaillé. Cette grande fougère, proche de la fougère mâle, est particulièrement exigeante quant à l'humidité atmosphérique. Elle la rencontre surtout dans les régions tempérées fortement arrosées. La combe de Maldina constituerait la seule station connue actuellement, en France, à l'est du Rhône.

## **5.2. LE RESEAU NATURA 2000**

Aucun site sur la commune, ni à proximité.

## **5.3. S.D.A.G.E. DU BASSIN RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE.**

Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) sont les premières applications des principes exposés dans la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Le SDAGE définit des mesures opérationnelles générales, applicables à l'ensemble du bassin, qui constituent des objectifs de résultats et des règles essentielles de gestion. A plus grande échelle, et sur la base de l'état des lieux du bassin, le SDAGE édicte des mesures opérationnelles territoriales qui correspondent soit à des orientations, soit à des règles d'encadrement du SDAGE.

Approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, ce document a une certaine portée juridique puisqu'il est opposable à l'administration et détermine les orientations en matière de gestion de l'eau, les objectifs de quantité et de qualité des eaux que l'administrateur devra intégrer dans son processus de décision.

La commune de ORIOLE EN ROYANS est incluse dans le Bassin Rhône-Méditerranée-Corse. Elle est donc concernée par le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse. Elle n'est concernée par aucun Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée-Corse 2010-2015 est entré en vigueur le 17 décembre 2009. Il fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que des objectifs de qualité à atteindre d'ici à 2015.

Les orientations fondamentales du SDAGE sont :

- Prévention : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Non dégradation : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Vision sociale et économique : intégrer les dimensions sociale et économique dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux
- Gestion locale et aménagement du territoire : organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable

- Pollutions : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé
- Des milieux fonctionnels : préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
- Partage de la ressource : atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Gestion des inondations : gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

#### **5.4. CONTRAT DE RIVIÈRE VERCORS EAU PURE**

Les contrats de rivière sont des instruments d'intervention à l'échelle de bassin versant. Comme les SAGE, ils fixent pour cette rivière des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau et prévoient de manière opérationnelle (programme d'action sur 5 ans, désignation des maîtres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.) les modalités de réalisation des études et des travaux nécessaires pour atteindre ces objectifs. Contrairement au SAGE, les objectifs du contrat de rivière n'ont pas de portée juridique.

Ces contrats sont signés entre les partenaires concernés : Préfet(s) de département(s), Agence de l'eau et les collectivités locales (Conseil Général, Conseil Régional, communes, Syndicats Intercommunaux ...).

Sur les bassins versants de la Bourne et du Furon, au cœur du périmètre du Parc, la procédure est portée par le Parc lui-même.

Dans le cadre du premier Contrat de Rivière "Vercors eau pure" (2000-2007), de nombreux projets sur la qualité de l'eau (travaux d'assainissement, station d'épuration et réseaux de collecte), la restauration des cours d'eau, des études sur la ressource en eau et le fonctionnement des ouvrages hydrauliques, et des actions d'information et de sensibilisation des publics (agriculteurs, pêcheurs, habitants, scolaires ...) ont été réalisées.

Afin de renforcer encore les interventions pour gérer durablement la ressource en eau et préserver les milieux aquatiques, le Parc et les collectivités locales ont décidé de mettre en œuvre un deuxième Contrat de Rivière.

##### **Les actions en cours :**

- Le deuxième Contrat de Rivière "Vercors eau pure" est actuellement en cours d'élaboration. Il s'agit de construire un projet partagé de l'utilisation et de la gestion de la ressource eau. Afin de répertorier les opérations à mener dans le cadre de ce projet, et de faire un état des lieux avant démarrage, des études préalables doivent être réalisées. Elles concernent : la qualité des eaux, la géomorphologie et l'agriculture.
- L'étude "bilan de la qualité des eaux des bassins versants de la Bourne et du Furon" a été lancée au printemps 2010 et permettra de dresser un inventaire précis de la qualité des eaux. Pour cet inventaire, une vingtaine de stations de mesures, réparties sur le territoire, doivent faire l'objet de quatre campagnes de mesures (été et hiver). La dernière campagne de mesures est en cours, les résultats seront bientôt disponibles. Le rendu final de l'étude est prévu pour le printemps 2011.

- L'étude "diagnostic géomorphologique des cours d'eau, plan de gestion du transport solide et suivi des étiages" a pour objet d'établir un bilan précis de la situation des berges et lits des cours d'eau, de déterminer des espaces de mobilités et de hiérarchiser les contraintes du territoire sur ces thématiques. Au final, l'étude doit proposer un plan de gestion du transport solide (sédiments charriés par la rivière) et un plan de préservation / reconquête des espaces de mobilité. Cette étude est en cours de réalisation, la première phase de diagnostic du bassin versant est terminée, nous travaillons actuellement sur la deuxième phase : enjeux et objectifs.
- L'étude "diagnostic agricole" a pour objet, à partir d'un état des lieux général de la relation agriculture / eau & milieux aquatiques, de définir des secteurs et enjeux prioritaires. Ce travail débouchera sur un programme d'action. Cette étude est en cours.

## 6. ZONES HUMIDES

Deux grandes zones humides ont été identifiées sur la commune d'Oriol en Royans.



## 1. Les DUCS

La zone humide des Ducs a une superficie de 14.05 ha et une longueur de 2 km. Il s'agit d'eaux courantes, de forêts de Frênes et d'Aulnes des ruisselets et des sources (rivulaires)

- Fonctions hydrobiologiques : fonction de régulation hydraulique, ralentissement du ruissellement,
- Fonctions biologiques : fonction d'habitat pour les populations animales ou végétale et connexions biologiques (continuité avec d'autres milieux naturels), zone d'échanges, zone de passages, corridor écologique (faune, flore).

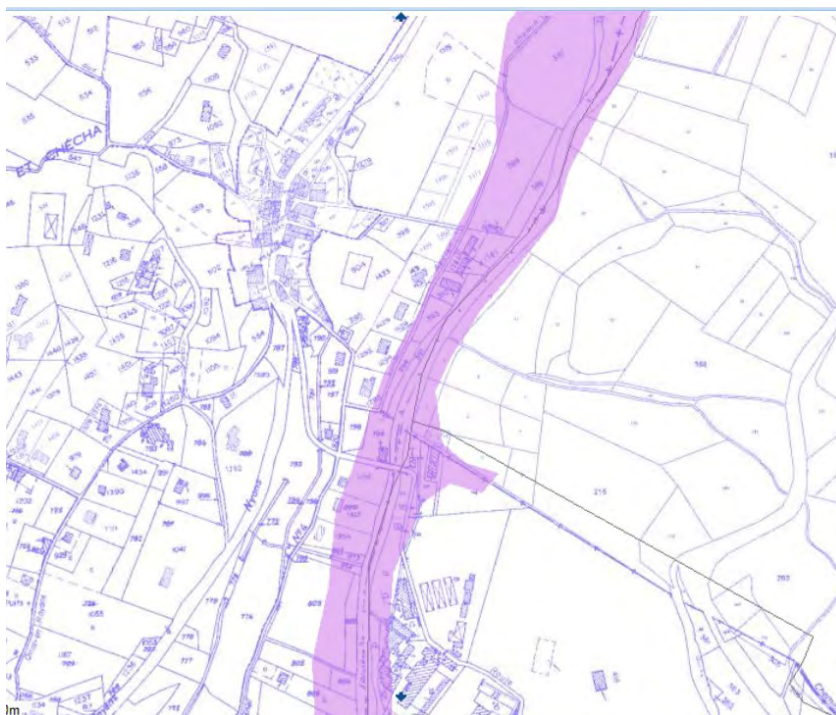
## 2. LA LYONNE

D'une superficie de 126 ha, cette zone humide borde le cours d'eau sur 16 km.

La gestion de la rivière nécessaire, aussi bien dans sa ressource quantitative, que dans sa fonction sociale, son aspect paysager et écologique.

Il s'agit d'eaux courantes, Forêts de Frênes et d'Aulnes des ruisselets et des sources (rivulaires), végétation des rochers et falaises intérieures calcaires, cultures et plantations de feuillus.

- Fonctions hydrobiologiques :
  - fonction de régulation hydraulique ralentissement du ruissellement,
  - fonctions d'épuration (rétention de sédiments et de produits toxiques; recyclage et stockage de matière en suspension; régulation des cycles trophiques par exportation de matière organique; influence sur les cycles du carbone et de l'azote),
  - rôle naturel de protection contre l'érosion ;
- Fonctions biologiques : fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales ;
- connexions biologiques (continuité avec d'autres milieux naturels), zone d'échanges, zone de passages, corridor écologique (faune, flore) ;
- zone particulière d'alimentation pour la faune.



## **7. LES RISQUES NATURELS**

### **7.1. INONDATIONS**

La commune n'est pas dotée d'un PPRI.

La commune est traversée par la rivière « La Lyonne » Il n'existe pas d'études en matière de risque et aucune zone inondable n'a été identifiée.

Toutefois, le territoire communal comporte des axes d'écoulements, ravins, ruisseaux, vallats et talwegs identifiés sur le fond de carte IGN au 1/25000<sup>ème</sup> pour lesquels il est important de se prémunir des débordements et de l'érosion des berges.

### **7.2. RISQUE FEUX DE FORÊT**

Il n'existe pas de PPR Incendie de forêt sur le territoire d'Oriol en Royans.

La base de données Prométhée, base de données officielle sur les incendies de forêt, distingue deux types de feux :

- les feux de forêt, garrigues, maquis et landes définis comme « les incendies qui ont atteint des forêts, landes, garrigues ou maquis d'une superficie d'au moins un hectare d'un seul tenant (et ce quelle que soit la superficie parcourue) »,
- les feux de l'espace rural et périurbain : incendies de végétaux n'appartenant pas à la catégorie précédente et caractérisés par leur "type". Six types sont recensés : feux dans des massifs de moins de 1 ha, boisements linéaires, feux d'herbes, autres feux agricoles, dépôts d'ordures, autres.

En 36 ans, la commune d'Oriol en Royans, a enregistré :

- aucun feu de forêt,
- 3 feux de l'espace rural et périurbain (1991, 1997 et 1998).

### **7.3. LE RISQUE SISMIQUE**

La commune est située en zone de sismicité (moyen) selon le décret du 22 octobre 2010.

Des mesures préventives, notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismiques, sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la classe dite "à risque normal" situés dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5.

Des mesures préventives spécifiques doivent en outre être appliquées aux bâtiments, équipements et installations de catégorie IV pour garantir la continuité de leur fonctionnement en cas de séisme.

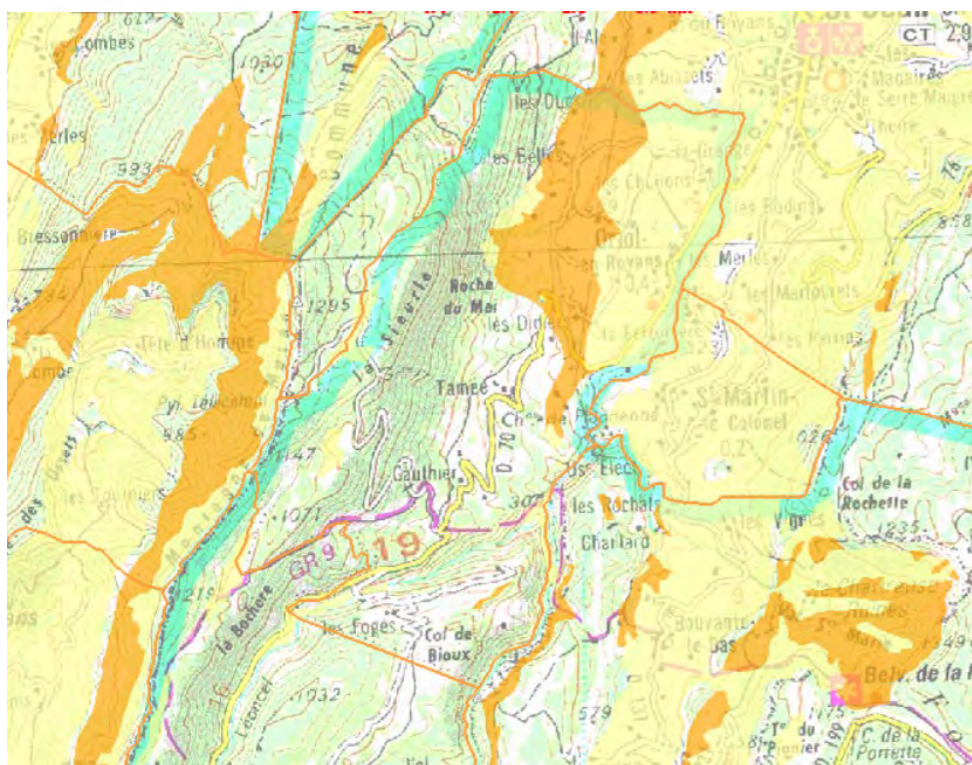
La classe dite "à risque normal" comprend les bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat. Ces bâtiments, équipements et installations sont répartis entre les catégories d'importance suivantes :



- Catégorie d'importance I : ceux dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité économique ;
- Catégorie d'importance II : ceux dont la défaillance présente un risque moyen pour les personnes ;
- Catégorie d'importance III : ceux dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes et ceux présentant le même risque en raison de leur importance socio-économique ;
- Catégorie d'importance IV : ceux dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public.

#### **7.4. LE RISQUE RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES**

Le territoire de la commune est concerné pour partie par des zones de susceptibilité faible à moyenne au retrait-gonflement des argiles.

**Légende des argiles****7.5. EXPOSITION AU PLOMB**

Le saturnisme est une pathologie que l'on retrouve essentiellement chez les jeunes enfants. Elle est due à l'ingestion de plomb contenu dans d'anciennes peintures. Les peintures anciennes au plomb (la céruse) constituent la source principale d'intoxication dans des bâtiments construits avant 1948, dégradés ou qui font l'objet de travaux de rénovation.

A la suite d'intoxications infantiles, la loi d'orientation et de lutte contre les exclusions (art.123) a introduit dans le code de la santé publique des mesures d'urgence contre le

saturnisme. Ces mesures ont été suivies de dispositions réglementaires d'application en 1999 et d'arrêtés préfectoraux de délimitation géographique.

L'ensemble du département de la Drôme est déclaré zone à risque d'exposition au plomb, par Arrêté Préfectoral ARR-2003-217-8.

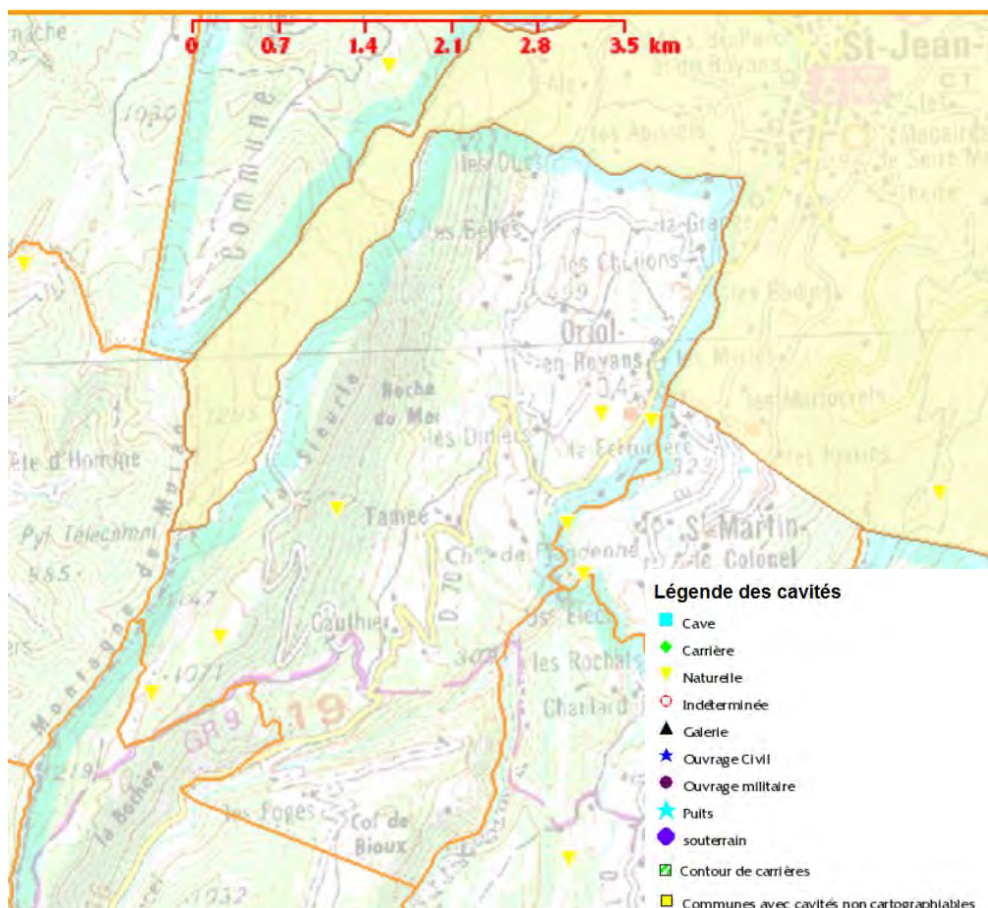
La lutte contre le saturnisme infantile est une priorité de santé publique.

La loi de prévention et de lutte contre les exclusions de juillet 1998 a introduit deux types de mesures visant à lutter contre les sources de contamination par le plomb des peintures dans l'habitat dégradé en engageant des procédures de diagnostic et d'élimination de ces sources :

- Lorsqu'un cas de saturnisme est signalé chez une personne mineure, il y a obligation de déclaration au médecin inspecteur de santé publique de la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale (DDASS) ou au médecin de Protection Maternelle et Infantile (PMI) dans le cadre d'une convention entre l'Etat et le Conseil général. Le Préfet fait alors procéder à un diagnostic de l'habitat afin d'évaluer le risque et de déterminer les travaux à réaliser. Il procède de même lorsqu'un risque d'accessibilité au plomb pour les occupants lui est signalé. En cas d'urgence, il est recommandé de reloger la famille au minimum pendant la durée des travaux afin d'éviter l'exposition aux poussières de plomb.
- Un état des risques d'accessibilité au plomb doit être annexé à tout contrat ou promesse de vente, pour tout immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant 1948, et situé dans une zone à risque d'exposition au plomb délimitée par arrêté préfectoral. A ce jour, 25 départements bénéficient d'un tel arrêté préfectoral. Ces arrêtés classent l'ensemble du département en zone à risque d'exposition au plomb.

## **7.6. CAVITÉS SOUTERRAINES**

Sur la commune, on dénombre la présence de 5 cavités identifiées par le BRGM. A défaut d'études définissant les conditions d'adaptation des constructions à la nature des du sol, il convient d'exclure l'implantation de toute construction nouvelle sur les secteurs localisés.



## 8. LUTTE CONTRE L'AMBROISIE

L'ambroisie est une plante dont le pollen allergisant se diffuse dans un large périmètre et génère des nuisances importantes pour la population, constituant un risque pour la santé publique. L'arrêté préfectoral n° 01-1903 du 18 mai 2001 prescrit la lutte contre l'ambroisie. Cette mesure doit être intégrée dans le PLU.

### SYNTHESE

- Paysages naturels remarquables
- Paysages bâtis plus hétérogènes
- Présence de 2 ZNIEFF de type 1
- SDAGE et contrat de rivière
- Deux zones humides
- Risques : sismique et argiles

## **ENJEUX COMMUNAUX**

Préserver les paysages naturels

Intégrer au mieux les futures constructions

Tenir compte et protéger les espaces naturels.



## **C. HISTOIRE ET PATRIMOINE**

### **1. HISTOIRE**

Commune du canton de St Jean-en-Royans. Auriolum 1193, Oriol 1152, Oriolum in Royanis 1359, Sainte Marie d'Oriol 1149, Oriol-en-Royans 1788.

Avant 1790 Oriol était une communauté de l'élection et subdélégation de Valence et du bailliage de St Marcellin, formant une paroisse du diocèse de Valence (capella de Auriolo in Roianis 1265, Cart. de Léoncel) dont l'église dédiée à la Ste Vierge dépendait du prieur de St Jean en Royans, qui y prenait la dîme et présentait à la cure. Au point de vue féodal, Oriol faisait partie du duché d'Hostun et du mandement de St Nazaire-en-Royans. Comprise en 1790 dans le canton de Rochefort-Samson, cette commune fait partie de celui de St Jean en R. depuis la réorganisation de l'an VIII. Il y avait en 1688 dans la commune d'Oriol-en-Royans 160 ménages et en 1789 186 chefs de famille.

### **2. PATRIMOINE**

Au centre village une église romane ainsi que la fontaine de pierre constituent un patrimoine à préserver.

### **3. ARCHEOLOGIE**

Aucun recensement

# CHAPITRE TROISIEME

# CONCLUSION

## **1. DEMOGRAPHIE ET HABITAT**

- Une croissance démographique qui s'accélère depuis 1999 :
  - taux de croissance inférieur à 1 % / an de 1982 à 1999
  - taux de croissance supérieur à 4%/an de 1999 à 2008
- Un apport de population jeune
- Entre 1990 – 2008 : une augmentation importante du nombre d'actif sur la commune (+84)
- En 2008 : un indice des ménages en baisse qui reste supérieur à la moyenne du canton
- Des migrations journalières en hausse
- Forte augmentation du nombre de logements
- Consommation importante de foncier : 2250 m<sup>2</sup> par logement
- Absence de logements aidés
- Habitat individuel uniquement

**La commune devra tenir compte des objectifs du PLH établi et voté par les élus de la Communauté de commune du Pays du Royans**

## **2. ACTIVITES ECONOMIQUES**

L'agriculture constitue la principale source de richesses économiques de la commune.

- 6 exploitations agricoles professionnelles avec élevage (bovin ovins) + deux double-actifs
- AOC Picodon et Noix de Grenoble
- Présence d'un bar-tabac-épicerie
- Une dizaine d'artisans répartis sur la commune
- Carrière au hameau des Belles

**La commune n'a pas vocation à développer de zone d'activités économiques, en raison de la présence de zones d'activités à proximité sur la commune de St Jean en Royans.**

### **3. EQUIPEMENTS**

- Présence d'une école
- Eau potable : capacité suffisante
- Assainissement : raccordement à la station intercommunale SMABLA

**La commune souhaite mener une réflexion sur le stationnement au village et les cheminements en direction de l'école à sécuriser.**

### **4. ENVIRONNEMENT**

- Paysages naturels remarquables
- Paysages bâtis plus hétérogène
- Présence de 2 ZNIEFF de type 1
- SDAGE et contrat de rivière
- Deux zones humides
- Risques : sismique et argiles

**La commune souhaite établir un projet visant à préserver les paysages naturels, intégrer au mieux les futures constructions et protéger les espaces naturels.**

**2<sup>ème</sup> Partie**

# **EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE P.L.U.**

- A - Pour établir le P.A.D.D.**
- B - Pour délimiter les zones**
- C - Pour édicter les règles d'utilisation du sol**

## **A. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.**

Les deux grands thèmes principaux qui structurent le Projet d'Aménagement et de Développement Durables sont les suivants :

- 1. Organiser l'urbanisation sur le territoire en intégrant les objectifs du PLH**
- 2. Préserver le caractère rural de la commune (paysage et agriculture)**

### **Orientations Générales de la Politique d'Aménagement, d'Equipement et d'Urbanisme**

La commune ne disposant pas de document d'urbanisme, l'habitat s'est développé de façon hétérogène, sous la forme d'un bâti diffus et isolé.

La croissance démographique depuis 1999 a été très importante générant un fort impact sur le territoire en terme de consommation foncière.

Il s'agit donc à travers l'élaboration de ce document d'urbanisme :

- d'organiser les zones constructibles et adapter l'offre de logements,
- de définir des zones constructibles ayant un potentiel de constructions en adéquation avec la capacité des réseaux,
- d'améliorer les déplacements et le stationnement : sur les zones d'urbanisation futures.

### **Orientations Générales de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers**

L'espace agricole représente plus du tiers du territoire communal, 7 exploitations agricoles (dont 2 double actifs) font de la polyculture et de l'élevage.

Il s'agit de préserver cette activité en tenant compte des espaces cultivés ainsi que des sièges d'exploitations et de leurs bâtiments d'élevage.

De grands espaces naturels sont présents à l'ouest et au sud la rivière Léoncel. Ces espaces naturels qui participent du maintien de la biodiversité sur le territoire communal seront préservés.

#### **Projet communal pour l'habitat :**

- assurer une répartition des futurs logements cohérente avec la structure urbaine du territoire,
- élaborer un projet communal cohérent avec le PLH établi à l'échelle de la Communauté de communes.
- modérer la consommation foncière et lutter contre l'étalement urbain.



✓ **Assurer une répartition des futurs logements cohérente avec la structure urbaine du territoire**

La commune est composée d'un centre village, de plusieurs hameaux (Tamée, Toté, Didiers, Belles et Chuillons) de deux quartiers urbanisés de manière diffuse (La Bourrelière et Les Chuillons) ainsi que d'habitations isolées.

En effet, Oriol en Royans a été confronté à une évolution démographique très importante (+4 %/an de 1999-2006). Cette augmentation de population s'est traduite par de nombreuses constructions – type maison individuelle au village (lotissements) mais également sous la forme d'un habitat diffus sur l'ensemble de la commune et plus particulièrement aux quartiers de la Bourrelière et des Chuillons.

Cette urbanisation très consommatrice d'espace impacte fortement les paysages, les espaces agricoles, génère des coûts en terme de réseau, ....

Les élus font donc le choix de renforcer la centralité du bourg, d'utiliser les espaces libres au sein de l'enveloppe urbaine (en contrebas de l'église) avant de consommer de nouvelles terres agricoles ou naturelles situées hors de la zone bâtie.

Afin de préserver le territoire et conforter le tissu urbain existant du village, il faut naturellement stopper l'implantation de bâtiments isolés dans la zone agricole et naturelle et limiter l'urbanisation des quartiers excentrés.

Le quartier de la Bourrelière, déjà fortement urbanisé est situé à proximité immédiate du village. Ce secteur présente de grandes disponibilités permettant la densification, néanmoins afin de répondre aux objectifs du PLH, la zone déjà bâtie n'est pas classée en constructible : il s'agit d'autoriser seulement les extensions. Seuls les espaces vierges situés au nord, pouvant faire l'objet d'une opération d'ensemble, ont été repérés pour être classé en zone AUa.

Pour l'ensemble des quartiers d'habitat diffus, seules sont autorisées les extensions des habitations existantes, toute nouvelle construction est interdite. Le PADD vise par cet objectif à stopper cette urbanisation hétérogène.

✓ **Elaborer un projet communal cohérent avec le PLH**

La municipalité a élaboré, à l'échelle de la CCPR, un diagnostic sur l'habitat et a défini des objectifs dans le cadre du PLH.

Pour les 3 villages structurants dont fait partie Oriol en Royans, il s'agit de développer, accueillir de nouveaux habitants mais en limitant le mitage et en favorisant le développement d'une offre locative, garante du renouvellement de la population et de la pérennité des équipements et services offerts.

Les objectifs du PLH faisant écho aux besoins du territoire, la municipalité fait le choix en cohérence avec le PLH de proposer une production de 12 à 18 logements pour la période 2011-2016, dont 5 logements sociaux.

Le projet de PLU étant établi pour une période plus longue (10 à 12 ans) le nombre de logements à produire est estimé à une vingtaine ou trentaine de logements.

### → **Diversifier l'habitat et favoriser la mixité sociale**

Le diagnostic a montré que la propriété est le mode d'occupation majoritaire et qu'aucun logement locatif social n'existe sur la commune, bien que la demande existe.

Il s'agit donc de diversifier l'offre de logements nouveaux pour satisfaire toutes les classes d'âges, y compris les jeunes qui, le plus souvent, recherchent un logement locatif ou une accession à un prix abordable.

Compte tenu de la taille de la commune celle-ci ne pourra pas compter uniquement sur l'initiative privée pour produire des logements locatifs ; la commune devra donc imposer par l'intermédiaire du PLU des programmes de logements adaptés aux besoins de la commune.

### → **Utiliser le potentiel de réhabilitation en zone rurale**

L'équipe municipale a la volonté de permettre la rénovation des bâtisses anciennes des hameaux de Tamée, Toté, Didiers, Les Belles et de permettre le changement de destination pour les anciens bâtiments agricoles présentant un intérêt architectural et patrimonial.

Il s'agit de préserver le bâti existant en permettant la rénovation, tout en limitant les extensions pour préserver les abords des hameaux.

### ✓ ***Modérer la consommation foncière et la lutte contre l'étalement urbain.***

Le bilan des constructions récentes a permis de calculer les densités moyennes à La Bourrelière (2,5 logements/ha), aux Chuilons (1 logement/ha) et en contrebas du village (3 logements/ha). Seule une opération réalisée au nord du boulodrome est plus dense (18 log./ha)

### **Ce phénomène d'étalement urbain a fortement impacté le paysage et également les espaces agricoles et naturels de la commune.**

Dans le cadre de son objectif de réduction de la consommation d'espace, la communauté de communes du Pays du Royans s'est fixé l'objectif suivant : 40% en individuel pur, 38 % en individuel groupé, 22 % en petit collectif.

L'application d'un taux de croissance de 1%/an correspond à 21 logements sur 10 ans, soit environ 1,5 ha de terrain constructible. En effet la commune se donne pour objectif de passer de 6000m<sup>2</sup>/an à 1500m<sup>2</sup>/ an en moyenne.

Le projet exprimé par la municipalité dans le cadre du présent PLU consiste à programmer un développement démographique et urbain qui permette de limiter cet étalement. Une servitude de logement imposant une densité minimale et des formes bâties (type petits collectif, habitat groupé) permettra de répondre à cet objectif.

### **Equipements Publics : Adapter le projet communal au niveau d'équipements de la commune :**

- prévoir la création de voirie pour améliorer la circulation à l'ouest de la mairie.
- réalisation d'espace de stationnement en contrebas du village ainsi que des circulations dans les futures zones d'habitat.
- faciliter le développement des communications numériques.

Ces objectifs résultent de la volonté communale d'adapter son évolution démographique à la capacité de ses équipements, infrastructures et services.

## Développement économique

La commune dispose d'un bar multi-service récemment ré-ouvert qui permet de répondre aux besoins locaux en complément des grandes surfaces présente sur la commune voisine de St Jean. C'est la raison pour laquelle la commune n'envisage pas l'aménagement de zone commerciale.

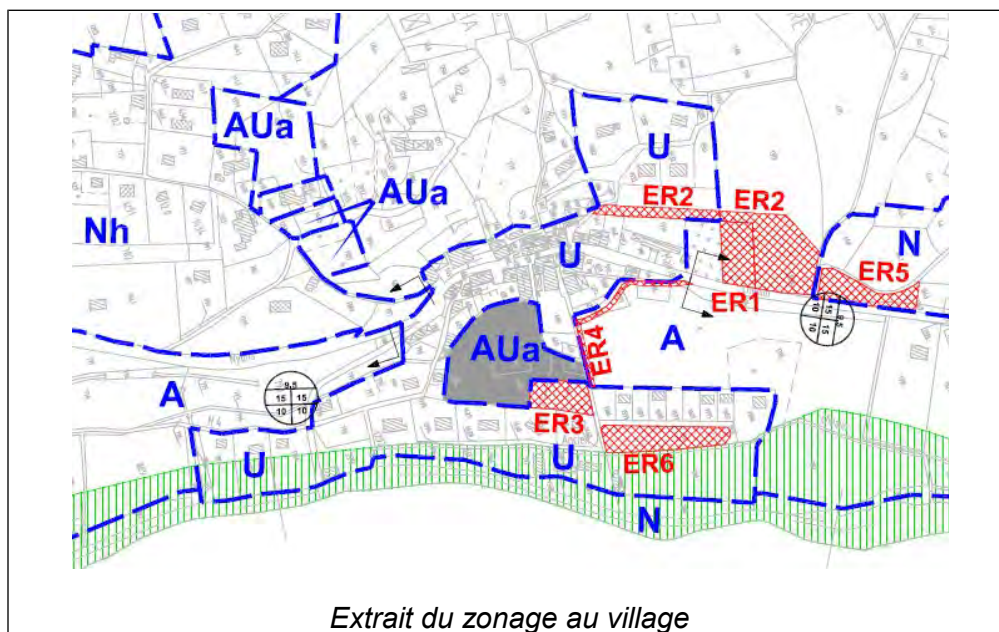
Le diagnostic a montré la présence de quelques artisans sur le territoire, répartis sur l'ensemble de la commune (il s'agit d'activités liées à des habitations). La compétence économique appartenant à la communauté de communes, les besoins ont été étudiés à l'échelle de ce territoire. Les besoins pouvant être satisfaits sur les zones d'activité existantes ou en cours d'aménagement, aucune zone d'activité n'est envisagée sur le territoire communal.

## B. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR DELIMITER LES ZONES

### 1. ZONES URBAINES

**La zone urbaine dite U**, correspond aux parties déjà urbanisées et équipées du village et de 5 hameaux. Toute la zone U est donc desservie par la voirie ainsi que par les réseaux d'eau potable et d'électricité. Le réseau d'assainissement est également présent au village et prévu pour les hameaux.

Le tracé de la zone U du village correspond à l'enveloppe bâtie actuelle. Elle ne dispose pas de terrain disponible.



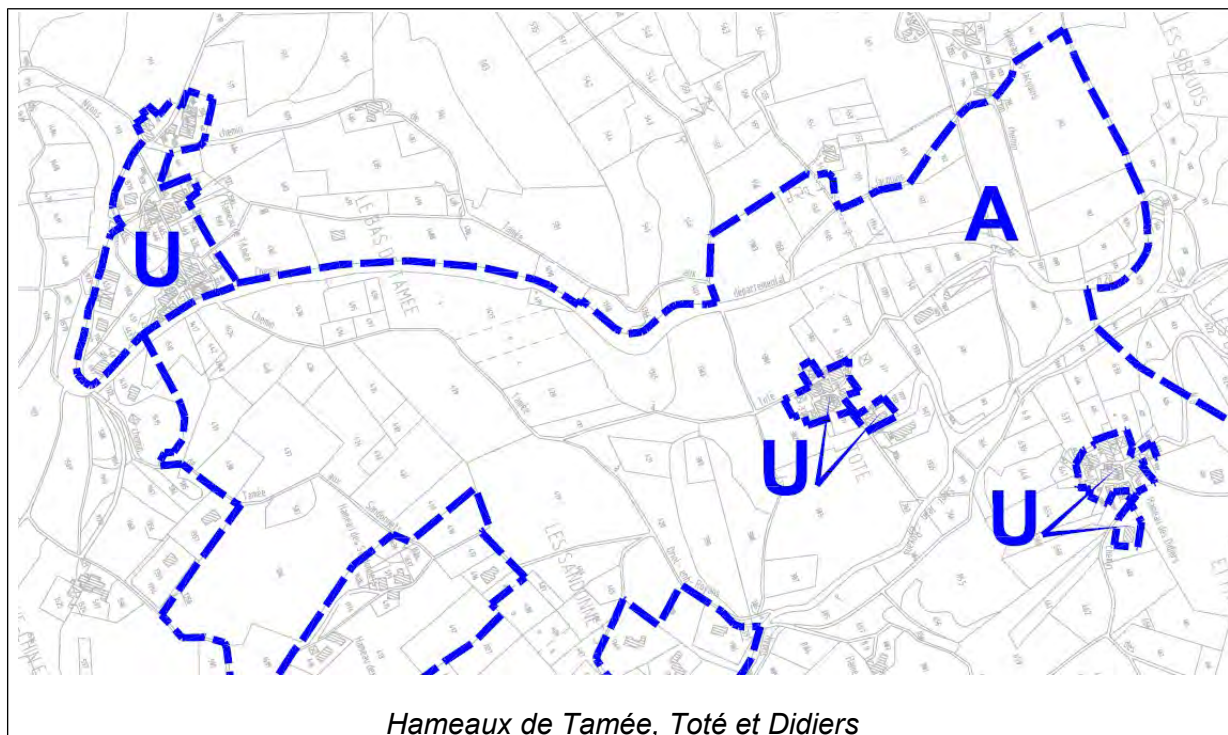
Les hameaux historiques de la commune ont été classés en zone urbaine. Il s'agit des hameaux de Tamée, Toté, Didiers, Belles et les Chuillons. Ces hameaux présentent un caractère architectural et une densité suffisamment importante permettant de justifier le caractère de hameau. La zone urbaine a été définie au plus près de la zone bâtie pour éviter toute extension des hameaux. Le classement en zone urbaine vise à permettre la rénovation, les extensions permettant ainsi la réhabilitation du patrimoine bâti.



Hameau des Chuillons



Hameau des Belles – Terres de Gaud



Les quartiers de la Bourrelière et des Chuillons ont volontairement été exclus de la zone urbaine. Ces secteurs ayant été urbanisés de façon disparate présente un potentiel de densification important sur de nombreuses parcelles, cette densification n'est pas souhaitable sur ces secteurs entremêlés à la zone agricole et naturelle.

Le règlement de la zone admet une diversité des types d'occupation ou d'utilisation des sols. Seules les activités peu compatibles avec l'habitat sont interdites.

## **2. ZONES A URBANISER**

Toutes les extensions de l'urbanisation ont été prévues dans des zones à urbaniser afin d'imposer des opérations d'ensemble et ainsi organiser au mieux les futures constructions :

- la zone AUa située en contrebas du village a été délimitée naturellement par les voiries et le bâti existant.
- à la Bourrelière : le tracé des zones AUa a été fait en tenant compte des parcelles bâties, des voiries et du recul à respecter pour le bâtiment d'élevage.

Le document « Orientations d'Aménagement » précise les principes d'aménagement de ces zones.

Une servitude imposant un programme de logements est instaurée afin de permettre une utilisation optimale du terrain au village et une diversification de l'offre de l'habitat.



## La zone AUa du village

### Enjeux

Ce terrain est à proximité immédiate du centre (impact sur les commerces, l'école, ...), il permet une cohérence urbaine, une accessibilité directe pour les piétons et cycles, etc.

Afin de valoriser au mieux ce site stratégique au cœur du village, une urbanisation économe et rationnelle du tènement doit être prévue.

Ainsi, le projet d'urbanisation du secteur, devra permettre : d'inscrire le développement dans le prolongement du tissu urbain existant tout en préservant les vues vers l'église et le paysage environnant ; d'assurer une croissance démographique conforme au PLH par une offre de logements adaptée et diversifiée.

### Vocation :

Le secteur est destiné principalement à l'implantation de logements, avec un parc aménagé entre l'église et les constructions. Ce secteur d'habitation sera associé à des espaces publics (placette, parc) et des stationnements.

Sur les 8700m<sup>2</sup> de la zone, environ 30% seront consacrés au parc (soit environ 2600m<sup>2</sup>).

### PRINCIPES D'AMENAGEMENT :

La zone AUa devra être aménagée dans le cadre d'une seule opération d'aménagement d'ensemble.

Tout accès doit permettre d'assurer la cohabitation et la sécurité des différents modes de circulation (véhicules, cycles, piéton, ...). Une attention doit être portée à l'aménagement des jonctions aux voies existantes compte tenu de l'étroitesse de celles-ci.

Une seule voie de desserte sera à réaliser dans le cadre de l'opération d'aménagement d'ensemble. Cette voie unique desservira l'ensemble des lots.

Les cheminements piétons permettront de relier facilement le cœur village à l'espace vert, et aux nouvelles constructions. Le cheminement piéton principal longera l'église au Nord, il permettra ensuite de rejoindre facilement les autres cheminements piétons.

### Formes urbaines :

Des formes urbaines variées devront être proposées dans la zone AUa avec un objectif moyen de densité de 30 logements/ha (sur les 6100 m<sup>2</sup> à vocation d'habitat), soit

- 12 logements en petits collectifs (R+1) entre le parc et la voie de desserte.
- 6 logements en habitat individuel groupé (R+1), à l'Est de la voie de desserte.

### Implantation des constructions :

Afin de créer un front urbain, une partie de chaque construction doit être à la limite parcellaire du côté de la voie de desserte.

L'orientation des constructions suivra l'axe de la voie : soit un sens de faîtage parallèle ou perpendiculaire à la voie.

La configuration du site induit une implantation Est/Ouest des constructions.

### Espaces communs :

Prévoir des espaces communs en dehors des voiries et des cheminements piétons pour : aérer les quartiers ; proposer des espaces de rencontre et favoriser les rapports de voisinage ; rythmer les voies et éviter la monotonie des lieux,

Structurer ces espaces publics par l'implantation du bâti en limite selon une variation des volumes (entre l'habitat, les garages, et les murets).

Deux types d'espaces communs seront aménagés : un parc à l'Ouest, en contrebas de l'Eglise. Un accès direct entre le parc et la voie de desserte sera créée afin de préserver des arbres remarquables. Un espace public au sud, de type placette.

### **Les zones AUa quartier de la Bourrelière**

#### Enjeux :

Le quartier de la Bourrelière est divisé en trois zones AU : une zone Ouest et deux zones Est. Chacun de ces sites surplombent le centre, ils s'intègrent dans un secteur d'habitation individuelle. Ils sont à proximité du centre par un cheminement piéton existant.

Ainsi, le projet d'urbanisation du secteur, devra prendre en compte la topographie des terrains et l'orientation parcellaire et préserver les vues vers le paysage environnant.

#### Vocation :

Le secteur est destiné principalement à l'implantation de logements individuels pur ou groupé, associé à des espaces publics (placette, cours) et des stationnements.

#### PRINCIPES D'AMENAGEMENT

La zone AUa devra être aménagée dans le cadre d'une seule opération d'aménagement d'ensemble.

Tout accès doit permettre d'assurer la cohabitation et la sécurité des différents modes de circulation (véhicules, cycles, piéton, ...). Une attention doit être portée à l'aménagement des jonctions aux voies existantes.

Des cheminements piétons doivent être associés aux voies de desserte aménagées.

#### Formes urbaines :

Deux objectifs moyens de densité pourront être proposés : 12 logements/ha pour la zone Ouest, 20 logements/ha pour les deux zones à l'Est.

Ces densités variables permettront de proposer une diversité de constructions : entre de l'habitat individuel pur et de l'habitat individuel groupé.

#### Implantation des constructions :

Privilégier une implantation au Nord de la parcelle afin de profiter de l'ensoleillement Sud et de la vue vers le paysage environnant.

Les constructions implantées en contrebas des voies d'accès seront implantées en limite parcellaire afin de créer un front urbain.

L'orientation des constructions suivra la topographie du site. Pour l'habitat individuel groupé, favoriser un détachement de parties habitées par les garages, afin de permettre des ouvertures au Sud-Est.

#### Espaces communs :

Structurer ces espaces publics par l'implantation du bâti en limite selon une variation des volumes (entre l'habitat, les garages, et les murets).

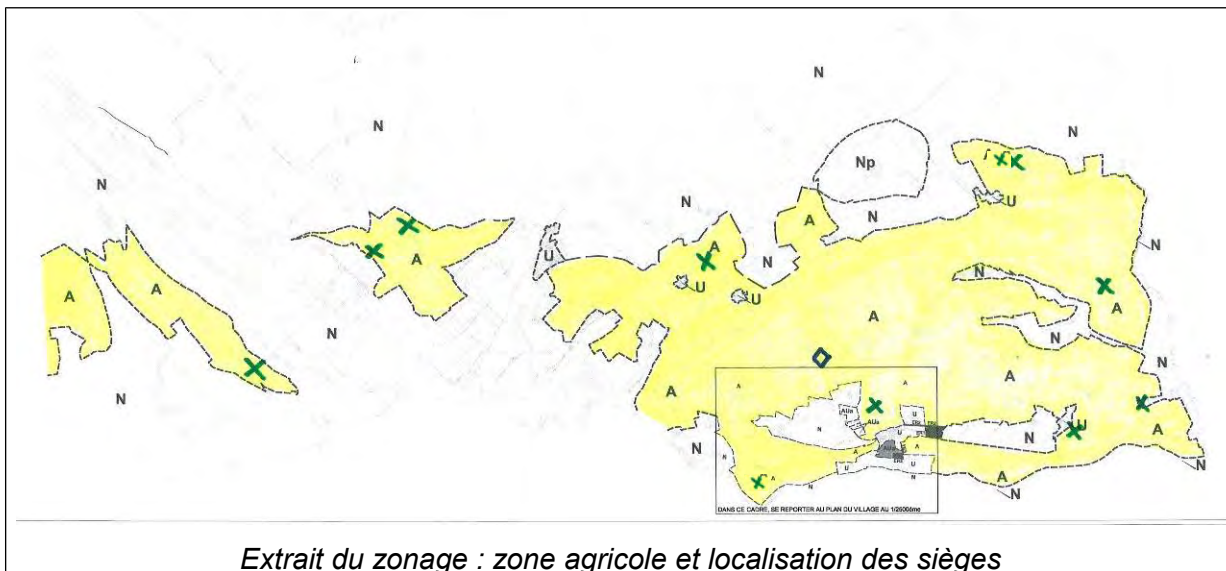
## **3. LES ZONES AGRICOLES**

L'un des objectifs du PLU d'Oriol en Royans, annoncé dans le PADD, est de préserver l'outil de travail agricole.

Comme le stipule l'article R.123-7 du code de l'urbanisme, « peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A. »

La vocation et l'affectation à l'agriculture des terres ayant un bon potentiel agricole sont clairement affirmées par un classement en zone A de ces espaces.

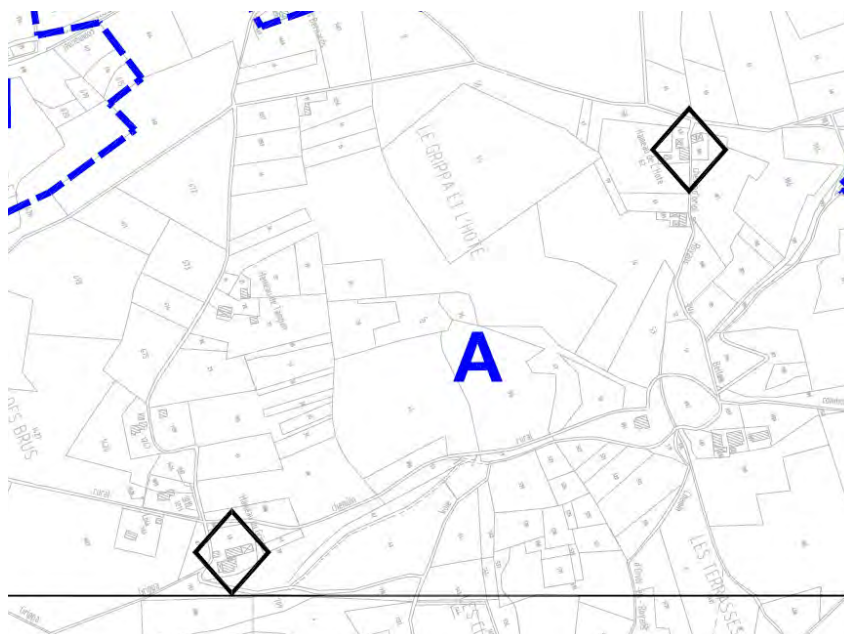
Ont ainsi été classés en zone agricole : l'ensemble des sièges et bâtiments d'exploitation agricole de la commune, les terrains présentant un potentiel agricole.

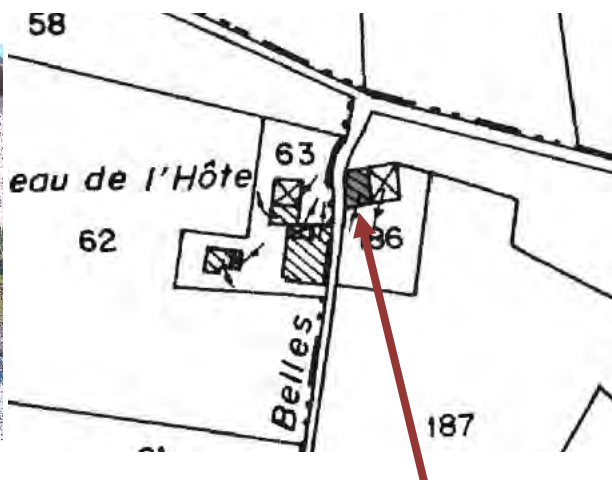


La zone A autorise : les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

En outre, est autorisé le changement de destination des bâtiments repérés sur le document graphique du règlement au titre de l'article L.123-3-1 du code de l'urbanisme, à condition de respecter leurs caractéristiques architecturales et uniquement pour un usage d'habitation ou d'artisanat sous réserve que l'activité artisanale ne génère pas de nuisance pour le voisinage.

Suite à un recensement exhaustif, 2 bâtiments situés en zone A, a été repéré pour changer de destination :

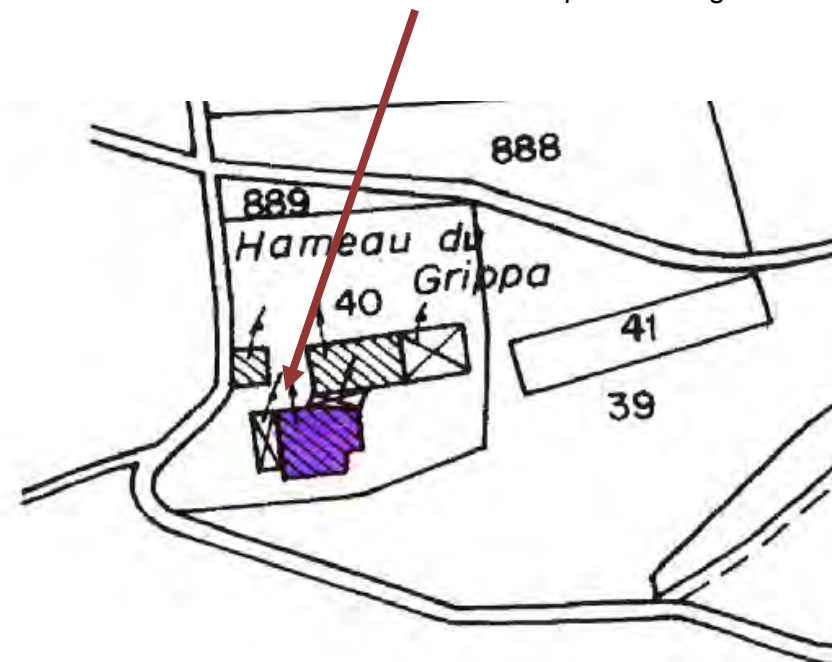




Partie concernée par le changement de destination



Partie concernée par le changement de destination



Ces bâtiments présentent un intérêt architectural. Ils ne sont plus utilisés par l'agriculture.



## 4. LES ZONES NATURELLES

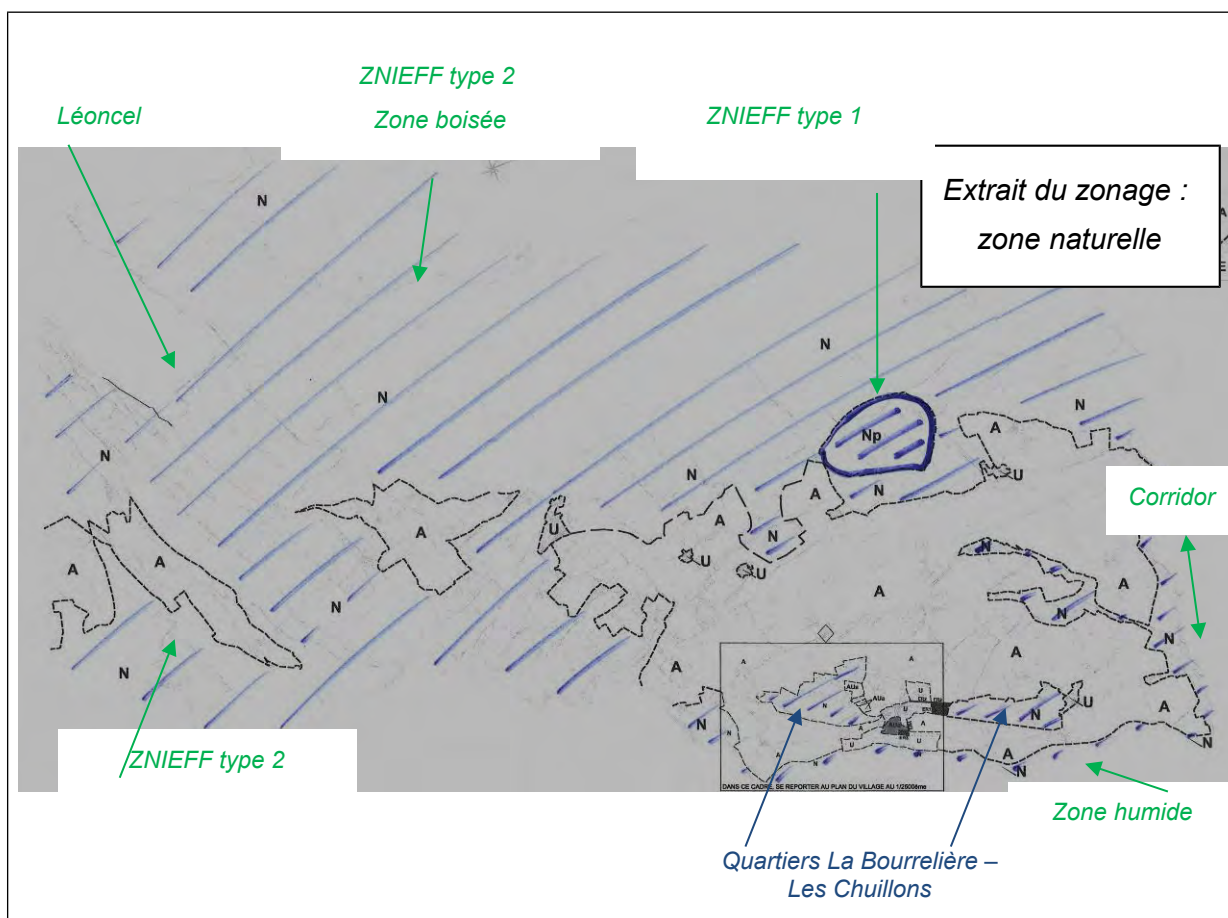
Elles correspondent en premier lieu aux espaces naturels de la commune protégés en raison de leur intérêt écologique :

- les ZNIEFF de type 1, secteur spécifique Np,
- la partie non exploitée des ZNIEFF de type 2,
- les abords du ruisseau Léoncel,
- les zones boisées,
- les zones humides.

Sont également classés en zone naturelle des espaces au caractère naturel certes « banal » mais qui ont perdu leur caractère agricole en raison des contraintes à l'exploitation générées par la présence de bâtiments et qui offrent un moindre intérêt pour l'agriculture en général ou pour l'implantation de bâtiments agricoles en particulier. Le classement en Nh de ces secteurs interdit toute construction nouvelle. Il permet cependant une évolution limitée du bâti existant. C'est le cas notamment pour les quartiers de la Bourrellière et des Chuillons.

Ce cadre laisse la possibilité d'utiliser le potentiel bâti, tout en empêchant la poursuite de la dissémination des constructions dans l'espace rural.

Un secteur spécifique Np, a été créé pour prendre en compte la ZNIEFF de type 1. Suite à l'enquête ce secteur a été adapté en fonction du projet de carrière et selon les études environnementales réalisées.



Suite à l'enquête et aux remarques des services, des secteurs Nh ont été créés afin de tenir de l'évolution règlementaire. La prise en compte des zones humides a également été ajoutée avec une trame au zonage visant à les préserver.



## **TABLEAU RECAPITULATIF DES SURFACES ET DES CAPACITES DE CONSTRUCTION**

La zone urbaine représente environ 12 ha, les zones à urbaniser ouvertes sous condition représentent 1,83 ha : soit au total 14 ha.

Les zones U ne comprennent pas de tènement potentiellement disponible.

Les zones AUa présentent un potentiel d'environ 30 logements.

Le PLU ne prévoit pas de zones spécifiques à vocation d'activités économiques ou autres.

Les zones agricole et naturelle représentent 99 % du territoire.

## **TABLEAU RECAPITULATIF DES SURFACES (en hectares)**

<b>P.L.U.</b>	<b>Surface (en ha)</b>	<b>% par rapport au territoire communal</b>
U	12,20	0,7%
<b>Habitat en zone urbaine</b>	<b>12,20</b>	<b>0,7%</b>
AUa <i>Au village</i>	0,78	0,0%
AUa <i>La Bourrelière</i>	1,05	0,1%
<b>Habitat en zone A Urbaniser sous condition</b>	<b>1,83</b>	<b>0,1%</b>
<b>TOTAL ZONES U &amp; Aua</b>	<b>14,03</b>	<b>0,9%</b>
A	439	26,9%
N	1129	69,1%
Np	18,00	1,1%
<b>Zones agricoles et naturelles</b>	<b>1586,00</b>	<b>99,1%</b>
	1600	

## C. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR EDICTER LES REGLES D'UTILISATION DU SOL

MOTIF	REGLE INSTITUTE	ARTICLE CONCERNE
<b>Protection des sites urbains et limitation des conflits Habitat / Activités.</b>	Limitation de la destination des constructions dans les zones à vocation principale d'habitat : - interdire les constructions nouvelles à usage agricole, industriel - autoriser les constructions à usage artisanal sous condition - interdire le camping, le stationnement de caravanes	U1
<b>Préserver les caractéristiques des sites urbains, favoriser l'intégration des futures constructions à leur environnement bâti ou non</b>	- contraintes d'implantations des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives	Articles 6 et 7
	- contraintes de hauteur imposées aux constructions	Article 10
	- COS non réglementé	U 14 / AUa 14
	- prescriptions concernant les espaces verts et les abords des constructions	U13 - AUa 13 – A13 – N13
	- stationnement	U12 - AUa 12
→ <b>Protéger l'environnement et limiter les impacts des futures constructions.</b>	- Obligation de raccordement au réseau collectif d'assainissement dans les zones constructibles.	U4, AUa4
	- Prescriptions concernant l'aspect extérieur des constructions.	Article 11 de chaque zone

**Le document graphique du P.L.U. prévoit en outre des dispositions qui se superposent au zonage et dont les effets spécifiques se cumulent à l'application du règlement :**

#### **> Emplacements réservés au titre de l'article L 123-1-8 du Code de l'urbanisme**

Les emplacements réservés pour la commune ont pour objectif d'améliorer la circulation et permettre l'aménagement d'équipement collectif.

**ER 1 :** extension du cimetière.

**ER 2 :** création de voirie au village. Suite à l'enquête, l'emplacement a été réduit sur la partie nord ouest. L'emprise de cet ER n'a pas été plus réduite car en l'absence d'étude technique, il n'est pas possible de préciser l'emprise nécessaire de cette voie en pente.

**ER 3 :** aménagement de stationnement

**ER 4 :** élargissement de la voie

**ER 5 :** aménagement de stationnement

**ER 6 :** aménagement de stationnement

**ER 7 :** élargissement de la voie créé suite à l'enquête afin de prendre en compte les remarques. Il s'agit d'un élargissement en direction du hameau des Chuillons qui visent à sécuriser cette voie.

#### **> Servitude au titre de l'article L 123-2 b) du Code de l'urbanisme :**

Compte-tenu de la nécessité de répondre aux objectifs de mixité de l'habitat imposés par la Loi S.R.U. ainsi que pour prendre en compte les objectifs du PLH, la commune a fait le choix d'imposer :

- entre le parc et la voie de desserte : un minimum de 12 logements en petit collectif (type R+1),
- à l'Est de la voie de desserte : au moins 6 logements en habitat individuel groupé (R+1).

#### **> Anciens bâtiments agricoles désignés au titre de l'article L 123-3-1 du code de l'urbanisme situés en zone A et N du PLU :**

Certaines constructions situées au cœur de la zone agricole présentent un intérêt architectural ou patrimonial qui justifie qu'elles puissent faire l'objet d'un changement de destination ne compromettant pas l'exploitation agricole. (en application de l'article L. 123-3-1 du code de l'urbanisme introduit par la loi UH du 2 juillet 2003).

Il ressort clairement des débats parlementaires ayant conduit à cet article que la notion d'intérêt architectural ou patrimonial doit être interprétée de manière souple. Il s'agit d'éviter la restauration d'un bâtiment qui défigurerait le paysage ou d'un simple hangar en tôle ondulée, non d'identifier des « constructions remarquables ».

C'est donc à la commune de définir avec une grande marge d'application les critères qu'elle retient pour l'application de cet article.

La municipalité a donc réalisé un recensement exhaustif des bâtiments situés en zone A. Seul 2 bâtiments ont été retenus. Ces bâtiments ne sont plus utilisés pour l'exploitation agricole et cette disposition favorisera sa préservation et sa réhabilitation.

## **3<sup>ème</sup> Partie**

# **EVALUATION DES INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT**

Pour analyser les incidences des orientations du P.L.U. et les mesures mises en œuvre, les différentes composantes de l'environnement peuvent être examinées :

## **1. BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS**

Les impacts du PLU sur la biodiversité et les milieux naturels sont de plusieurs ordres :

### ***Impacts résultant de l'extension des zones urbaines ou à urbaniser :***

La commune ne disposant pas de document d'urbanisme, les constructions se réalisaient au coup par coup sans réflexion d'ensemble, ni maîtrise de la part des élus.

Au PLU, les zones urbaines représentent environ 12,2 ha sans potentiel disponible au village et seulement quelques réhabilitations au sein des hameaux. Les zones AUa représentent environ 1,8 ha.

Le PLU organise et réduit ainsi considérablement les surfaces potentiellement constructibles par rapport à la situation actuelle.

Il n'y a pas de création de nouveau pôle urbain ; seule l'urbanisation d'espace vierge dans des secteurs urbanisés (au village et à la Bourrelère) est prévue.

L'espace retenu pour le développement de l'habitat au village présente peu d'enjeu au plan écologique puisqu'il s'agit de terrains ayant eu une vocation agricole (culture intensive) et enclavés entre des zones bâties. Il n'a pas de rôle de corridor biologique important même à l'échelle communale. Néanmoins afin de prendre en compte l'intégration paysagère de l'opération, une zone « tampon » entre l'église et l'habitat a été définie.

Les zones AUa des Bourrelières sont en partie enclavées dans la zone urbaine, il s'agit des terres agricoles qui ne sont plus exploitées. Les orientations d'aménagement visent à favoriser une intégration du bâti et une optimisation des espaces.

Les espaces identifiés pour leur intérêt écologique (ZNIEFF, zones humides, espaces boisés) ne subiront pas d'incidence du fait de l'urbanisation prévue dans le cadre du PLU. Les abords des forêts, des cours d'eau, des zones humides et des ZNIEFF ne sont pas concernés par l'urbanisation (classée zone naturelle).

### ***Impacts résultants des occupations du sol admises en zones naturelles ou agricoles :***

En zone naturelle, les extensions sont limitées à 20% de l'emprise au sol existante avec une surface de plancher maximale de 250 m<sup>2</sup> après travaux.

Ainsi, on peut considérer que les impacts du PLU sur la biodiversité et les milieux naturels sont limités et réduits par rapport à la situation actuelle sans document d'urbanisme.

**Le PLU comprend des mesures en faveur de la protection des milieux naturels :** Le zonage classe donc en zone naturelle tous les espaces présentant un enjeu écologique. Le PLU n'est donc pas de nature à compromettre les équilibres écologiques et concilie développement et protection : 99% de la surface de la commune sont classés en zone naturelle ou agricole.



## **2. POLLUTION ET QUALITE DES MILIEUX**

### **2.1. AIR**

La qualité de l'air peut être dégradée du fait de l'augmentation des trafics automobiles engendrés par l'augmentation de population. Les déplacements de ses habitants se sont essentiellement en direction de Jean en Royans – St Marcellin – Romans.

Actuellement, la commune dispose seulement du transport en commun (ligne de bus) géré par le Conseil Général pour les scolaires.

Des réflexions pourraient être menées à l'échelle de la communauté de communes.

### **2.2. EAU**

Les impacts sur la qualité de l'eau devraient être minimes puisque les zones d'accueil de nouveaux habitants sont désormais desservies par le réseau collectif d'assainissement du SMABLA. Les effluents sont traités de manière satisfaisante par la station d'épuration récemment réalisée qui dispose d'une capacité de traitement suffisante pour faire face au développement urbain envisagé.

Les hameaux sont raccordés au réseau.

Les constructions isolées sont en assainissement autonome : le schéma d'assainissement a défini les filières adaptées. L'existence du SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) garantit que les dispositifs seront conformes aux normes et donc sans impact dommageable pour l'environnement.

### **2.3. DÉCHETS**

La croissance démographique génèrera automatiquement une augmentation du volume des déchets ;

Cependant la Communauté de Communes le Pays du Royans a créé le Service de Collecte et de Valorisation des Déchets (SCVD).

Cette politique devrait permettre à l'avenir de limiter l'augmentation des déchets dirigés en centre d'enfouissement technique.

### **3. RESSOURCES NATURELLES**

#### **3.1. L'ESPACE**

L'espace est une ressource finie et, comme le prévoit l'article L 121-1 du code de l'urbanisme, doit être utilisé de manière économe et équilibrée.

Le PLU respecte ce principe puisque plusieurs dispositions du PLU visent à limiter la consommation de l'espace :

- en limitant les zones urbaines au village et en prenant en compte le bâti de 5 hameaux seulement,
- les orientations d'aménagement des zones à urbaniser qui visent à une meilleure utilisation des terrains en imposant des formes bâties dense, avec une densité minimale.

#### **3.2. L'EAU**

Le PLU en permettant d'accueillir une population nouvelle génère bien entendu des besoins supplémentaires en eau.

La commune assure la gestion du réseau A.E.P. en régie directe. Elle utilise trois captages : Bouvaret et l'Heritier à Léoncel, Pisses situé sur la commune d'Oriol.

La ressource n'est à priori pas en danger dans le secteur.

#### **3.3. RISQUES NATURELS**

Les risques naturels connus sont pris en compte et intégrés dans le PLU.

Les zones AUa ne sont pas concernées par des risques.

### **4. CADRE DE VIE**

La mise en œuvre du PLU aura forcément des impacts sur le cadre de vie dans la commune. Différentes orientations adoptées par la commune visent à l'améliorer ou le mettre en valeur :

- organiser le bâti sur un site au cœur du village où l'organisation du bâti est précisée pour une meilleure intégration ;
- stopper le mitage à proximité des hameaux présentant un intérêt patrimonial ;
- permettre la réhabilitation des logements à l'intérieur des principaux hameaux ;
- créer des emplacements réservés au village pour permettre des améliorations du fonctionnement urbain (accès, stationnement, ...), l'extension du cimetière.

Par ailleurs, le règlement prévoit des mesures pour favoriser l'intégration des constructions à leur environnement bâti ou non.

L'article 11, commun à l'ensemble des zones, fixe quelques principes dans un souci d'intégration des nouvelles constructions. Les règles d'implantation des constructions ont également pour but de conserver une homogénéité du tissu urbain existant.